



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

NORMANDIE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°R28-2017-157

PUBLIÉ LE 7 NOVEMBRE 2017

# Sommaire

## **Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie**

R28-2017-10-23-016 - Accusé de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter -  
département de l'Orne - octobre 2017 (1 page) Page 4

## **Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi**

R28-2017-11-06-002 - Décision subdélégation aux chefs de service et chefs d'unité Pôle T  
6nov 2017 (10 pages) Page 6

## **EPF Normandie**

R28-2017-06-09-014 - Accord d'intéressement 2017-2019 EPF Normandie (1 page) Page 17

R28-2017-06-09-010 - Adoption du contenu de la fiche outil portant sur les démarches  
intégrées de l'EPF Normandie sur les secteurs gares (1 page) Page 19

R28-2017-10-20-014 - Approbation de la démarche "vallées habitées" (1 page) Page 21

R28-2017-06-09-011 - Approbation de prise en charge des opérations du 1er programme  
d'interventions de la Région Normandie (2 pages) Page 23

R28-2017-10-20-019 - Approbation des règles concernant les amortissements (2 pages) Page 26

R28-2017-10-20-010 - Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration de l'EPF  
Normandie du 1er juin 2017 (1 page) Page 29

R28-2017-06-09-009 - Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration de l'EPF  
Normandie du 28 février 2017 (1 page) Page 31

R28-2017-10-20-011 - Approbation du projet de convention cadre pluriannuelle de  
partenariat entre l'EPF Normandie et le réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie  
de Rouen (1 page) Page 33

R28-2017-10-20-012 - Approbation du projet de convention de partenariat entre le  
Département de l'Eure et l'EPF Normandie prévoyant l'accompagnement par l'EPF  
Normandie de politiques départementales d'aménagement et de développement durable (1  
page) Page 35

R28-2017-10-20-015 - Autorisation donnée à l'EPF Normandie pour lancer les études de  
faisabilité sous forme d'un accord cadre en association avec la CCI Normandie (1 page) Page 37

R28-2017-10-20-013 - Autorisation donnée au Directeur Général de l'EPF Normandie pour  
signer un avenant à la convention de partenariat et de financement pour la cartographie de  
l'extension du tissu bâti à l'échelle de la Normandie (1 page) Page 39

R28-2017-10-12-007 - Budget rectificatif n°1 de l'EPF Normandie (30 pages) Page 41

R28-2017-06-09-016 - Délégation de pouvoirs au Directeur Général Adjoint de l'EPF  
Normandie (3 pages) Page 72

R28-2017-10-20-018 - Délégation de pouvoirs au Directeur Général Adjoint de l'EPF  
Normandie (3 pages) Page 76

R28-2017-06-09-015 - Délégation de pouvoirs au Directeur Général de l'EPF Normandie  
(3 pages) Page 80

R28-2017-10-20-017 - Délégation de pouvoirs au Directeur Général de l'EPF Normandie (3 pages)	Page 84
R28-2017-10-20-016 - Désignation de Gilles GAL et Christine MUTEL pour représenter l'EPF Normandie au Comité Régional de la Biodiversité (1 page)	Page 88
R28-2017-06-09-012 - Premières conditions d'une intervention de l'EPF Normandie sur les copropriétés dégradées (2 pages)	Page 90
R28-2017-06-09-013 - Principes concernant les reports d'échéance - EPF Normandie (1 page)	Page 93
R28-2017-10-20-020 - Travaux : approbation de la prise en charge d'opérations au titre de la convention Région / EPF Normandie 2017-2021 (2 pages)	Page 95

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de  
la forêt de Normandie

R28-2017-10-23-016

Accusé de réception d'une demande d'autorisation  
d'exploiter - département de l'Orne - octobre 2017

*Accord tacite d'autorisation d'exploiter : GAEC T'JAMPENS*



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES

ALENCON, le 27 juin 2017

Service Économie des Territoires  
Bureau structures des Exploitations et Foncier  
Affaire suivie par : CE/FG  
Mél : [ddt-set-sef@orne.gouv.fr](mailto:ddt-set-sef@orne.gouv.fr)  
Réf. du dossier C1710979  
Tél : 02 33 32 52 30

Monsieur le gérant GAEC T'JAMPENS  
La Faudinière  
61230 COULMER

**ACCUSE DE RECEPTION**

Monsieur le gérant,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 92,28 ha situé(s) sur les communes de COULMER, GACE, références cadastrales :

COULMER : ZA5-6-7-8-9-10-11,ZB8-20-40,ZC17-18,ZD11  
GACE : AE59-77-110-111-113,ZD32-33

Dossier réceptionné complet le : **23/06/2017**

La date du 23 juin 2017 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le gérant, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental  
des Territoires  
et par autorisation,

La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de  
la consommation, du travail et de l'emploi

R28-2017-11-06-002

Décision subdélégation aux chefs de service et chefs  
d'unité Pôle T 6nov 2017



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,  
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI  
DE NORMANDIE**

\*\*\*

**DÉCISION PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE  
AUX CHEFS DE SERVICE ET CHEFS D'UNITÉ  
DU PÔLE « POLITIQUE DU TRAVAIL »**

-----

Le Directeur régional adjoint, responsable du Pôle « politique du travail » de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie,

**VU** le Code du travail, notamment son article R.8122-2 ;

**VU** le Code rural et de la pêche maritime ;

**VU** le Code de la Sécurité sociale ;

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**VU** le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

**VU** le décret n° 2013-1172 du 18 décembre 2013 portant délégation de signature ;

**VU** le décret n°2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail ;

**VU** le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives, notamment son article quatre ;

**VU** le décret n°87-1116 du 24 décembre 1987 relatif à la déconcentration de la défense de l'État dans les actions d'inspection de la législation du travail ;

**VU** l'arrêté interministériel du 22 janvier 2016 nommant Monsieur Johann GOURDIN, directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, chargé des fonctions de responsable du Pôle « politique du travail » ;

**VU** la décision du 2 novembre 2017 du DIRECCTE de Normandie portant délégation de signature au responsable du Pôle « politique du travail »,

**Article premier :** Subdélégation permanente est donnée à Monsieur David DELASALLE et à Madame Sylvie MACÉ, adjoints au responsable du Pôle « politique du travail », à l'effet de signer, au nom du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, les décisions, actes administratifs, avis et correspondances mentionnés ci-dessous.

## D É C I D E

### Recours administratifs contre les décisions de l'inspecteur du travail ou du DIRECCTE

<p>Articles L.1322-3 et R.1322-1 du Code du travail</p> <p>Article R.3132-14 du Code du travail Article R.714-13 du Code rural et de la pêche maritime Article R.714-7 du Code rural et de la pêche maritime</p> <p>Article D.3121-7 du Code du travail</p> <p>Article R.713-44 du Code rural et de la pêche maritime</p> <p>Articles R.713-30 et R.713-33 du Code rural et de la pêche maritime</p> <p>Article R.3122-10 du Code du travail</p>	<p><b>Règlement intérieur</b></p> <p>Règlement intérieur (articles L.1322-1 et s. du Code du travail)</p> <p><b>Repos dominical</b></p> <p>Mise en place du travail en continu pour des raisons économiques (articles L.3132-14, R.3132-9 et R.3132-13 du Code du travail, et L.714-3, R.714-11 et R.714-12 du Code rural et de la pêche maritime)</p> <p>Dérogation au repos dominical (articles L.714-1 et R.714-4 du Code rural et de la pêche maritime)</p> <p><b>Durée du travail</b></p> <p>Dépassement de la durée quotidienne maximale du travail (article D.3121-5 du Code du travail)</p> <p>Demande d'enregistrement des heures de travail (article R.713-43 du Code rural et de la pêche maritime)</p> <p>Dépassement individuel ou collectif à la durée hebdomadaire maximale moyenne ou absolue du travail en agriculture concernant un secteur d'activité sur le plan local ou départemental</p> <p><b>Travail de nuit</b></p> <p>Affectation de travailleurs à des postes de nuit (articles L.3122-21 et R.3122-9 du Code du travail)</p>
--	---

<p>Dépassement de la durée quotidienne maximale de travail des travailleurs de nuit (articles L.3122-6 et R.3122-1 du Code du travail)</p>	<p>Article R.3122-4 du Code du travail</p>
<p><b>Équipes de suppléance</b></p>	
<p>Mise en place d'équipes de suppléance (articles L.3132-18, R.3132-10 et R.3132-13 du Code du travail, L.714-3, R.714-11 et R.714-12 du Code rural et de la pêche maritime)</p>	<p>Article R.3132-14 du Code du travail Article R.714-13 du Code rural et de la pêche maritime</p>
<p>Dépassement de la durée maximale quotidienne du travail des équipes de suppléance (article R.3132-12 du Code du travail)</p>	<p>Articles R.3132-14 et R.3132-15 du Code du travail</p>
<p><b>Groupement d'employeurs</b></p>	
<p>Opposition à l'exercice de l'activité du groupement d'employeurs (articles L.1253-17, D.1253.7 et D.1253-8 du Code du travail)</p>	<p>Article R.1253-12 du Code du travail</p>
<p>Agrément, refus ou retrait d'agrément d'un groupement d'employeurs et demande de changement de convention collective (articles R.1253-19 à R.1253-29 du Code du travail)</p>	<p>Article R.1253-30 du Code du travail</p>
<p><b>Santé, sécurité et conditions de travail</b></p>	
<p>Mises en demeure en matière de santé et de sécurité au travail (articles L.4721-4 et L.4721-8 du Code du travail)</p>	<p>Articles L.4723-1 et R.4723-1 du Code du travail</p>
<p>Demandes de vérification, de mesure et d'analyse (article L.4722-1 du Code du travail)</p>	<p>Articles L.4723-1 et R.4723-1 du Code du travail</p>
<p>Demande d'analyse de produit (article R.4722-9 du Code du travail)</p>	<p>Article R.4723-5 du Code du travail</p>
<p>Création d'un CHSCT dans les établissements de moins de 50 salariés (article L.4611-4 du Code du travail)</p>	<p>Articles R.4613-9 et R.4723-1 du Code du travail</p>
<p>Nombre de CHSCT distincts dans les établissements de 500 salariés et plus et mesures de coordination (article L.4613-4 du Code du travail)</p>	<p>Articles R.4613-10 et R.4723-1 du Code du travail</p>

<b>Exercice des compétences propres du DIRECCTE</b>	
<p>Article R.4154-5, 2<sup>ème</sup> alinéa, du Code du travail</p> <p>Article R.422-5 du Code de la Sécurité sociale</p> <p>Article R.716-16 du Code rural et de la pêche maritime</p> <p>Article R.716-25 du Code rural et de la pêche maritime</p>	<p>Interdiction d'affecter des salariés sous contrat à durée déterminée ou sous contrat de travail temporaire à des travaux dangereux (articles L.1251-10, L.1242-6, L.4154-1, D.4154-1 du Code du travail)</p> <p>Injonctions de la CARSAT (L.422-4, 1<sup>er</sup> alinéa, du Code de la Sécurité sociale)</p> <p>Hébergement en résidence fixe des travailleurs agricoles saisonniers (R.716-1, R.716-7, R.716-11 et R.716-16 R.713-43 et R.713-44 du Code rural et de la pêche maritime)</p> <p>Hébergement en résidence mobile ou démontable des travailleurs agricoles saisonniers (R.716-19 (3<sup>e</sup>), R.716-21 à R.716-25 R.713-43 et R.713-44 du Code rural et de la pêche maritime)</p>
<p>Article R.3121-14 du Code du travail</p> <p>Articles R.713-25, R.713-29, R.713-32 et R.713-32-1 du Code rural et de la pêche maritime</p> <p>Article R.3122-7, 2<sup>e</sup>, du Code du travail</p> <p>Article D.5424-8 du Code du travail</p> <p>Articles R.1263-11-3 à R.1263-11-7 du Code du travail</p>	<p><b>Durée du travail</b></p> <p>Dépassement collectif de la durée hebdomadaire maximale moyenne ou absolue du travail concernant un secteur d'activité sur le plan interdépartemental (articles L.3121-25 du Code du travail et L.713-13, I, du Code rural et de la pêche maritime)</p> <p>Récupération des heures perdues en cas de chômage extraordinaire et prolongé dans des établissements déterminés (article R.3122-7, 2<sup>e</sup>, du Code du travail)</p> <p>Périodes d'arrêt saisonnier de travail pour diverses catégories d'entreprises (article L.5424-7 du Code du travail)</p> <p><b>Détachement temporaire de salariés par une entreprise non établie en France</b></p> <p>Engagement de la procédure de suspension temporaire de la réalisation d'une prestation de service internationale illégale en France. Décisions de suspension temporaire et de levée de la suspension (articles L.1263-4, L.1263-4-1 et L.1263-5 du Code du travail)</p>

<p align="center"><b>Défenseurs syndicaux</b></p> <p>Préparation de la liste des défenseurs syndicaux arrêtée par le préfet de région. Information de l'employeur d'un salarié inscrit sur cette liste régionale (article L.1453-4 du Code du travail)</p>	<p align="center">Articles D.1453-2-1 et D.1453-2-7 du Code du travail</p>
<p align="center"><b>Santé et sécurité au travail</b></p> <p>Enregistrement et désenregistrement des intervenants en prévention des risques professionnels (articles L.4644-1 du Code du travail)</p> <p>Contestations relatives au rapport de l'expert désigné par le CHSCT ou l'instance temporaire de coordination (article L.4614-12-1 du Code du travail)</p> <p>Nomination des membres de la commission paritaire départementale ou interdépartementale d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture (article L.717-7 du Code rural et de la pêche maritime)</p> <p>Homologation de dispositions générales de prévention édictées par la CMSA (article L.751-48 du Code rural et de la pêche maritime)</p> <p>Homologation de dispositions générales de prévention édictées par la CARSAT (article L.422-4 du Code de la Sécurité sociale)</p> <p>Création d'un CHSCT dans les entreprises du BTP d'au moins 50 salariés (article L.4611-5 du Code du travail)</p> <p>Dérogation collective à certaines règles d'hébergement des travailleurs saisonniers agricoles (articles R.716-7, R.716-11 et R.716-16-1 du Code rural et de la pêche maritime)</p>	<p align="center">Articles D.4644-7 et D.4644-9 du Code du travail</p> <p align="center">Article R.4616-10 du Code du travail</p> <p align="center">Articles D.717-76 et D.717-76-4 du Code rural et de la pêche maritime</p> <p align="center">Article R.751-158 du Code rural et de la pêche maritime</p> <p align="center">Articles L.422-4 et R.422-5 du Code de la Sécurité sociale</p> <p align="center">Article R.4611-1 du Code du travail</p> <p align="center">Article R.716-16-1 du Code rural et de la pêche maritime</p>
<p align="center"><b>Composition de la commission paritaire régionale interprofessionnelle</b></p> <p>Avis de publication de la composition de la commission paritaire régionale interprofessionnelle (article L.23-112-5 du Code du travail)</p>	<p align="center">Articles R.23-112-14 du Code du travail</p>

<p>Articles R.2122-37 et R.2122-38 du Code du travail</p> <p>Articles R.2122-46 et R.2122-48 du Code du travail</p> <p>Articles R.4622-4 et D.4622-3 du Code du travail</p> <p>Article D.4622-48 du Code du travail</p> <p>Article D.4622-51 du Code du travail</p> <p>Article D.4622-16 du Code du travail</p> <p>Articles R.4622-24 et D.4622-23 du Code du travail</p> <p>Article D.4622-48 du Code du travail</p> <p>Article D.4622-21 du Code du travail</p> <p>Articles D.4622-33 à D.4622-36 et D.4622-37 du Code du travail</p> <p>Article R.4623-9 du Code du travail</p> <p>Article D.717-44 du Code rural et de la pêche maritime</p>	<p><b>Représentation du personnel</b></p> <p>Enregistrement et refus d'enregistrement et publication des candidatures des organisations syndicales au niveau régional ou infrarégional pour les élections professionnelles dans les entreprises de moins de 11 salariés (article R.2122-33 du Code du travail)</p> <p>Constitution et nomination des membres de la commission régionale des opérations de vote pour les élections professionnelles dans les entreprises de moins de 11 salariés</p> <p><b>Services de santé au travail</b></p> <p>Organisation du service de santé au travail</p> <p>Agrement des services de santé au travail</p> <p>Retrait ou modification d'agrément des services de santé au travail</p> <p>Constitution d'un service de santé au travail de site</p> <p>Cessation d'adhésion à un service de santé au travail interentreprises</p> <p>Autorisation de rattachement au service de santé au travail d'un établissement situé dans le ressort d'une autre région</p> <p>Opposition par un service de santé au travail interentreprises à l'adhésion d'une entreprise relevant de sa compétence</p> <p>Difficultés relatives à la composition des commissions de contrôle des services de santé au travail interentreprises</p> <p>Dérogation au nombre de médecins d'un service de santé au travail interentreprises</p> <p>Octroi, refus et retrait de l'autorisation d'organiser un service autonome de santé au travail dans les entreprises agricoles d'au moins 500 salariés</p>
--	--



<p>Autorisation ou refus à une entreprise non agricole d'assurer la surveillance médicale de ses salariés agricoles par son service autonome de santé au travail</p>	<p>Article D.717-47 du Code rural et de la pêche maritime</p>
<p><b>Amendes administratives</b> (Exclusion faite des décisions de prononcé d'amendes administratives)</p>	
<p>Engagement de la procédure de sanction administrative en cas de manquement, pour un employeur établi à l'étranger, à l'obligation de déclaration préalable de détachement de salariés ou, pour les entreprises de transport, de transmission de l'attestation de détachement, ou de désignation d'un représentant en France ou, pour un donneur d'ordre ou maître d'ouvrage, à l'obligation de vigilance ou à l'obligation subsidiaire de déclaration (articles L.1262-2-1 et L.1262-4-1,I, du Code du travail)</p>	<p>Articles L.1264-1, L.1264-2, L.1264-3, R.8115-1, R.8115-2 et R.8115-5 du Code du travail Articles R.1331-1, R.1331-2 et R.1331-6 du Code des transports</p>
<p>Engagement de la procédure de sanction administrative en cas de manquement par un employeur ou par un donneur d'ordre ou maître d'ouvrage à l'obligation d'adresser la déclaration d'accident du travail d'un salarié détaché (article L.1262-4-4 du Code du travail)</p>	<p>Articles L.1264-1, L.1264-2, L.1264-3 du Code du travail</p>
<p>Engagement de la procédure de sanction administrative en cas de manquement par un maître d'ouvrage à l'obligation d'afficher, sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, la réglementation applicable aux salariés détachés (article L.1262-4-5 du Code du travail)</p>	<p>Articles L.1264-2, L.1264-3, R.8115-1, R.8115-2 et R.8115-5 du Code du travail</p>
<p>Engagement de la procédure de sanction administrative en cas de manquement par un maître d'ouvrage à l'obligation de vigilance à l'égard des sous-traitants directs et indirects de ses cocontractants et des entreprises de travail temporaire établis à l'étranger (article L.1262-4-1,II, du Code du travail)</p>	<p>Articles L.1264-2, L.1264-3, R.8115-1, R.8115-2 et R.8115-5 du Code du travail</p>
<p>Engagement de la procédure de sanction administrative en cas de non-respect de la décision de suspension temporaire de la réalisation d'une prestation de services internationale illégale en France (articles L.1263-4 et L.1263-4-1 du Code du travail)</p>	<p>Articles L.1263-6, R.8115-1, R.8115-2 et R.8115-5 du Code du travail</p>

<p>Articles L.1264-1, R.8115-1, R.8115-2 et R.8115-5 du Code du travail</p> <p>Articles L.8291-1, R.8293-1 à R.8293-4, R.8295-3, R. 8115-1 à R.8115-5, et R.8115-7 du Code du travail</p> <p>Articles L.8291-1 et L.8291-2, R.8291-1, R.8293-1 à R.8293-4, R.8295-3, R. 8115-1 à R.8115-5, et R.8115-7 du Code du travail</p> <p>Article L.124-17 du Code de l'Education, Articles R.8115-1, R.8115-2 et R.8115-6 du Code du travail</p> <p>Articles L.4752-1, L.4752-2, L.4753-1, L.4753-2, L.8113-7, L.8115-1 à L.8115-8, R. 8115-1 à R.8115-4, R.8115-9 et R.8115-10 du Code du travail</p> <p>Article L.719-10 du code rural et de la pêche maritime</p> <p>Article L.1325-1 du Code des transports</p>	<p>Engagement de la procédure de sanction administrative en cas de manquement, pour un employeur établi à l'étranger ou pour son représentant en France, à l'obligation de présenter les documents exigibles traduits en langue française concernant le détachement de salariés sur le territoire national (article L.1263-7 du Code du travail)</p> <p>Engagement de la procédure de sanction administrative en cas de manquement par un employeur, établi en France ou à l'étranger, ou, le cas échéant, par une entreprise utilisatrice ayant recours à un travailleur temporaire détaché dans le cadre d'une prestation de services internationale, à l'obligation de déclarer un salarié effectuant un ou des travaux de bâtiment ou de travaux publics aux fins d'obtenir une carte d'identification professionnelle, ou à l'obligation d'actualiser les données le concernant</p> <p>Engagement de la procédure de sanction administrative en cas de non-respect des règles encadrant le recours aux stagiaires par l'organisme d'accueil</p> <p>Engagement de la procédure de sanction administrative en cas de non-respect :  des durées maximales, quotidienne ou hebdomadaire, du travail ;  de la durée minimale du repos quotidien ;  de la durée minimale du repos hebdomadaire ;  des règles relatives aux documents de décompte de la durée de travail et des repos compensateurs ;  du SMIC et des salaires minima conventionnels ;  d'une décision d'arrêt temporaire de travaux ou d'activité  de mesure ou d'analyses ;  d'une décision de retrait d'affectation de jeunes – 18 ans à des travaux interdits ou réglementés ;  de l'interdiction d'emploi d'un jeune mineur à certains travaux ou à des travaux réglementés en méconnaissance des conditions applicables ;  des règles applicables aux installations sanitaires, restauration et hébergement ;</p>
---	---

<p>art. R.4228-1 à R.4228-37 du Code du travail, art. L.716-1 du Code rural et de la pêche maritime ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux de BTP : art. R.4534-1 à R.4534-155 ;</li> <li>• des durées maximales de travail fixées par le Code des transports ;</li> <li>• des durées de conduite et temps de repos des conducteurs fixés par la réglementation européenne ;</li> <li>• des durées maximales de travail de jour, des repos et du décompte du temps de travail applicables à la SNCF, la SNCF Réseau et la SNCF Mobilités ainsi qu'à d'autres entreprises dans le secteur du transport ferroviaire ;</li> <li>• des durées maximales de travail et de conduite, des temps de repos et du décompte du temps de travail fixés conventionnellement ou réglementairement et applicables aux entreprises de transport.</li> </ul> <p>Engagement de la procédure de sanction administrative en cas de non-respect par un donneur d'ordre, un maître d'ouvrage ou un propriétaire d'immeuble de l'obligation de repérage de la présence d'amiante avant l'exécution de travaux.</p>	<p>Articles L.4412-2, L.4754-1, L.8115-4 à L.8115-8 et R. 8115-2 à R.8115-4 du Code du travail</p>
<p><b>Divers</b></p>	
<p>Décision de la localisation et de la délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail</p>	<p>Article R.8122-6 du Code du travail</p>
<p>Nomination du responsable d'unité de contrôle et affectation des agents de contrôle au sein de l'unité régionale d'appui et de contrôle chargée de la lutte contre le travail illégal</p>	<p>Article R.8122-8 du Code du travail</p>
<p>Désignation, au sein des unités de contrôle, des agents composant le réseau régional en charge de l'appui en matière de prévention des risques particuliers</p>	<p>Article R.8122-9, 1°, du Code du travail</p>
<p>Défense des intérêts de l'État devant les tribunaux administratifs dans les domaines relevant de l'inspection de la législation du travail, à l'exception des recours en plein contentieux et des recours en annulation ayant donné lieu à un recours hiérarchique auprès du ministre chargé du travail</p>	<p>Décret n°87-1116 du 24 décembre 1987</p>

Notes de recours : Conformément aux dispositions des articles R+21-1 à R+21-5 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le Directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi  
 Johann GOURDIN

Rouen, le 6 novembre 2017

**Article trois** : Le Directeur régional adjoint, responsable du Pôle « politique du travail », et les subdélégués susnommés sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui entrera en vigueur le lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

directeurs adjoints du travail au sein du Pôle « politique du travail ».  
 - Monsieur Bruno GUILLEM ;  
 - Monsieur Grégory LONGUET ;  
 - Monsieur Marc VAULAY,

par :  
**Article deux** : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur David DELASALLE et de Madame Sylvie MACÉ, la subdélégation qui leur est consentie est exercée

	<p>Courriers aux parlementaires, aux élus locaux et aux partenaires sociaux dans les domaines relevant de l'inspection de la correspondances adressées aux autorités judiciaires dans le cadre des actions d'inspection de la législation du travail, sans préjudice des attributions confiées par la loi aux agents de contrôle de l'inspection du travail</p> <p>Correspondances adressées aux services préfectoraux, administrations centrales et services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales et chambres consulaires relatives aux domaines relevant de l'inspection de la législation du travail</p>
--	--

EPF Normandie

R28-2017-06-09-014

Accord d'intéressement 2017-2019 EPF Normandie





DIRECTION GENERALE

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 1<sup>er</sup> juin 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence du représentant de Mme la Préfète de la Région Normandie et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,
- SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
D E C I D E**

- d'autoriser le Directeur Général à signer l'accord d'intéressement 2017-2019 conformément aux orientations proposées,
- d'autoriser le Directeur Général à procéder à la mise en œuvre de cet accord.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

**S. LECORNU**

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

**G. GAL**

Délibération approuvée  
A Rouen, le **09 JUIN 2017**  
Pour la Préfète et par délégation  
l'adjointe au secrétaire général  
pour les affaires régionales  
chargée du pôle "politiques publiques"

**Christine GIBRAT**

EPF Normandie

R28-2017-06-09-010

Adoption du contenu de la fiche outil portant sur les  
démarches intégrées de l'EPF Normandie sur les secteurs  
gares

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 1er juin 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence du représentant de Mme la Préfète de la Région Normandie et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,
- SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

d'adopter le contenu de la fiche outil portant sur les démarches intégrées de l'EPF sur les secteurs gares et de valider dans les périmètres de ces opérations :

- L'extension du portage immobilier économique aux hôtels d'entreprises classiques et au portage de lots de copropriétés d'immobilier tertiaire.
- L'augmentation de 5% de la participation de l'EPF aux études et travaux de recyclage foncier, qui viendront en déduction de la part de la collectivité.

Pour le Président du Conseil d'Administration de  
l'E.P.F. Normandie,

S. LECORNU

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

G. GAL

Délibération approuvée  
Pour la Préfète et par délégation  
A Rouen, le 09 JUILLET 2017  
L'adjointe au secrétaire général  
La Préfète,  
pour les affaires régionales  
chargée du pôle "politiques publiques"

Christine GIBRAT



EPF Normandie

R28-2017-10-20-014

Approbation de la démarche "vallées habitées"

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 5 octobre 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence de Mme la Préfète de la Région Normandie, de M. Joël NEYEN, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

**VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,

**SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
D E C I D E**

- d'approuver la démarche « Vallées habitées », études pour la reconquête des vallées euroises en déprise,
- d'approuver l'intégration à cette démarche aux côtés du CAUE 27,
- d'accepter que l'EPF prenne la maîtrise d'ouvrage de ces trois études, à savoir, pour des communes de la Vallée de la Levrière, la commune de Brionne et la Communauté de Communes Roumois Seine,
- de doter ces trois études d'un budget consolidé de 300 000 € HT,
- d'y affecter le montant en fonds propres déterminé par la Convention EPF-Région 2017-2021.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

S. LECORNU

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

G. GAL

Délibération approuvée  
A Rouen, le 20 OCT. 2017  
La Préfète,

**Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales**

Nicolas HESSE

EPF Normandie

R28-2017-06-09-011

Approbation de prise en charge des opérations du 1er  
programme d'interventions de la Région Normandie

DIRECTION GENERALE

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 1<sup>er</sup> juin 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence du représentant de Mme la Préfète de la Région Normandie et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,
- SUR** les rapports et avis favorables des membres du Comité de programmation, réuni en séance le 20 mars dernier, et consultés par écrit en date du 28 avril 2017,
- SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
D E C I D E**

- sous réserve de l'accord final de la Région, d'approuver la prise en charge des opérations décrites ci-dessous et rattachées au 1<sup>er</sup> programme d'interventions pour un montant total de 3 360 000 €, selon la liste jointe.

- de valider le principe d'utiliser l'enveloppe financière disponible après la démolition d'une partie du site Beucamp à Beuzeville pour mener les études techniques préalables à la réhabilitation des bâtiments conservés, conformément à l'évolution du projet.

.../...



FONDS FRICHES 2017-2021 : 1er PROGRAMME D'INTERVENTIONS

Site, lieu, nature de l'intervention, calendrier, destination	Territoire	Dépense subventionnable	Part Région	Part collectivité	Part EPF Normandie			
<b>Interventions Métropole, CODAH, CUCLM</b>								
Luciline Qual Ouest à Rouen (76) Démolition MI-2018 Mixte	MRN	400 000 €	25%	100 000 €	40%	160 000 €	35%	140 000 €
Sameto à Carpiquet (14) Démolition/gestion de terres polluées fin 2018 Activité économique	CUCLM	480 000 €	25%	120 000 €	40%	192 000 €	35%	168 000 €
Hangar O au Havre (76) Travaux complémentaires 2017	CODAH	150 000 €	25%	37 500 €	40%	60 000 €	35%	52 500 €
<b>Sous total</b>		<b>1 030 000 €</b>		<b>257 500 €</b>		<b>412 000 €</b>		<b>360 500 €</b>
<b>Intervention Villes moyennes</b>								
Cinéma à Alençon (61) Démolition/Diagnostics techniques Diagnostics : 2nd semestre 2017 ; travaux : 2018 Equipement public	CU d'Alençon	500 000 €	40%	200 000 €	25%	125 000 €	35%	175 000 €
DGST à Evreux (27) Démolition/Désamiantage 2018	EPN	650 000 €	40%	260 000 €	25%	162 500 €	35%	227 500 €
Garage à Pont de l'Arche (27) Démolition - enveloppe complémentaire 2017 Equipement public	CASE	100 000 €	40%	40 000 €	25%	25 000 €	35%	35 000 €
Shopi à Potigny (14) Démolition 2018 Habitat	CC Pays de Falaise	120 000 €	40%	48 000 €	25%	30 000 €	35%	42 000 €
Projet Coubertin à Lillebonne (76) Etude d'urbanisme pré-opérationnel	CA Caux Vallée de Seine	100 000 €	40%	40 000 €	25%	25 000 €	35%	35 000 €
Quartier gare à Yvetot (76) Etude d'urbanisme pré-opérationnel (bonification EPF +5%)	CC Région d'Yvetot	100 000 €	40%	40 000 €	20%	20 000 €	40%	40 000 €
Etude de reconversion multisites à Bayeux (14) Etude multisites de programmation urbaine	Bayeux Intercom	130 000 €	40%	52 000 €	25%	32 500 €	35%	45 500 €
Tabur à Alençon (61) Démolition - Complément d'enveloppe financière	Communauté Urbaine d'Alençon	100 000 €	40%	40 000 €	25%	25 000 €	35%	35 000 €
Ilot Thorel à Louviers (27) Confortement des structures du bâtiment en sheds	CASE	380 000 €	40%	152 000 €	25%	95 000 €	35%	133 000 €
<b>Sous total</b>		<b>2 180 000 €</b>		<b>872 000 €</b>		<b>540 000 €</b>		<b>768 000 €</b>
<b>Interventions autres territoires</b>								
Hôtel de l'Ouest à Aubevoye-Val d'Azay (27) Démolition MI-2018 Site à inclure dans une étude globale concernant le potentiel foncier de l'axe Seine	Eure Madrie Seine	150 000 €	35%	52 500 €	20%	30 000 €	45%	67 500 €
<b>Sous total</b>		<b>150 000 €</b>		<b>52 500 €</b>		<b>30 000 €</b>		<b>67 500 €</b>
<b>Pré-diagnostics à coût partagé</b>								
<b>Sous total</b>		<b>0 €</b>		<b>0 €</b>		<b>0 €</b>		<b>0 €</b>
<b>TOTAL</b>		<b>3 360 000 €</b>		<b>1 182 000 €</b>		<b>982 000 €</b>		<b>1 196 000 €</b>

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

S. LECORNU

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

G. GAL

Délibération approuvée  
Pour la Préfète, le 09 Juin 2017  
l'adjointe La Préfète, Maire général  
pour les affaires régionales  
chargée du pôle "Politiques publiques"

Christine GIBRAT

EPF Normandie

R28-2017-10-20-019

Approbation des règles concernant les amortissements



DIRECTION GENERALE

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 5 octobre 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence de Mme la Préfète de la Région Normandie, de M. Joël NEYEN, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,
- SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
D E C I D E**

d'approuver les règles suivantes concernant les amortissements :

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire mensuel et pratiqués à partir de la date du service fait de l'immobilisation. (On calcule l'amortissement à partir du mois suivant la date de service fait).

La durée d'amortissement est fonction de la durée d'utilisation du bien immobilisé :

- Construction : 30 ans
- Agencements : 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier de bureau : 10 ans
- Matériel de bureau : 10 ans
- Matériel de transport : 3 ans
- Logiciels : 3 ans

Dans un souci de simplification, un seuil de 500 euros est fixé, en dessous duquel la comptabilisation d'un bien sera effectuée en charge, dès lors qu'il n'est pas destiné à rester durablement dans le patrimoine de l'établissement.

.../...

A contrario, une liste des biens immobilisables est définie, même inférieurs à 500 euros, à savoir lampe de bureau, bac à plantes, Porte manteaux. Dans ce cas, l'amortissement de ces biens sera effectué sur 1 an.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

**S. LECORNU**

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

**G. GAL**

Délibération approuvée

A Rouen, le **20 OCT. 2017**  
La Préfète,

**Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales**

Nicolas HESSE



EPF Normandie

R28-2017-10-20-010

Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration  
de l'EPF Normandie du 1er juin 2017

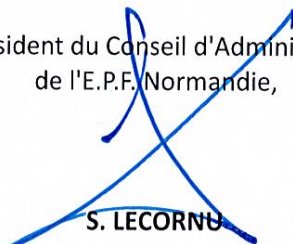
Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 5 octobre 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence de Mme la Préfète de la Région Normandie, de M. Joël NEYEN, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,
- SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

d'approuver le procès-verbal du Conseil d'Administration du 1<sup>er</sup> juin 2017.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,



S. LECORNU

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,



G. GAL

Délibération approuvée  
A Rouen, le 20 OCT. 2017  
La Préfète,  
**Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général pour les Affaires Régionale**

Nicolas HESSE

EPF Normandie

R28-2017-06-09-009

Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration  
de l'EPF Normandie du 28 février 2017



DIRECTION GENERALE

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 1<sup>er</sup> juin 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence du représentant de Mme la Préfète de la Région Normandie et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

**VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,

**SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

d'approuver le procès-verbal du Conseil d'Administration du 28 février 2017.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

**S. LECORNU**

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

**G. GAL**

Délibération approuvée

A Rouen, le 09 JUIN 2017

Pour la Préfète, délégation  
l'adjointe au secrétaire général  
pour les affaires régionales  
chargée du pôle "politiques publiques"

Christine GIBRAT

EPF Normandie

R28-2017-10-20-011

Approbation du projet de convention cadre pluriannuelle  
de partenariat entre l'EPF Normandie et le réseau des  
Chambres de Commerce et d'Industrie de Rouen



DIRECTION GENERALE

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 5 octobre 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence de Mme la Préfète de la Région Normandie, de M. Joël NEYEN, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

**VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,

**SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

d'approuver le projet de convention cadre pluriannuelle de partenariat entre l'EPF Normandie et le réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie de Normandie,

d'autoriser le Directeur Général de l'EPF Normandie à finaliser et signer la convention cadre.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

**S. LECORNU**

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

**G. GAL**

Délibération approuvée

A Rouen, le **20 OCT. 2017**  
La Préfète,

Pour le Président et par délégation,  
le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

**Nicolas HESSE**

EPF Normandie

R28-2017-10-20-012

Approbation du projet de convention de partenariat entre le  
Département de l'Eure et l'EPF Normandie prévoyant  
l'accompagnement par l'EPF Normandie de politiques  
départementales d'aménagement et de développement  
durable



Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 5 octobre 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence de Mme la Préfète de la Région Normandie, de M. Joël NEYEN, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

**VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,

**SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

d'approuver le projet de convention de partenariat entre le Département de l'Eure et l'EPF Normandie prévoyant l'accompagnement par l'EPF Normandie de politiques départementales d'aménagement et de développement durable,

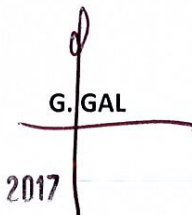
d'autoriser le Directeur Général de l'EPF Normandie à signer cette convention.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,



**S. LECORNU**

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,



**G. GAL**

Délibération approuvée

A Rouen, le **20 OCT. 2017**

La Préfète,

**Pour la Préfète et par délégation,**  
**le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales**



**Nicolas HESSE**



EPF Normandie

R28-2017-10-20-015

Autorisation donnée à l'EPF Normandie pour lancer les  
études de faisabilité sous forme d'un accord cadre en  
association avec la CCI Normandie

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 5 octobre 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence de Mme la Préfète de la Région Normandie, de M. Joël NEYEN, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

**VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,

**SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

- d'autoriser l'EPF Normandie à lancer les études de faisabilité sous forme d'un accord cadre pour un maximum de 100 000 € HT dans le but de préciser les éléments techniques et les coûts des opérations de réhabilitation en association avec la CCI Normandie,
- de réserver une enveloppe financière de 45 000 € HT sur les fonds propres de l'EPF Normandie,
- d'autoriser le Directeur Général de l'EPF Normandie à signer tout document nécessaire au bon déroulement de cet accord cadre.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

S. LECORNU

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

G. GAL

Délibération approuvée  
A Rouen, le 20 OCT 2017  
La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

Nicolas HESSE

# EPF Normandie

R28-2017-10-20-013

Autorisation donnée au Directeur Général de l'EPF Normandie pour signer un avenant à la convention de partenariat et de financement pour la cartographie de l'extension du tissu bâti à l'échelle de la Normandie

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 5 octobre 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence de Mme la Préfète de la Région Normandie, de M. Joël NEYEN, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

**VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,

**SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
D E C I D E**

d'autoriser le Directeur Général de l'EPF Normandie à signer un avenant à la convention de partenariat et de financement pour la cartographie de l'extension du tissu bâti à l'échelle de la Normandie (donnée relative au suivi annuel de la consommation foncière).

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

**S. LECORNU**

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

**G. GAL**

Délibération approuvée

A Rouen, le **20 OCT. 2017**

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général des Affaires Régionales

**Nicolas HESSE**

EPF Normandie

R28-2017-10-12-007

Budget rectificatif n°1 de l'EPF Normandie

DIRECTION GENERALE

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 5 octobre 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence de Mme la Préfète de la Région Normandie, de M. Joël NEYEN, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,
- VU** les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
D E C I D E**

**BUDGET RECTIFICATIF N°1 2017**

Article 1 :

d'approuver les autorisations budgétaires suivantes :

67 ETP/ETPT sous plafond et 6 ETP/ETPT hors plafond

67 187 700 € autorisations d'engagement dont :

- 5 146 000 € personnel
- 46 637 000 € fonctionnement
- 15 044 700 € intervention
- 360 000 € investissement

61 784 600 € de crédits de paiement

- 5 146 000 € personnel
- 45 910 400 € fonctionnement
- 10 433 200 € intervention
- 295 000 € investissement

65 860 900 € de prévisions de recettes

4 076 300 € de solde budgétaire

.../...



Article 2 :

d'approuver les prévisions comptables suivantes :

973 000 € de variation de trésorerie

5 139 400 € de résultat patrimonial

5 616 400 € de capacité d'autofinancement

2 219 400 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

**S. LECORNU**

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

**G. GAL**

Délibération approuvée  
A Rouen, le **12 OCT. 2017**  
Pour la Préfète, par délégation  
l'adjointe au directeur général  
pour les affaires régionales  
chargée du pôle "politiques publiques"

Christine GIBRAT







**TABLEAU 2**  
**Autorisations budgétaires 2017**  
**Budget rectificatif n°1**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

DEPENSES							RECETTES			
	Montants						Montants			
	Budget Initial	Variation	Budget rectificatif n°1	Budget Initial	Variation	Budget rectificatif n°1	Budget Initial	Variation	Budget rectificatif n°1	
	AE		AE	CP		CP				
<b>Personnel</b>	<b>5 146 000</b>	-	<b>5 146 000</b>	<b>5 146 000</b>	-	<b>5 146 000</b>	<b>49 027 000</b>	<b>3 461 900</b>	<b>52 488 900</b>	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>							13 000 000	-	13 000 000	TSE
<b>Fonctionnement</b>	<b>40 444 000</b>	<b>6 193 000</b>	<b>46 637 000</b>	<b>41 616 000</b>	<b>4 294 400</b>	<b>45 910 400</b>				
<i>dont Action foncière</i>	29 011 000	6 989 000	36 000 000	30 489 000	5 156 000	35 645 000	30 332 000	3 363 000	33 695 000	Cessions foncières
<i>dont études liées à l'Innovation</i>	682 000	- 123 000	559 000	489 000	- 184 000	305 000	1 100 000	- 100 000	1 000 000	Recettes locatives
<i>dont études flash</i>	100 000	-	100 000	100 000	-	100 000	959 000	- 77 300	881 700	Participations en fonds propres
<i>dont gestion patrimoniale supportée par l'EPF</i>	448 000	- 230 000	218 000	448 000	- 230 000	218 000	1 326 000	- 386 200	1 712 200	Participations des partenaires
<i>dont moyens généraux</i>	4 464 000	- 297 900	4 166 100	4 446 000	- 397 500	4 048 500	2 250 000	- 110 000	2 140 000	Remboursements
<i>dont participations</i>	5 739 000	- 145 100	5 593 900	5 644 000	- 50 100	5 593 900	60 000	-	60 000	Autres Recettes
<b>Investissements</b>	<b>520 000</b>	<b>- 160 000</b>	<b>360 000</b>	<b>440 000</b>	<b>- 145 000</b>	<b>295 000</b>				
<b>Intervention</b>	<b>13 200 000</b>	<b>1 844 700</b>	<b>15 044 700</b>	<b>10 187 000</b>	<b>246 200</b>	<b>10 433 200</b>	<b>10 739 000</b>	<b>2 633 000</b>	<b>13 372 000</b>	Recettes fléchées
<i>dont Activité friches</i>	11 620 000	2 067 000	13 687 000	9 249 000	610 000	9 859 000	4 669 000	- 54 400	4 614 600	Participations fonds propres fléchés
<i>dont observation foncière</i>	597 000	- 63 400	533 600	301 000	- 206 900	94 100	5 735 000	2 570 600	8 305 600	Participations des partenaires friches
<i>dont études générales</i>	713 000	- 107 900	605 100	378 000	- 47 900	330 100	335 000	116 800	451 800	Participations observations foncières
<i>dont fprh</i>	270 000	- 51 000	219 000	259 000	- 109 000	150 000				
<b>TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)</b>	<b>59 310 000</b>	<b>7 877 700</b>	<b>67 187 700</b>	<b>57 389 000</b>	<b>4 395 600</b>	<b>61 784 600</b>	<b>59 766 000</b>	<b>6 094 900</b>	<b>65 860 900</b>	<b>TOTAL DES RECETTES (C)</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)</b>				<b>2 377 000</b>		<b>4 076 300</b>	-		-	<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)</b>

**TABLERAU 3**  
Dépenses par destination - Recettes par origine  
Budget rectificatif 2017 n°1

**POUR INFORMATION DE L'ORGANISME DÉLIBÉRANT**

**Tableau des dépenses par destination (obligatoire)**

Les axes de destination ont été décidés en commun accord avec l'ensemble des EPR.

Budget	Personnel		Fonctionnement				DEPENSES				Total		
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)	
1. Logement	-	-	23 566 194	21 711 284	6 713 829	5 993 571	-	-	30 080 023	27 704 835			
2. Développement des activités économiques	-	-	13 275 006	14 320 936	7 115 521	3 598 768	-	-	20 380 527	17 919 722			
3. Protection contre les risques technologiques et naturels	-	-	17 800	17 800	-	-	-	-	17 800	17 800			
4. Préservation des espaces naturels et agricoles	-	-	-	-	1 215 350	840 943	-	-	1 215 350	840 843			
5. ORCOD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
6. Fonctions support	5 146 000	5 146 000	9 978 000	9 860 400	-	-	360 000	295 000	15 484 000	15 301 400			
<b>TOTAL</b>	<b>5 146 000</b>	<b>5 146 000</b>	<b>46 637 000</b>	<b>45 910 400</b>	<b>15 044 700</b>	<b>10 433 200</b>	<b>360 000</b>	<b>295 000</b>	<b>67 187 700</b>	<b>61 784 600</b>			
											<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B</b>		<b>4 076 300</b>

**Tableau des recettes par origine (facultatif)**

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	RECETTES						Total (C)		
	Fiscalité affectée	Recettes propres	Recettes globales		Recettes fléchées				
			Financement des partenaires	Autres financements publics	Financement des partenaires	Autres financements publics			
Cessions foncières		33 695 000					33 695 000		
TSE	13 000 000						13 000 000		
Loyers (Recettes locales)		1 000 000					1 000 000		
Participations actions co-financées/subventions		881 700	1 712 200		8 757 400	4 614 600	15 965 900		
Remboursements		2 140 000					2 140 000		
Divers/Prestations de service		60 000					60 000		
							-		
							-		
<b>TOTAL</b>	<b>13 000 000</b>	<b>37 776 700</b>	<b>1 712 200</b>	<b>-</b>	<b>8 757 400</b>	<b>4 614 600</b>	<b>65 880 900</b>		
							<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C</b>		<b>-</b>



**TABLEAU 4**  
**Equilibre financier**  
**2017 Budget rectificatif n°1**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT**

BESOINS				FINANCEMENTS			
	Budget Initial 2017	Variation	Budget rectificatif n°1	Budget Initial 2017	Variation	Budget rectificatif n°1	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	-	-	-	2 377 000,00	1 699 300,00	4 076 300,00	Solde budgétaire (excédent) (P1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	3 102 000,00	-	3 102 000,00	30 000,00	-	30 000,00	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements, déconsignations (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)** - dont TVA	1 008 500,00	1 614 500,00	2 623 000,00	78 500,00	2 513 200,00	2 591 700,00	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)** - dont TVA
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)		-			-		Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2*(b1)-(c1)+(e1)</b>	4 110 500,00	1 614 500,00	5 725 000,00	2 485 500,00	4 212 500,00	6 698 000,00	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)-(c2)+(e2)</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie (I) = (2) - (1)</b>	-	973 000,00	973 000,00	1 625 000,00	1 625 000,00	-	<b>PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)</b>
dont Abonnement de la trésorerie fléchée (a)***	1 789 000,00	2 229 900,00	3 418 900,00	-	368 100,00	-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abonnement de la trésorerie non fléchée (d)	-	-	-	2 814 000,00	-	2 445 900,00	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
<b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>	4 110 500,00	2 587 500,00	6 698 000,00	4 110 500,00	2 587 500,00	6 698 000,00	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>

(1) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

**TABLEAU 5**  
**Opérations pour compte de tiers**  
**2017 Budget rectificatif n°1**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Budget rectificatif n°1	
			Prévisions de décaissements (c1)	Prévisions d'encaissements (c2)
Gestion des biens ETAT	C 4678/C 4678	Biens de l'ETAT dont la gestion est déléguée à l'E.P.F.	28 500,00	28 500,00
CPIER	C 4678/C 4678		50 000,00	50 000,00
TVA	C 4456 / C 4457	TVA déductible et collectée	2 544 500,00	2 513 200,00
<b>TOTAL</b>			<b>2 623 000,00</b>	<b>2 591 700,00</b>

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"



**TABLEAU 6**  
**Situation patrimoniale**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**  
**2017 Budget rectificatif n°1**

CHARGES	BUDGET Initial	Variation	BUDGET RECTIFICATIF N°1	PRODUITS	BUDGET Initial	Variation	BUDGET RECTIFICATIF N°1
Personnel	5 146 000,00	-	5 146 000,00	Cessions (comptabilisées 2017)	30 332 000,00	- 5 727 000,00	24 605 000,00
<i>dont charges de pensions civiles*</i>				Fiscalité affectée	13 000 000,00	-	13 000 000,00
Fonctionnement autre que les charges de personnel	41 616 000,00	4 294 400,00	45 910 400,00	Autres subventions	13 024 000,00	2 941 900,00	15 965 900,00
Intervention (le cas échéant)	10 187 000,00	246 200,00	10 433 200,00	Autres produits	3 410 000,00	- 210 000,00	3 200 000,00
Variation de stock (sortie)	32 659 000,00	- 6 872 100,00	25 786 900,00	Variation de stock (entrée)	30 489 000,00	5 156 000,00	35 645 000,00
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>89 608 000,00</b>	<b>- 2 331 500,00</b>	<b>87 276 500,00</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>90 255 000,00</b>	<b>2 160 900,00</b>	<b>92 415 900,00</b>
<b>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</b>	<b>647 000,00</b>	<b>4 492 400,00</b>	<b>5 139 400,00</b>	<b>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>90 255 000,00</b>	<b>2 160 900,00</b>	<b>92 415 900,00</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>90 255 000,00</b>	<b>2 160 900,00</b>	<b>92 415 900,00</b>

\* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

**Calcul de la capacité d'autofinancement**

	BUDGET Initial	Variation	BUDGET RECTIFICATIF N°1
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>647 000</b>	<b>4 492 400</b>	<b>5 139 400</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	477 000	-	477 000
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-	-	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		-	
- produits de cession d'éléments d'actifs		-	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice		-	
<b>= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)</b>	<b>1 124 000</b>	<b>4 492 400</b>	<b>5 616 400</b>

**Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	BUDGET Initial	Variation	BUDGET RECTIFICATIF N°1	RESSOURCES	BUDGET Initial	Variation	BUDGET RECTIFICATIF N°1
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	Capacité d'autofinancement	1 124 000	4 492 400	5 616 400
Investissements	440 000	-	295 000	Financement de l'actif par l'État		-	
Remboursement des dettes financières	3 102 000	-	3 102 000	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État		-	
				Autres ressources		-	
				Augmentation des dettes financières		-	
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>3 542 000</b>	<b>- 145 000</b>	<b>3 397 000</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>1 124 000</b>	<b>4 492 400</b>	<b>5 616 400</b>
<b>Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)</b>	<b>-</b>	<b>2 219 400</b>	<b>2 219 400</b>	<b>Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)</b>	<b>2 418 000</b>	<b>- 2 418 000</b>	<b>-</b>

**Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie**

	BUDGET Initial	Variation	BUDGET RECTIFICATIF N°1
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 2 418 000	4 637 400	2 219 400
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	- 691 400	1 937 800	1 246 400
Variation de la TRÉSORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	- 1 625 000	2 598 000	973 000
Niveau du FONDS DE ROULEMENT (b)	258 092 843	2 219 400	260 312 243
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (b)	215 748 180	1 246 400	216 994 580
Niveau de la TRÉSORERIE à fin 2017 (b: repris du compte financier et non du budget initial)	42 344 663	973 000	43 317 663

\* Montant issu du tableau "Equilibre financier"



TABLEAU 7  
Plan de trésorerie 2017  
Budget Rectificatif n°1

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

	Reel Janvier	Reel février	Reel mars	Reel avril	Reel mai	Reel juin	Reel juillet	Reel août	Septembre BR	Octobre BR	Novembre BR	Décembre BR	TOTAL Variation de trésorerie annuelle BR
<b>SOLDE INITIAL (reel (début de mois) Réserve)</b>	42 344 663 1 500 000	44 318 687 1 500 000	44 585 440 1 500 000	44 536 788 1 500 000	43 629 278 1 500 000	43 493 475 1 500 000	42 305 298 1 500 000	44 256 849 1 500 000	44 002 490 1 500 000	41 382 499 1 500 000	39 761 275 1 500 000	41 325 246 1 500 000	52 488 900
<b>(1) COMPTE de dépôt</b>	40 844 563	42 818 687	43 185 440	43 036 788	42 129 278	41 993 475	40 805 298	42 129 278	42 502 490	39 882 499	38 261 275	39 825 246	
<b>ENCAISSEMENTS</b>	8 477 424	4 979 785	3 307 331	2 302 798	1 851 871	2 288 902	3 799 539	2 482 583	5 754 667	5 980 787	5 754 667	6 128 567	
<b>Recettes budgétaires globalisées</b>													
Cessions	7 073 882	3 620 529	1 276 815	1 063 670	681 035	1 044 226	1 970 100	1 080 786	4 033 483	3 710 814	4 033 483	4 356 173	33 695 000
Fiscale affectée - Taxe spéciale d'équipement	1 095 250	1 094 757	1 087 813	1 084 137	1 081 929	1 081 523	1 081 919	1 083 333	1 080 919	1 080 919	1 080 919	1 080 919	13 000 000
Recettes Locatives	54 220	47 219	163 926	9 497	22 289	95 599	179 267	137 794	77 580	71 595	220 425	83 765	1 000 000
Participations en fonds propres	20 489	91 233	367 969	2 280	24 319	31 903	344 163	-	202 425	202 791	220 425	238 059	881 700
Participations des partenaires	321 502	311 249	402 569	142 528	21 878	4 491	228 027	194 757	207 616	191 006	207 616	224 225	1 712 200
Autres Encaissements	2 101	24 798	8 839	64	1 500	7 956	3 193	15 930	135 750	124 890	135 750	146 610	2 140 000
<b>Recettes budgétaires facturées</b>	416 183	405 227	289 066	884 862	627 682	196 013	1 349 167	159 721	2 261 025	2 080 143	2 261 025	2 441 907	13 372 000
<b>Opérations non budgétaires</b>	6 637	7 116	5 891	5 650	2 455	16 921	6 757	6 634	7 500	589 637	1 008	1 183	60 000
Opérations gérées en comptes de tiers :	-	-	-	-	-	-	-	-	628 300	582 737	633 410	684 083	30 000
- TVA encaissée	-	-	-	-	-	-	-	-	628 300	578 036	628 300	678 564	2 591 700
Opérations gérées en compte de tiers : encaissements	-	-	-	-	-	-	-	-	18 625	18 055	19 625	21 195	78 500
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>ENCAISSEMENTS A. TOTAL</b>	<b>8 900 224</b>	<b>5 392 128</b>	<b>3 602 287</b>	<b>3 193 308</b>	<b>2 482 008</b>	<b>2 481 336</b>	<b>5 155 463</b>	<b>2 648 937</b>	<b>8 656 602</b>	<b>8 050 548</b>	<b>8 656 602</b>	<b>9 262 657</b>	<b>68 482 600</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<b>Depenses liées à des recettes globalisées</b>	4 688 988	3 520 586	3 033 764	2 590 023	2 235 206	2 937 620	3 007 674	1 899 099	7 519 049	8 354 499	6 126 632	5 848 149	51 831 500
Personnel	285 367	386 562	451 931	373 528	1 642 595	534 443	427 683	232 935	517 648	575 165	421 788	402 615	5 146 000
Fonctionnement	4 371 136	3 121 388	2 501 152	2 145 508	69 461	2 395 055	53 280	1 677 337	6 899 489	7 664 988	5 620 991	5 365 492	45 910 400
Investissement	1 152	10 151	80 691	69 461	54 780	3 821	50 580	57 820	40 218	44 695	32 770	31 280	480 100
Investissement (immo incorporelles, corporelles et financières)	31 333	2 496	713 595	1 525	1 498	4 500	20 442	1 007	62 694	69 050	81 084	48 782	285 000
Depenses liées à des recettes liées	54 049	1 409 962	713 595	1 508 467	382 549	719 599	195 888	934 196	1 088 475	1 210 528	887 121	841 310	8 853 100
Investissement	54 049	1 409 962	713 595	1 508 467	382 549	719 599	195 888	934 196	1 088 475	1 210 528	887 121	841 310	8 853 100
Opérations non budgétaires (emprunts)	2 183 163	94 816	3 580	2 327	56	12 594	649	-	87 970	97 744	71 679	68 421	1 000 000
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	500 000	500 000	500 000	500 000	1 000 000
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	87 970	97 744	71 679	68 421	1 000 000
Opérations gérées en comptes de tiers :	2 183 163	94 816	3 580	2 327	56	12 594	649	-	87 970	97 744	71 679	68 421	1 000 000
- TVA décaissée	2 180 160	94 816	3 580	2 327	56	12 594	649	-	87 970	97 744	71 679	68 421	1 000 000
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	-	-	-	-	-	-	-	-	21 195	23 550	17 270	16 485	2 544 500
Opérations gérées en compte de tiers : décaissements	-	-	-	-	-	-	-	-	21 195	23 550	17 270	16 485	78 500
<b>DECAISSEMENTS B. TOTAL</b>	<b>6 926 200</b>	<b>5 025 375</b>	<b>3 750 939</b>	<b>4 100 817</b>	<b>2 617 811</b>	<b>3 670 013</b>	<b>3 203 912</b>	<b>2 903 297</b>	<b>11 276 694</b>	<b>9 671 771</b>	<b>7 092 632</b>	<b>7 270 240</b>	<b>67 509 600</b>
<b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>	<b>1 974 024</b>	<b>366 753</b>	<b>1 46 632</b>	<b>307 509</b>	<b>1 861 803</b>	<b>1 823 321</b>	<b>1 951 552</b>	<b>254 359</b>	<b>2 056 902</b>	<b>1 624 223</b>	<b>1 563 970</b>	<b>1 982 417</b>	<b>973 000</b>
<b>TG - SOLDE CUMULE REEL (1) + (2)</b>	<b>42 818 687</b>	<b>43 185 440</b>	<b>43 036 788</b>	<b>42 129 278</b>	<b>41 993 475</b>	<b>40 805 298</b>	<b>42 756 849</b>	<b>42 502 490</b>	<b>39 882 499</b>	<b>38 261 275</b>	<b>39 825 246</b>	<b>41 817 663</b>	
Trésorerie réelle disponible à court terme	44 318 687	44 685 440	44 536 788	43 629 278	43 493 475	42 305 298	44 256 849	44 002 490	41 382 499	39 761 275	41 325 246	43 317 663	



**TABLEAU 8**  
Opérations liées aux recettes fléchées  
Budget rectificatif 2017 n°1

**POUR INFORMATION DE L'ORGANISME DÉLIBÉRANT**

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)</b>					
<b>Recettes fléchées (b)</b>	-	<b>13 372 000</b>	<b>12 170 966</b>	-	-
Financements de l'État fléchés					
Autres financements publics fléchés		8 757 400	7 112 926		
Recettes propres fléchées		4 614 600	5 058 041		
<b>Dépenses sur recettes fléchées CP (c)</b>	-	<b>9 953 100</b>	<b>10 857 000</b>	-	-
Personnel					
AE=CP					
Fonctionnement					
AE					
CP					
Intervention					
AE		14 220 600	9 160 000		
CP		9 953 100	10 857 000		
Investissement					
AE					
CP					
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)</b>	-	<b>3 418 900</b>	<b>1 313 966</b>	-	-
<i>Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)</i>					
<b>Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.</b>					
<b>Autofinancement des opérations fléchées (d)</b>					
<b>Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)</b>					
<b>Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice</b>		<b>3 418 900</b>	<b>1 313 966</b>	-	-
<b>(a) + (b) - (c) + (d) - (e)</b>					

TABLEAU 9  
Opérations de prévision  
Budget rectificatif 2017 n°1

POUR INFORMATION DE L'ORGANISME DELIBERANT  
Sans prévision (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes (a)  
A : Version prévisionnelle d'engagement et de crédits de paiement  
(b) : Version intermédiaire - Projet en Attente conseil d'organe délibératif et comptable

Opération	Opération	Nature	Prévision Collectivité opération	Prévision N										Prévision N+1 et suivantes					
				AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE programmées en N	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N en €	CP ouvertes les années antérieures à N	CP consommées les années antérieures à N	CP programmées en N	CP nouvelles ouvertes en N en €	TOTAL des CP ouvertes en N en €	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
1763511	176351-LE HAVRE OPARHU-QUARTIERS SUD	Fondonnement	3 000 000	1 528 845	1 525 888	0	0	0	1 525 882	1 526 848	0	0	0	0					
1763512	176351-LE HAVRE OPARHU - CENTRE ANCIEN	Fondonnement	580 000	0	250 000	0	0	0	0	250 000	0	0	0	0					
1991161	1991161-CLUC - OPARHU	Fondonnement	2 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
22770103	22770103-VAL DE REUIL - HOTEL DENTREPRISES	Fondonnement	3 900 000	3 143 245	3 143 245	0	0	0	3 143 245	3 143 245	0	0	0	0					
27635101	27635101-LE HAVRE - ZFU MONT GALLIARD HOTEL DENTREPRISES	Fondonnement	6 800 000	8 573 912	8 573 912	0	0	0	8 573 912	8 573 912	0	0	0	0					
2764001	2764001-ROUEN - ZFU GRAND MARE - HOTEL DENTREPRISES	Fondonnement	2 500 000	2 024 297	2 024 297	0	0	0	2 024 297	2 024 297	0	0	0	0					
29696201	29696201-CEA EVREUX LABO R&D BIOCALEWS	Fondonnement	2 400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
29696801	29696801-VERNON - LABORATOIRE R&D STARTUP	Fondonnement	539 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
29911802	29911802-EXTENSION PEPINIERE DENTREPRISES DE BELLEME	Fondonnement	106 000	111 317	111 317	0	0	0	111 317	111 317	0	0	0	0					
29922701	29922701-PEPINIERE DENTREPRISES DU CACQUEVEL	Fondonnement	1 800 000	1 285 128	1 285 128	0	0	0	1 285 128	1 285 128	0	0	0	0					
37949801	37949801-LE PETIT QUEVILLY EXO 7 PM	Fondonnement	2 045 000	753 794	753 794	0	0	0	753 794	753 794	0	0	0	0					
900043	900043-ST ETIENNE DU ROUVAUY - CENTRE VILLE	Fondonnement	1 242 735	527 370	527 370	0	0	0	527 370	527 370	0	0	0	0					
900048	900048-ST ETIENNE DU ROUVAUY - VENTE OLIVIER SUD	Fondonnement	300 000	31 101	31 101	0	0	0	31 101	31 101	0	0	0	0					
900049	900049-ST ETIENNE DU ROUVAUY BOULEVARD LEMINE	Fondonnement	1 000 000	262 828	262 828	0	0	0	262 828	262 828	0	0	0	0					
900054	900054-MONT ST AGNAN - LE FOND DU VAL	Fondonnement	320 000	93 029	93 029	0	0	0	93 029	93 029	0	0	0	0					
900055	900055-MONT ST AGNAN - AVENUE DU MONT AUX MAJADES	Fondonnement	6 000 000	5 047 523	5 047 523	0	0	0	5 047 523	5 047 523	0	0	0	0					
900093	900093-ROUEN : CHOIX DYONVILLE - CONSTATANT	Fondonnement	3 424 258	3 961 438	3 755 438	0	240 000	240 000	3 968 438	3 755 438	0	240 000	240 000	240 000					
900113	900113-METROPOLE - ROUEN ZAC ALBERTTE MARTINVILLE	Fondonnement	2 800 000	1 524 098	1 524 098	0	0	0	1 524 098	1 524 098	0	0	0	0					
900115	900115-ROUEN : CABE RIVE DROITE	Fondonnement	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
900118	900118-ROUEN : LOT EUROPE	Fondonnement	1 250 000	925 918	925 918	0	0	0	925 918	925 918	0	0	0	0					
900117	900117-ROUEN : RONDEAU LIBERATION	Fondonnement	238 074	294 480	294 480	0	300 000	300 000	294 480	294 480	0	300 000	300 000	300 000					
900119	900119-ROUEN : LOT ELIEUF MERIDIENNE	Fondonnement	1 000 000	0	0	0	420 000	420 000	0	0	0	420 000	420 000	420 000					
900122	900122-ROUEN IMMEUBLE SARTROIN	Fondonnement	987 500	0	0	0	1 150 000	1 150 000	0	0	0	1 150 000	1 150 000	1 150 000					
900143	900143-PETIT COURONNE PROJET ENTREE DE VILLE NORD	Fondonnement	440 000	409 574	409 574	0	0	0	409 574	409 574	0	0	0	0					
900201	900201-MALMAUNY - RUE GEORGES PELERIN	Fondonnement	150 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
900208	900208-PAULLY 1-LOGEMENTS	Fondonnement	714 000	0	0	0	670 000	670 000	0	0	0	670 000	670 000	670 000					
900209	900209-QUARTIER ET CONSTATANT DU LITONAL - RESTRUCTURATION DE LA VILLE DE LA DAMIE	Fondonnement	500 000	0	0	0	177 600	177 600	0	0	0	177 600	177 600	177 600					
900210	900210-FRANQUEVILLE SAINT PIERRE - RESIDENCE POUR PERSONNES AGEES ET LOGEMENTS SOCIALY	Fondonnement	2 150 000	920 000	1 524 000	0	1 589 000	1 589 000	920 000	920 000	0	1 589 000	1 589 000	1 589 000					
900211	900211-BONSECOURS CHENIL DE LA POLICE NATIONALE	Fondonnement	640 000	640 000	555 250	0	0	0	640 000	555 250	0	0	0	0					
900212	900212-BONSECOURS 113 Rue de Paris	Fondonnement	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
900231	900231-GRAND QUEVILLY - AVENUE DES CAMARIENS	Fondonnement	2 659 480	2 019 480	2 019 480	0	0	0	2 019 480	2 019 480	0	0	0	0					
900234	900234-DEVILLE LES ROUEN - ASTURIENNE	Fondonnement	1 450 000	1 303 488	1 303 488	0	0	0	1 303 488	1 303 488	0	0	0	0					
900255	900255-METROPOLE - ZAE DES PLATEAUX NORD	Fondonnement	7 850 000	4 803 523	4 505 077	0	0	0	4 505 077	4 503 542	0	0	0	0					
900256	900256-METROPOLE - SENNE OUEST ECOQUARTIER FLAUBERT	Fondonnement	24 600 000	8 524 003	7 154 497	0	1 043 305	1 043 305	7 109 304	7 153 772	0	1 043 305	1 043 305	1 043 305					
900258	900258-METROPOLE ZAO SENNE SUD	Fondonnement	8 800 000	4 392 458	1 779 791	0	0	0	1 779 791	1 779 791	0	0	0	0					
900259	900259-PETIT QUEVILLY SITE SICRE	Fondonnement	1 800 000	0	0	0	1 800 000	1 800 000	0	0	0	1 800 000	1 800 000	1 800 000					
900260	900260-SOTTEVILLE LES ROUEN - DRU	Fondonnement	3 803 320	2 215 839	2 215 839	0	0	0	2 215 839	2 215 839	0	0	0	0					

Tableau 9 - Page 1/19



**PLAN QUINQUENNALE LOCAL DE DEVELOPPEMENT**  
 (Séances de concertation et de concertation) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes (A)  
 A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement  
 (A) - Version Intermédiaire - Projet de Avenir contracté de l'opérateur Budgétaire et comptable

**TABLEAU 9**  
**Opérations pluriannuelles - prévision**  
**Budget rectificatif 2017 n°1**

Opération	Nature	Colloca de Fondation	Prévision										Prévision M+1 et suivantes						
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
			AE prévues en antérieures à N	AE consommées en N	AE consommées en N	AE programmées à ou réalisées en N	AE prévues en N	TOTAL des AE en N	CP prévues en antérieures à N	CP consommées en N	CP programmées ou reportées en N	CP prévues en N	TOTAL des CP en N	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2
9020261	9020261-SOTTEVILLE LES ROUEN - RUE VICTOR HUGO	Fondonnement	163 124	163 124	163 124	0	0	163 124	0	0	0	0	163 124	0	0	0	0	0	0
9020267	9020267-SOTTEVILLE LES ROUEN - VICTOR HUGO-PARIS	Fondonnement	500 000	486 736	486 736	0	0	486 736	0	0	0	0	486 736	0	0	0	0	0	0
9020268	9020268-SOTTEVILLE LES ROUEN - ESMERALDA	Fondonnement	1 490 000	646 899	646 899	0	108 000	108 000	1 080 000	1 080 000	0	108 000	1 080 000	0	0	0	0	0	0
9020269	9020269-SOTTEVILLE LES ROUEN - VICTOR HUGO-RASPAIL	Fondonnement	2 940 000	2 809 794	2 809 795	0	323 000	323 000	2 811 989	2 809 795	0	323 000	2 811 989	0	0	0	0	0	0
9020290	9020290-SOTTEVILLE LES ROUEN - HOTEL DE VILLE	Fondonnement	500 000	291 148	291 148	0	0	0	291 148	291 148	0	0	291 148	0	0	0	0	0	0
9020291	9020291-SOTTEVILLE LES ROUEN - EMILE ZOLA	Fondonnement	805 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9020294	9020294-SOTTEVILLE LES ROUEN LOT BLUM-QUESSER - DUP VOLTAIRE	Fondonnement	5 500 000	2 374 493	2 407 297	0	223 000	223 000	2 376 535	2 406 290	0	223 000	2 376 535	0	0	0	0	0	0
9020296	9020296-SOTTEVILLE LES ROUEN - COMTEMOULINS-AIRVAL	Fondonnement	3 360 000	1 365 995	1 547 724	0	2 218 000	2 218 000	1 365 995	1 540 895	0	2 218 000	1 365 995	0	0	0	0	0	0
9020297	9020297-SOTTEVILLE LES ROUEN - HÔM DE VILLE EN PLUS	Fondonnement	5 000 000	1 013 522	1 183 822	0	0	0	1 013 522	1 183 822	0	0	1 183 822	0	0	0	0	0	0
9020299	9020299-SOTTEVILLE LES ROUEN QUARTIER EAUPLET DRU	Fondonnement	300 000	47 454	47 454	0	0	0	47 454	47 454	0	0	47 454	0	0	0	0	0	0
9020315	9020315-SOTTEVILLE LES ROUEN RUE MERIDIENNE	Fondonnement	1 000 000	340 745	340 745	0	0	0	340 745	340 745	0	0	340 745	0	0	0	0	0	0
9020316	9020316-SOTTEVILLE LES ROUEN LEPRU ROLLIN	Fondonnement	200 000	37 452	37 452	0	0	0	37 452	37 452	0	0	37 452	0	0	0	0	0	0
9020317	9020317-SOTTEVILLE LES ROUEN - BARRES	Fondonnement	685 491	703 794	729 794	0	0	0	703 794	729 794	0	0	703 794	0	0	0	0	0	0
9020318	9020318-SOTTEVILLE LES ROUEN CORNÉILLE	Fondonnement	325 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9020319	9020319-SOTTEVILLE LES ROUEN SALVA	Fondonnement	500 000	65 510	65 511	0	0	0	64 176	65 511	0	0	64 176	0	0	0	0	0	0
9020320	9020320-SOTTEVILLE LES ROUEN REPUBLICAIDE	Fondonnement	625 000	246 145	246 145	0	0	0	246 145	246 145	0	0	246 145	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	349 000	334 909	334 910	0	0	0	337 875	334 910	0	0	334 910	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	3 500 000	2 826 639	2 826 639	0	0	0	2 826 639	2 826 639	0	0	2 826 639	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	3 500 000	1 111 501	1 111 501	0	0	0	1 111 501	1 111 501	0	0	1 111 501	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	3 500 000	1 903 480	1 903 480	0	0	0	1 903 480	1 903 480	0	0	1 903 480	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	500 000	417 248	417 248	0	0	0	420 460	417 248	0	0	417 248	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	122 575	470 297	470 297	0	0	0	470 297	470 297	0	0	470 297	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	550 000	650 207	657 251	0	0	0	650 207	657 251	0	0	650 207	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	700 000	250 111	250 111	0	0	0	250 111	250 111	0	0	250 111	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	550 000	10 502 280	9 702 280	0	690 000	690 000	10 502 280	9 702 280	0	1 544 000	11 544 000	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	11 646 940	2 072 414	2 072 414	0	0	0	2 072 414	2 072 414	0	0	2 072 414	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	2 800 000	10 526 222	10 524 627	0	0	0	10 526 222	10 524 627	0	0	10 526 222	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	12 524 679	740 434	740 434	0	0	0	740 434	740 434	0	0	740 434	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	740 434	444 203	444 203	0	0	0	444 203	444 203	0	0	444 203	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	740 434	2 803 221	2 803 221	0	0	0	2 803 221	2 803 221	0	0	2 803 221	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	2 803 221	36	36	0	0	0	36	36	0	0	36	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	500 000	3 281 394	3 281 394	0	0	0	3 281 394	3 281 394	0	0	3 281 394	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	3 450 000	2 951 199	2 951 199	0	0	0	2 951 199	2 951 199	0	0	2 951 199	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	5 000 000	3 134	3 134	0	0	0	3 134	3 134	0	0	3 134	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	5 000 000	5 945	5 945	0	0	0	5 945	5 945	0	0	5 945	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	742 245	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	3 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	1 100 000	548 205	548 205	0	0	0	548 205	548 205	0	0	548 205	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	70 000	57 493	57 493	0	0	0	57 493	57 493	0	0	57 493	0	0	0	0	0	0
9020321	9020321-SOTTEVILLE LES ROUEN - 23 RUE PIERRE CORNÉILLE	Fondonnement	956 180	956 180	956 180	0	0	0	956 180	956 180	0	0	956 180	0	0	0	0	0	0

Tableau 9 - Page 2/3



TABLEAU 9  
Opérations patrimoniales - prévision  
Budget rectificatif 2017 N1

Sur le formulaire (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes (a)  
La prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement  
(b) - Prévision mensuelle - Projets en Attente converti au régime budgétaire et comptable

Opération	Opération	Nature	Prévision		Prévision N										Prévision N+1 et suivantes					
			Colloque de l'opération	(1)	AE courtes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE programmées les années antérieures à N	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP courtes les années antérieures à N	CP consommées les années antérieures à N	CP programmées les années antérieures à N	CP nouvelles ouvertes en N	TOTAL des CP ouvertes en N	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2
901098	901098-CAEN CASERNE MARTIN	Fonctionnement	4 500 000	3 898 404	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901099	901099-CAEN LOT BELLEVET	Fonctionnement	370 000	350 000	345 197	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901101	901101-CAEN BOIS HALBOUT - EQUIPEMENT PUBLIC	Fonctionnement	360 000	332 759	332 759	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901103	901103-CAEN ENTREE DE VILLE SECTEUR CLEMENCEAU	Fonctionnement	3 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901104	901104-CAEN QUARTIER HAIE VIGNE	Fonctionnement	1 050 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901105	901105-CAEN LOT SAINT JEAN	Fonctionnement	1 360 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901110	901110-TOUFFREVILLE	Fonctionnement	692	617	617	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901115	901115-COUMBELLES PLACE DES TILLEULS	Fonctionnement	235 000	233 443	233 443	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901145	901145-EXTENSION GOLF CAEN-HEROUVILLE-BREVILLE-ERMON	Fonctionnement	213 477	213 477	213 477	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901147	901147-SMINT CONTEST RUE DES CHAMPS BALLY	Fonctionnement	612 150	520 000	520 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901148	901148-BEVILLE-CENTRE BOURG	Fonctionnement	278 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901184	901184-DOUVRES LA DELVANDRE ZAD	Fonctionnement	400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901187	901187-DOUVRES LA DELVANDRE PARC URBAIN	Fonctionnement	620 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901188	901188-DOUVRES LA DELVANDRE - LA BARONNIE	Fonctionnement	243 226	243 226	243 226	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901189	901189-DOUVRES LA DELVANDRE EXTENSION ZAC DE LA FOSESSE	Fonctionnement	720 000	370 000	370 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901189	901189-DOUVRES LA DELVANDRE - EQUIPEMENTS PUBLICS	Fonctionnement	336 000	310 000	310 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
90120	90120-CAEN LA MER - FLEURY SUR ORNE ZAC ECO	Fonctionnement	3 268 220	3 268 220	3 268 220	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901202	901202-MATHIEU QUARTIER DE LA CAENE	Fonctionnement	900 000	625 520	625 520	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901211	901211-FLEURY SUR ORNE - LES HAUTS DE L'ORNE ZAD	Fonctionnement	9 400 323	7 425 832	7 425 832	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901213	901213-CAEN LA MER - FPS FLEURY L'ANSON NTER SUD	Fonctionnement	486 345	472 935	472 935	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901215	901215-ERMON ZAD ET ZAC DE L'ORNE DU GOLF	Fonctionnement	5 500 000	3 500 000	3 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901216	901216-ERMON - FOWER DU PERE ROBERT	Fonctionnement	1 868 097	1 868 097	1 868 097	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901219	901219-HEROUVILLE-SAINTE HONORINE	Fonctionnement	80 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901220	901220-MONDEVILLE-VALLÉE BARREY	Fonctionnement	870 000	1 207 488	1 207 488	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
901221	901221-GRANTHEVILLE-NOUVE DE SOL ERS*	Fonctionnement	700 000	0	0	600 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902038	902038-LE HAVRE QUARTIERS ANCIENS PERCENTRAX DPU	Fonctionnement	9 750 000	809 832	809 832	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902032	902032-SITE ADRESSE MARINE MARCHANDE	Fonctionnement	3 500 000	9 832	9 832	0	2 140 000	0	2 140 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902044	902044-LE HAVRE - LOTISSEMENT DUMONT DUJVILLE	Fonctionnement	8 565 517	6 880 912	6 880 912	0	10 000	0	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902046	902046-LE HAVRE - EMPRISES FERROVIAIRES	Fonctionnement	11 000 000	885 544	885 544	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902052	902052-LE HAVRE - SITE FRANCE LOOSTJOLE	Fonctionnement	2 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902054	902054-LE HAVRE - ILOT MASSENA SUD - MICHELET	Fonctionnement	1 100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902055	902055-LE HAVRE - ILOT ST MARBOURG-LECEENE	Fonctionnement	2 500 000	1 312 721	1 312 721	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902056	902056-LE HAVRE - ILOT MAHERSBURGH	Fonctionnement	1 650 000	406 526	406 526	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902057	902057-LE HAVRE - SITE QUAI DE ROMAINE	Fonctionnement	537 000	203 921	203 921	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902059	902059-LE HAVRE - ILOT LAMARTINE MOULLE	Fonctionnement	2 435 000	810 361	810 361	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902060	902060-SAINTE ADRESSE - ZONE CHAUCOY PLATEAU DE LA HERSE	Fonctionnement	4 000 000	820 669	820 669	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902062	902062-LE HAVRE - SITE CHAUVILLE SEMARD	Fonctionnement	7 329 127	4 506 839	4 506 839	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902063	902063-LE HAVRE - ENTREE DE VILLE	Fonctionnement	1 673 989	1 048 727	1 048 727	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Opération	Opération	Nature	Prévision		Prévision N										Prévision N+1 et suivantes					
			Cotisation de l'opération	(1)	AE ouverte au 31/12/2017	AE consommées au 31/12/2017	AE programmées au 31/12/2017	AE nouvelles au 31/12/2017	TOTAL des AE consommées au 31/12/2017	CP ouvertes au 31/12/2017	CP consommées au 31/12/2017	CP programmées au 31/12/2017	CP nouvelles au 31/12/2017	TOTAL des CP consommées au 31/12/2017	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2
902004	902004-LE HAIRE MAGASIN GENEVAUX	Fonctionnement	5 600 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902006	902006-LE HAIRE CITE CHAUVIN	Fonctionnement	9 000 000	6 559 599	4 702 513	0	1 021 175	1 021 175	5 594 904	5 424 010	0	1 021 175	1 021 175	1 021 175	0	0	0	0	0	0
902008	902008-LE HAIRE SITE MULHOUSE II	Fonctionnement	1 400 000	1 307 648	1 307 648	0	10 000	10 000	1 307 648	1 307 648	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0
902008	902008-HARFLEUR SITE ANCELLE / DUBIC	Fonctionnement	670 000	362 533	220 542	0	0	0	360 590	365 895	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902009	902009-COCHU : HARFLEUR SITE BEAULIEU	Fonctionnement	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902070	902070-COCHU : HARFLEUR SITE PETIT COLMOLIENS	Fonctionnement	480 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902071	902071-LE HAIRE SITE CPAM	Fonctionnement	6 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902072	902072-LE HAIRE SITE LUCAS	Fonctionnement	1 135 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902003	902003-GEA ANGERVILLE LA CAMPAGNE LA BRIOUETIERIE	Fonctionnement	400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902036	902036-ST SEBASTIEN DE MONSIEUR : GENOAMERIE	Fonctionnement	523 502	513 388	513 388	0	0	0	513 388	513 388	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902039	902039-GEA AMENAGEMENT DE LA VCI	Fonctionnement	115 468	0	0	0	0	0	1 059	3 374	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902040	902040-GEA PARVILLE GAUVILLE ZAE DE LA ROQUE	Fonctionnement	2 800 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902043	902043-GEA PARVILLE MARE CHAMPART	Fonctionnement	1 300 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902046	902046-GEA ENREUX CITE LA FRETTE	Fonctionnement	1 100 000	1 022 467	1 022 467	0	0	0	1 022 467	1 022 467	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902047	902047-CNE ENREUX LA MADELINE LOT DE LA FONET	Fonctionnement	282 000	279 480	279 480	0	0	0	279 480	279 480	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902050	902050-GEA ENREUX POLE MULTIMEDIA	Fonctionnement	1 000 000	0	0	0	10 000	10 000	0	0	0	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0
902053	902053-ENREUX HOSPITAL SAINT LOUIS PASTEUR	Fonctionnement	350 000	7 156 980	7 156 980	0	0	0	7 156 980	7 156 980	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902055	902055-ENREUX METREVILLE	Fonctionnement	350 000	147 423	147 423	0	0	0	147 423	147 423	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902056	902056-ENREUX PANNETTE	Fonctionnement	320 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902057	902057-ENREUX FAUBOURG SAINT LEGER	Fonctionnement	370 000	223 068	223 068	0	0	0	223 068	223 068	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902059	902059-GEA LA CAMPAGNE ZONE BAOBAB GEA	Fonctionnement	400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902059	902059-GEA EXTENSION ZONE DE LA ROUEMARE	Fonctionnement	1 513 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902060	902060-ENREUX TOUR DOST	Fonctionnement	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902062	902062-GEA AMENAGEMENT SUR TON LE VALLOT	Fonctionnement	770 000	364 286	364 286	0	0	0	364 286	364 286	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902064	902064-LA CHAPELLE DU BOIS DES FAUX - POLE COMMUNAL	Fonctionnement	180 000	155 168	157 506	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902065	902065-LA LONDE "LA MAINE PELOU"	Fonctionnement	613 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
902098	902098-GEA GRAYVIGNY ZA0 LES SURETTES	Fonctionnement	4 400 000	2 274 193	2 274 193	0	540 000	540 000	2 274 193	2 274 193	0	0	540 000	540 000	0	0	0	0	0	0
903103	903103-ENREUX : COMPLEXE SPORTIF DE LA ROUEMARE	Fonctionnement	961 000	859 138	859 138	0	0	0	859 138	859 138	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
904056	904056-CALIX : BOULEVARD OPAM RU	Fonctionnement	360 000	132 427	132 427	0	0	0	132 427	132 427	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
904061	904061-CHATELAIN : HABITAT	Fonctionnement	360 000	315 935	315 935	0	0	0	315 935	315 935	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
904072	904072-BELZEVILLE LA GRENIER EQUIPEMENTS SPORTIFS	Fonctionnement	100 000	52 268	52 268	0	0	0	52 268	52 268	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
904073	904073-FAUBOURG ECOLE MATERIELLE	Fonctionnement	49 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
904137	904137-LA FREMAYE : HAMEAU DES GEANTS	Fonctionnement	380 000	233 386	233 386	0	0	0	233 386	233 386	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
904140	904140-PEVILLE : HAMEAU DU CUL DU TOT	Fonctionnement	335 000	161 873	295 210	0	0	0	295 159	295 482	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
904142	904142-LILLEBONNE : CENTRE VILLE DRU	Fonctionnement	2 532 042	1 822 730	1 822 730	0	482 500	482 500	1 822 730	1 822 730	0	0	482 500	482 500	0	0	0	0	0	0
904143	904143-LA TRINITE DU MONY COUS	Fonctionnement	550 000	328 686	328 686	0	0	0	328 686	328 686	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
904145	904145-LA MAILLERAYE SUR SEINE COUS	Fonctionnement	260 000	239 744	239 744	0	0	0	239 744	239 744	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
904150	904150-MAULEVERIN SAINTE GERTRUDE	Fonctionnement	162 000	100 406	100 406	0	0	0	100 406	100 406	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
904151	904151-LILLEBONNE : LA POSTE	Fonctionnement	213 285	213 285	213 285	0	0	0	213 285	213 285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 9 - Page 4/19



TABIEAU 9  
Opérations pluriannuelles - prévision  
Budget rectificatif 2017 n°1

COUVERTURE DE L'OPÉRATION DÉSIGNÉE  
Sauf pour l'opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes (8)  
(9) - Versus Intermédiaire - Projets en Attente d'un accord du Conseil d'Administration et du Comité de Direction

Opération	Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision N										Prévision N+1 et suivantes					
				AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N en €	CP ouvertes les années antérieures à N	CP consommées les années antérieures à N	CP	CP nouvelles ouvertes en N en €	TOTAL des CP	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
904152	904152-LA FRENAE MASON FAMILIALE	Fondonnement	265 000	253 460	253 460	0	0	0	253 460	253 460	0	0	0						
904153	904153-LILLEBONNE RUE DU HAINE	Fondonnement	260 000	228 537	228 537	0	132 000	132 000	228 537	228 537	0	108 500	108 500						
904154	904154-SAINTE-VANVILLE BRANCON PLACE DE LEGAISE	Fondonnement	450 000	223 111	223 111	0	0	0	223 111	223 111	0	0	0						
904155	904155-LILLEBONNE EQUIPEMENT PUBLIC	Fondonnement	240 000	202 785	202 785	0	0	0	202 785	202 785	0	0	0						
904156	904156-CAUX ESTUAIRE GAMBROUVILLE LE VILLAGE	Fondonnement	700 000	0	0	0	260 000	260 000	0	0	0	260 000	260 000						
904157	904157-CAUX ESTUAIRE ST LAURENT DE BREVEDENT COTE DES C	Fondonnement	250 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
904158	904158-CAUX ESTUAIRE ETANNUUS LE VILLAGE	Fondonnement	850 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
904159	904159-CAUX ESTUAIRE LA REBIER LE VILLAGE	Fondonnement	1 100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
904160	904160-LILLEBONNE VOIRIE	Fondonnement	84 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
904161	904161-GRUCHELET LE VALASSE 3 RUE DU DOCTEUR GERNEZ-DPI	Fondonnement	560 000	0	0	0	320 000	320 000	0	0	0	320 000	320 000						
904201	904201-SCOS ST JEAN DE LA NEUVILLE - LA PLAINE DE ST JEAN	Fondonnement	260 000	260 722	260 722	0	0	0	260 722	260 722	0	0	0						
910004	910004-CASE LOUVERIS ZAC COTE DE LA JUSTICE	Fondonnement	1 787 021	1 782 025	1 782 025	0	0	0	1 782 025	1 782 025	0	0	0						
910005	910005-CASE ZAC DES PORTES	Fondonnement	1 648 918	1 748 418	1 748 418	0	0	0	1 748 418	1 748 418	0	0	0						
910007	910007-CASE LOUVERIS ADRESSET	Fondonnement	279 725	279 725	279 725	0	0	0	279 725	279 725	0	0	0						
910011	910011-CASE LA HAYE MAHERBE ZAC LES GENEIRAUX	Fondonnement	260 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
910012	910012-CASE LA HAYE MAHERBE RUE NEUVE	Fondonnement	190 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
910014	910014-CASE LE MANOIR SUR SEME LE CLOS FOSSIER	Fondonnement	445 000	1 188	10 493	0	0	0	1 188	1 188	0	0	0						
910016	910016-CASE AMFRIEUILLET LES MONTS DESSUS DE LA GO MARE	Fondonnement	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
910018	910018-CASE HERQUEVILLE ZAC LA PLANTE	Fondonnement	190 000	989	8 117	0	100 238	100 238	1 188	6 335	0	100 238	100 238						
910021	910021-HERDEBOUVILLE - LE MANOIR DU SANG MELE	Fondonnement	810 000	860 235	860 235	0	0	0	860 235	860 235	0	0	0						
910022	910022-INGARAVILLE - RUE DE LA FINCALE	Fondonnement	360 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
910023	910023-CASE - POINT DE L'ARCHE - HOTEL	Fondonnement	504 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
914366	914366-LIBREUX SITE LEHAN	Fondonnement	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
914316	914316-FOURNY-TRICHE SMOOP	Fondonnement	103 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
920011	920011-ENT DREAL BARBENTIN EMPRISES A 150	Fondonnement	3 163 427	3 254 264	3 254 264	0	0	0	3 254 264	3 254 264	0	0	0						
920021	920021-METROPOLE YANVILLE - NOUVELLES SAVONNIERES DE FRANCE	Fondonnement	162 565	152 565	152 565	0	0	0	152 565	152 565	0	0	0						
920023	920023-LE TRAIT - RENOUVELLEMENT	Fondonnement	1 165 000	1 078 455	1 078 455	0	0	0	1 078 455	1 078 455	0	0	0						
920024	920024-ESETTES EXTENSION ZA DU POLLEIN	Fondonnement	1 600 000	1 568 173	1 568 173	0	0	0	1 568 173	1 568 173	0	0	0						
920025	920025-CCT CASES DU CANTON D'AMAL EMASON FLURIS/SP/AMAR	Fondonnement	340 000	303 865	303 865	0	0	0	303 865	303 865	0	0	0						
920026	920026-LE TRAIT - RUE GAULENI	Fondonnement	57 000	65 749	65 749	0	0	0	65 749	65 749	0	0	0						
920048	920048-HARFLEUR RUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY	Fondonnement	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
920210	920210-FONTENAY ZAC LE NERVAL	Fondonnement	960 000	944 515	919 515	0	0	0	919 515	919 515	0	0	0						
920211	920211-FONTENAY - PLACE DU CROS DEHIER	Fondonnement	164 000	0	0	0	160 000	160 000	0	0	0	160 000	160 000						
920237	920237-MONTVILLIERS - RUE RAOUX LANCEL/BBE FERREI	Fondonnement	450 000	366 456	366 456	0	55 000	55 000	366 456	366 456	0	55 000	55 000						
920238	920238-HARFLEUR - LUTTE CONTRE LES INONDATIONS	Fondonnement	1 780 000	1 020 714	1 020 714	0	0	0	1 020 714	1 020 714	0	0	0						
920242	920242-CANNIVILLE - HABITAT	Fondonnement	615 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
920243	920243-CODAH - CANNIVILLE LES JONQUILLES	Fondonnement	1 020 000	683 822	683 822	0	0	0	683 822	683 822	0	0	0						
920247	920247-HARFLEUR - SECTEUR GAMBETTA	Fondonnement	3 259 403	3 247 827	3 802 535	0	0	0	3 244 452	3 806 322	0	0	0						
920249	920249-MONTVILLIERS - ECO QUARTIER	Fondonnement	2 607 455	2 612 297	2 612 297	0	0	0	2 612 297	2 612 297	0	0	0						

Taux de 9 - Page 5/18

TABLEAU 9  
Opérations pluriannuelles - prévision  
Budget rectificatif 2017 n°1

Pour l'opération DE L'ORONNE DELIBERANT  
Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes (A)  
A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement  
(A) - Version Intermédiaire - Projet en Attente correctif du logiciel Budgetaire et comptable

Opération	Opération	Nature	Prévision		Prévision N										Prévision N+1 et suivantes					
			Coût total de l'opération	(1)	AE autorisations annuelles antérieures à N	AE consommations annuelles antérieures à N	AE programmes soutenus N	AE ouvertes en N en €	TOTAL des AE ouvertes en N en €	CP ouvertures antérieures à N	CP consommés antérieurs à N	CP programmes soutenus en N	CP ouvertes en N en €	TOTAL des CP ouvertes en N en €	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2
			(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)		
920238	920238-MONTVILLE: PLACE FRANCOIS MITERAND	Fonctionnement	500 000	180 020	180 020	0	0	180 020	180 020	0	0	0	0							
920239	920239-SAINT JOURN BRINEVAL- HABITAT CENTRE BOURG	Fonctionnement	1 306 000	0	0	10 800	10 800	0	0	0	10 800	10 800								
920240	920240-ST JUBIN DE CRETOT	Fonctionnement	23 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
920242	920242-CODAH : GAINNEVILLE ROUTE DE ROSEVILLE	Fonctionnement	650 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
920283	920283-CODAH : GONFREVILLE L'ORCHERS SITE VIRGAUVILLE	Fonctionnement	3 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
920284	920284-DOCTEVILLE SUR MER- CABINET MEDICAL	Fonctionnement	247 000	10 000	238 202	0	0	20 000	238 202	0	0	0								
920286	920286-GAINNEVILLE : RUE DE LA LIBERATION	Fonctionnement	467 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
920271	920271-MANNVILLE : LE MENSIER	Fonctionnement	600 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
920041	920041-FONTAINE LA MAILLET	Fonctionnement	55 000	51 138	51 138	0	0	51 138	51 138	0	0	0								
920002	920002-SAINT JUBIN ROUJOT EQUIPEMENTS PUBLICS	Fonctionnement	142 847	142 847	142 847	0	0	142 847	142 847	0	0	0								
920003	920003-GAINNEVILLE ZAC DE GERVILLE	Fonctionnement	290 000	278 912	274 490	0	0	275 491	278 912	0	0	0								
920005	920005-EP-VILLE : RUE DU GRAY	Fonctionnement	1 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
920007	920007-48-FLEUR : RUE JEAN DE GROUJOU	Fonctionnement	135 500	128 240	128 240	0	0	128 240	128 240	0	0	0								
920008	920008-LE HAVRE LOT DANTON CODAH	Fonctionnement	3 400 000	3 287 937	3 287 937	0	0	3 287 937	3 287 937	0	0	0								
920010	920010-FONTAINE LA MAILLET : RUE DES SOURCES CODAH	Fonctionnement	350 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
920014	920014-BOIS GUILAUME : RUE HEBERT	Fonctionnement	2 000 000	1 092 317	1 092 317	0	0	1 092 317	1 092 317	0	0	0								
920015	920015-BOIS GUILAUME - ANGLE RUE GIBROT & RTE DE NEUFCHA	Fonctionnement	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
920016	920016-METRO : BOIS GUILAUME-CHEMIN DE CLERES-COT	Fonctionnement	400 000	410 180	410 180	0	0	410 180	410 180	0	0	0								
920030	920030-COMPREVILLE L'ORCHERS BEVILLERS CODAH	Fonctionnement	790 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
920031	920031-GAINNEVILLE RUE DE LA LIBERATION - DPU	Fonctionnement	98 000	0	0	85 000	85 000	0	0	0	85 000	85 000								
920032	920032-BOIS-GUILAUME 208 RUE DU GENERAL LEClerc - DPU	Fonctionnement	715 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
920044	920044-GAINNEVILLE : COMMERCES ET EQUIPEMENTS PUBLICS	Fonctionnement	235 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
920057	920057-FAUVILLE EN CAUX : DPU	Fonctionnement	152 449	34 889	34 889	0	0	34 889	34 889	0	0	0								
920054	920054-FAUVILLE EN CAUX : AMENAGEMENT CARREFOUR	Fonctionnement	75 939	75 939	75 939	0	0	75 939	75 939	0	0	0								
920054	920054-FAUVILLE EN CAUX : LE POT CASSE	Fonctionnement	545 000	508 299	508 299	0	0	508 299	508 299	0	0	0								
920056	920056-FAUVILLE EN CAUX RUE THELU-DPU	Fonctionnement	322 000	245 880	484 684	0	0	246 684	484 684	0	0	0								
920058	920058-VIOT PLACE DE VERDUN	Fonctionnement	342 000	219 954	219 954	0	0	219 954	219 954	0	0	0								
920059	920059-VIOT HANTE : LOGEMENTS ET EQUIPEMENTS PUBLICS	Fonctionnement	340 000	334 400	298 956	0	0	0	298 956	0	0	0								
920050	920050-VIOT LOGEMENTS - DPU	Fonctionnement	210 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
920062	920062-LEBELIEU QUARTIER DE LA GARIE	Fonctionnement	1 600 000	770 235	770 235	0	0	770 235	770 235	0	0	0								
920064	920064-CRIDA : ELBEUF MAIRIANNAN	Fonctionnement	1 433 607	1 433 607	1 433 607	0	0	1 433 607	1 433 607	0	0	0								
920067	920067-LEBELIEU : DPU REPUBLIQUE	Fonctionnement	2 625 000	1 52 437	152 437	0	0	2 519 402	2 519 402	0	0	0								
920060	920060-CAUDEBEC LES ELBEUF : FICHIE FONTAUL	Fonctionnement	228 674	152 437	152 437	0	0	2 519 402	2 519 402	0	0	0								
920061	920061-CAUDEBEC LES ELBEUF : ECOQUARTIER SOGATE	Fonctionnement	3 100 000	545 898	545 898	0	0	545 898	545 898	0	0	0								
920067	920067-CAUDEBEC LES ELBEUF : RUE DE LA REPUBLIQUE	Fonctionnement	1 648 213	652 367	652 367	0	0	652 367	652 367	0	0	0								
920064	920064-CRIDA : ELBEUF SCHOEN	Fonctionnement	3 330 000	1 330 441	1 330 441	0	0	1 330 441	1 330 441	0	0	0								
920060	920060-ELBEUF : DPU RUE DE BOUINGHEROULDE	Fonctionnement	1 500 000	202 006	202 006	0	0	202 006	202 006	0	0	0								
920063	920063-METROPOLE CLEON ZONE SOUDAY	Fonctionnement	1 780 000	1 047 944	1 047 944	0	0	1 047 944	1 047 944	0	0	0								



TABLEAU 9  
Opérations pluriannuelles - prévision  
Budget rectificatif 2017 n°1

Sous-part opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes (A)

(A) = Total des autorisations d'engagement et de crédits de paiement  
(B) = Total des recettes - Projets de crédits de paiement bloqués et réservés

Opération	Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision N										Prévision N+1 et suivantes							
				(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	
				AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N ou reportées en N	AE	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N en €	TOTAL des AE consommées en N en €	CP ouvertes les années antérieures à N	CP consommées les années antérieures à N	CP	CP nouvelles ouvertes en N	TOTAL des CP consommées en N en €	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues en N+3	CP prévues en N+3	
920663	920663-ST AUBIN LES ELBEUF : PRELEVE SAINT GILLES	Fondonnement	730 000	469 930	474 930	0	0	0	469 930	469 930	469 930	0	5 000	5 000							
920666	920666-METROPOL-E ST PIERRE ELBEUF-CAUDEBERG PT BUISSON	Fondonnement	825 000	270 489	270 489	0	0	0	270 489	270 489	270 489	0	0	0							
920668	920668-ST AUBIN LES ELBEUF : PARC PAYSAGER SUBQUAT	Fondonnement	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
920672	920672-ELBEUF : LOT JEAN JAURES	Fondonnement	400 000	33 244	33 244	0	0	0	33 244	33 244	33 244	0	0	0							
920675	920675-ELBEUF LOT PÉTOU	Fondonnement	1 200 000	780 652	780 652	0	59 000	59 000	780 652	780 652	780 652	0	59 000	59 000							
920680	920680-CAUDEBERC LES ELBEUF : LOT SUCHETET	Fondonnement	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
920682	920682-TOURVILLE LA RIVIERE : BOIS BOCCUET	Fondonnement	3 150 000	2 038 559	2 038 559	0	0	0	2 038 559	2 038 559	2 038 559	0	0	0							
920684	920684-CAUDEBERC LES ELBEUF : SITE CALYPSO	Fondonnement	159 979	159 979	159 979	0	0	0	159 979	159 979	159 979	0	0	0							
920686	920686-SANT AUBIN LES ELBEUF : RUE DES FELIGERAS	Fondonnement	300 000	216 348	216 348	0	0	0	216 348	216 348	216 348	0	0	0							
920687	920687-CLEON REQUALIFICATION URBAINE	Fondonnement	65 000	61 582	61 582	0	0	0	61 582	61 582	61 582	0	0	0							
920688	920688-SANT AUBIN LES ELBEUF SITE D1	Fondonnement	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	10 000							
920689	920689-METROPOL-E CLEON FRENEUSE FRONT RDZ SOUS LA CAENNE	Fondonnement	600 000	10 272	10 481	0	0	0	10 111	10 481	10 481	0	0	0							
920705	920705-ELBEUF PLACE DE LA POISSONNERIE	Fondonnement	400 000	390 880	390 880	0	0	0	390 880	390 880	390 880	0	0	0							
920706	920706-SANT PIERRE DE VARENGEVILLE : PÔLE SPORTIF	Fondonnement	35 000	29 697	29 697	0	0	0	29 697	29 697	29 697	0	0	0							
920708	920708-ST AUBIN LES ELBEUF : RUE FADIERBERG	Fondonnement	275 000	289 830	289 830	0	0	0	289 830	289 830	289 830	0	0	0							
920718	920718-MONTMANN CENTRE BOURG	Fondonnement	308 889	308 889	308 889	0	0	0	308 889	308 889	308 889	0	0	0							
920722	920722-MONTMANN LOTISSEMENT	Fondonnement	1 150 000	1 021 978	1 021 978	0	0	0	1 021 978	1 021 978	1 021 978	0	0	0							
920734	920734-ELBEUF SUR SEINE LOT CHANZY	Fondonnement	650 000	546 274	546 274	0	0	0	546 274	546 274	546 274	0	0	0							
920735	920735-ELBEUF SUR SEINE PLANTFOL	Fondonnement	170 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
920736	920736-ELBEUF SUR SEINE LOT COUSIN CORBLIN	Fondonnement	1 500 000	1 204 131	1 204 131	0	0	0	1 204 131	1 204 131	1 204 131	0	0	0							
920737	920737-METROPOL-E ELBEUF SUR SEINE LOT SAINT AYMOUD	Fondonnement	1 000 000	993 898	993 898	0	0	0	993 898	993 898	993 898	0	0	0							
920738	920738-SANT PIERRE LES ELBEUF MEDIANEQUE	Fondonnement	275 000	207 957	207 957	0	0	0	207 957	207 957	207 957	0	0	0							
920811	920811-DUCAR : PARI	Fondonnement	533 572	532 756	532 756	0	0	0	532 756	532 756	532 756	0	0	0							
920817	920817-HEMOVILLE : DPJ PROJET ONAC	Fondonnement	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
920819	920819-CAUDEBERC EN CAULX : PROCOCEL-DEROCHE	Fondonnement	485 000	445 259	445 259	0	0	0	445 259	445 259	445 259	0	0	0							
920822	920822-CAUDEBERC EN CAULX : FIDUCIAL	Fondonnement	90 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
920823	920823-PAUVILLE EN CAULX SERVICES TECHNIQUES	Fondonnement	160 000	129 658	129 658	0	0	0	129 658	129 658	129 658	0	0	0							
921012	921012-LES AUTHIEUX SUR LE PORT SAINT GUEIN HABITAT	Fondonnement	949 919	824 659	826 148	0	0	0	828 494	830 181	830 181	0	0	0							
921013	921013-LE MESNIL ESNARD : ROUTE DE PARIS	Fondonnement	740 000	636 786	636 786	0	0	0	636 786	636 786	636 786	0	0	0							
921014	921014-LE MESNIL ESNARD "49 ROUTE DE PARIS"	Fondonnement	615 000	1 408 774	593 775	0	0	0	586 719	593 775	593 775	0	0	0							
921015	921015-MESNIL ESNARD LOGEMENTS	Fondonnement	810 000	0	1 120	0	0	0	1 120	0	1 120	0	0	0							
921016	921016-MESNIL ESNARD "Village Senior"	Fondonnement	1 125 000	285 000	285 410	0	780 000	780 000	285 043	285 410	285 410	0	780 000	780 000							
921020	921020-ST AUBIN EPNAY : HABITAT	Fondonnement	165 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
921025	921025-OCTEVILLE SUR MER : CENTRE PRT	Fondonnement	1 542 000	661 791	167 917	0	0	0	340 486	342 984	342 984	0	0	0							
921026	921026-ROLEVILLE : RESTRUCTURATION CENTRE BOURG	Fondonnement	1 020 000	108 821	109 190	0	0	0	109 081	109 190	109 190	0	0	0							
921027	921027-EL-ETOT "BÉGUINAGE"	Fondonnement	210 150	188 025	2 799	0	0	0	188 503	191 782	191 782	0	0	0							
921028	921028-ST AUBIN EPNAY ECO-QUARTIER CHEMIN DE LA SOURCE	Fondonnement	73 000	73 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
921029	921029-COAHM : ROLEVILLE SITE LEBRET	Fondonnement	475 000	480 000	185 281	0	0	0	370 065	185 198	185 198	0	0	0							
921030	921030-PETIT QUEVILLY ANCIENS MAITRES	Fondonnement	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	10 000							

Seuls les opérations (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes (A)  
A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement  
(B) - Prévision d'autorisations de paiement et de crédits de paiement

TABLEAU 9  
Opérations pluriannuelles - prévision  
Budget rectificatif 2017 n°1

Opération	Opération	Niveau	Coût total de l'opération	Prévision N										Prévision N+1 et suivantes						
				(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
				AE courues les années antérieures à N	AE courues les années antérieures à N	AE courues les années antérieures à N	AE programmées ou reportées en N	AE courues en N	TOTAL des AE courues en N	CP annulés antérieurs à N	CP consommés antérieurs à N	CP programmés ou reportés en N	CP courus en N	TOTAL des CP courus en N	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2
923012	923012-CATELNY- HABITAT	Fonctionnement	380 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923008	923008-VERNON : FONDERIE PAPETERIE	Fonctionnement	2 480 000	2 132 776	2 132 776	0	0	0	2 132 776	2 132 776	2 132 776	0	0	0						
923010	923010-SAINT MARCEL : USINE BAVA CAFE	Fonctionnement	3 700 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923011	923011-SAINT MARCEL : RUE DE LA PLANE	Fonctionnement	160 000	160 879	160 879	0	0	0	160 879	160 879	160 879	0	0	0						
923012	923012-CAHE : PRACY SUR EUHE "SILC"	Fonctionnement	188 000	200 000	180 000	0	0	7 600	7 600	200 000	0	0	0	197 600						
923013	923013-VERNON QUARTIER DES TOURELLES SITE IUD.	Fonctionnement	750 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923014	923014-VERNON SITE FRANKRIK	Fonctionnement	700 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923015	923015-VERNON QUARTIER DE LA GAHE	Fonctionnement	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923016	923016-VERNON PARKING CREBOT AGRICOLE	Fonctionnement	450 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923017	923017-VERNON TERRASSEMENT SAINT VINCENT DE PAUL	Fonctionnement	175 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923018	923018-VERNON ENTREE DE VILLE SEME AMONT	Fonctionnement	1 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923019	923019-VERNON ANCIEN HOTEL D'EUHEUX	Fonctionnement	360 000	360 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923020	923020-VERNON ANCIEN ECOMARCHE	Fonctionnement	700 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923021	923021-VERNON EXTENSION PROJET FONDERIE	Fonctionnement	1 200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923022	923022-VERNON "CITE CARTAINE MARCHAND"	Fonctionnement	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923114	923114-SAINT OULIN DE THOUVERVILLE	Fonctionnement	200 000	145 308	145 308	0	0	0	145 308	145 308	145 308	0	0	0						
923116	923116-ECRIGER : ZAE DU HANOY	Fonctionnement	115 000	387 827	387 827	0	0	96 532	96 532	387 827	387 827	0	0	96 532						
923117	923117-LE VILLAGE DUU : SAINT PIERRE DES FLEURS	Fonctionnement	173 000	0	160 271	0	0	0	0	0	160 271	0	0	0						
923151	923151-BOURGETHEROUDE-VERNEVILLE-EQUIPEMENT PUBLIC	Fonctionnement	400 000	162 291	162 291	0	0	0	162 291	162 291	162 291	0	0	0						
923154	923154-BOURGETHEROUDE-VERNEVILLE-EQUIPEMENT PUBLIC	Fonctionnement	170 000	222 952	222 952	0	0	0	222 952	222 952	222 952	0	0	0						
923155	923155-BOIS JEROME SAINT OULIN - COMMERCÉ ET LOGEMENTS	Fonctionnement	231 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923156	923156-GRAND BOUGETHEROUDE VORRE DUU	Fonctionnement	145 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923157	923157-GRAND BOUGETHEROUDE "ATELIER MANUFACTURE"	Fonctionnement	208 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923160	923160-VERNEVILLE EN ROUJONS : POLE ECOLE MARIE	Fonctionnement	164 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923161	923161-VERNEVILLE EN ROUJONS : POLE ECOLE MARIE	Fonctionnement	457 247	389 720	389 720	0	0	0	389 720	389 720	389 720	0	0	0						
923162	923162-ST PIERRE DE BAILLEUL : EQUIPEMENT SCOLAIRE	Fonctionnement	180 000	168 230	168 230	0	0	0	168 230	168 230	168 230	0	0	0						
923163	923163-VERNEVILLE EN ROUJONS : POLE ECOLE MARIE	Fonctionnement	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923164	923164-VERNEVILLE EN ROUJONS : POLE ECOLE MARIE	Fonctionnement	150 000	145 857	145 857	0	0	0	145 857	145 857	145 857	0	0	0						
923165	923165-VERNEVILLE EN ROUJONS : POLE ECOLE MARIE	Fonctionnement	200 000	233 417	233 417	0	0	0	233 417	233 417	233 417	0	0	0						
923166	923166-VERNEVILLE EN ROUJONS : POLE ECOLE MARIE	Fonctionnement	5 587	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923167	923167-VERNEVILLE EN ROUJONS : POLE ECOLE MARIE	Fonctionnement	110 000	110 000	282	0	0	0	110 000	110 000	282	0	0	0						
923168	923168-SAINT VALERY EN CAUX : EQUIPEMENTS PUBLICS	Fonctionnement	265 000	0	197 471	0	0	0	197 471	214 000	197 471	0	0	0						
923169	923169-VERNEVILLE EN ROUJONS : POLE ECOLE MARIE	Fonctionnement	310 000	0	0	0	0	0	310 000	310 000	0	0	0	310 000						
923170	923170-VERNEVILLE EN ROUJONS : POLE ECOLE MARIE	Fonctionnement	462 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
923171	923171-VERNEVILLE EN ROUJONS : POLE ECOLE MARIE	Fonctionnement	1 266 480	834 790	834 790	0	0	0	834 790	834 790	834 790	0	0	0						
923172	923172-VERNEVILLE EN ROUJONS : POLE ECOLE MARIE	Fonctionnement	160 331	160 331	160 331	0	0	0	160 331	160 331	160 331	0	0	0						
923173	923173-VERNEVILLE EN ROUJONS : POLE ECOLE MARIE	Fonctionnement	237 433	237 433	237 433	0	0	0	237 433	237 433	237 433	0	0	0						
923174	923174-VERNEVILLE EN ROUJONS : POLE ECOLE MARIE	Fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						



TABLEAU 9  
Opérations pluriannuelles - prévision  
Budget rectificatif 2017 n°1

POUR INFORMATION DE L'ORGANISME CÉLÉBRANT  
Sauf pour opération (ou pour regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des restatés (a)  
a) : Versus l'année précédente - Projets en Attente consistant de l'ajout de Budgets Réguliers et complémentaires

Opération	Opération	Nature	Prévision Cofinancement Fondation	Prévision N										Prévision N+1 et suivantes						
				AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N en €	CP ouvertes les années antérieures à N	CP consommées les années antérieures à N	CP	CP nouvelles ouvertes en N	TOTAL des CP en N en €	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2	
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	
923620	923620-GISORS : PARC DE BIJEL	Fondation	706 601	738 897	738 897	0	0	0	738 897	738 897	0	0	0	0						
923622	923622-GISORS : COLLÈGE POCASSO	Fondation	78 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
923624	923624-GISORS SITE CIEFL ROUTE DE CHAMPIGOLLES	Fondation	280 000	203 964	203 964	0	0	0	203 964	203 964	0	0	0							
923627	923627-ETREPOY-ANCIEN SITE CHAMPION	Fondation	370 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
923631	923631-MANNVILLE LA POSTE	Fondation	117 244	117 244	117 244	0	0	0	117 244	117 244	0	0	0							
923633	923633-LE FIEULARE : BOULANGERIE	Fondation	139 000	137 298	137 298	0	0	0	137 298	137 298	0	0	0							
923634	923634-LE BEC HELLOUIN RUE LANFRANC	Fondation	159 000	156 475	156 475	0	0	0	156 475	156 475	0	0	0							
923636	923636-LENY : EQUIPEMENTS PUBLICS	Fondation	629 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
923651	923651-CITE CHES GISORS MONT DE MAGNY EXTENSION	Fondation	420 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
923655	923655-BROQUELE STATION DEPARATION	Fondation	195 000	192 811	192 811	0	0	0	192 811	192 811	0	0	0							
923712	923712-LE MAJOR	Fondation	139 496	139 496	139 496	0	0	0	139 496	139 496	0	0	0							
923714	923714-LE VAUDREUIL : PPEI	Fondation	139 004	138 946	138 946	0	0	0	138 946	138 946	0	0	0							
923723	923723-CASE VAL DE REUIL VOIE BLANCHE	Fondation	520 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
923727	923727-MARREVILLE SOUS LES MONTS	Fondation	270 000	203 655	203 655	0	0	0	203 655	203 655	0	0	0							
923730	923730-SAMT PIERRE DU VAUVRAY RUE COURSON	Fondation	210 000	195 372	195 372	0	0	0	195 372	195 372	0	0	0							
923731	923731-VAL DE REUIL : RACIATY ETAT NOE GARF	Fondation	195 000	1 919 215	1 919 215	0	0	0	1 919 215	1 919 215	0	0	0							
923732	923732-AJUE RUE DES ECOLES	Fondation	105 000	102 007	102 007	0	0	0	102 007	102 007	0	0	0							
923733	923733-APPEVILLE ANEBAULT : EQUIPEMENT PUBLIC	Fondation	30 000	28 951	28 951	0	0	0	28 951	28 951	0	0	0							
923811	923811-BERNAY : PCU CENTRE VILLE	Fondation	340 000	46 739	46 739	0	0	0	46 739	46 739	0	0	0							
923817	923817-CITE DE COMMUNES DE BERNAY : COIRBERNE ZA	Fondation	218 868	218 868	218 868	0	0	0	218 868	218 868	0	0	0							
923820	923820-BERNAY VAIN PICHON	Fondation	408 000	398 491	398 491	0	0	0	398 491	398 491	0	0	0							
923822	923822-MENNEVAL HAMEAU DE TOUSSIE	Fondation	216 000	212 811	212 811	0	0	0	212 811	212 811	0	0	0							
923823	923823-BERNAY : LA CHARENTONNE	Fondation	1 700 000	166 332	166 332	0	0	0	166 332	166 332	0	0	0							
923824	923824-BERNAY HAMEAU DU GASTRE	Fondation	157 849	157 849	157 849	0	0	0	157 849	157 849	0	0	0							
923825	923825-BENNY LE CHATEL RUE DU PROG	Fondation	341 000	339 108	339 108	0	0	0	339 108	339 108	0	0	0							
924022	924022-PCU SUR EURE : DRU CENTRE VILLE	Fondation	1 250 000	614 239	614 239	0	0	0	614 239	614 239	0	0	0							
924030	924030-BREUIL-POINT : RUE VICTOR HUGO	Fondation	830 000	476 774	476 774	0	0	0	476 774	476 774	0	0	0							
924108	924108-CASE JAE STRUCTURANT LOUVIERS VAL DE REUIL	Fondation	6 626 000	4 561 696	4 561 696	0	185 000	185 000	4 561 696	3 859 870	0	1 061 239	1 061 239							
924110	924110-LOUVIERS : RUE MASSAGE	Fondation	1 028 877	1 028 828	1 028 828	0	0	0	1 028 828	1 028 828	0	0	0							
924112	924112-CASE : LOUVIERS SITE CINRAM	Fondation	4 130 000	3 624 450	3 624 450	0	330 000	330 000	3 624 450	3 624 450	0	330 000	330 000							
924113	924113-LOUVIERS "LES OISEAUX"	Fondation	360 000	328 199	233 199	0	0	0	233 199	233 199	0	0	0							
924114	924114-LE MAJOR SUR SEINE PLACE COMMUNALE	Fondation	386 000	356	356	0	0	0	356	356	0	0	0							
924115	924115-LOUVIERS RUE AUX HUILIERS / RUE TATIN	Fondation	174 000	152 818	136 000	0	0	0	136 000	150 460	153 748	0	0							
924116	924116-LOUVIERS "POLE SANTE"	Fondation	550 000	0	0	0	488 000	488 000	0	0	0	488 000	488 000							
924117	924117-LOUVIERS THOREL	Fondation	10 000	0	0	0	30 000	30 000	0	0	0	30 000	30 000							
924204	924204-POINT AUBIER CPA : FONDRIES ARCEMIES	Fondation	667 206	654 403	654 403	0	0	0	654 403	654 403	0	0	0							
924215	924215-ST GERMAIN VILLAGE/POINT AUBIER CPA	Fondation	272 759	272 814	272 814	0	0	0	272 814	272 814	0	0	0							
924217	924217-ST GERMAIN VILLAGE CPA	Fondation	308 592	305 592	305 592	0	0	0	305 592	305 592	0	0	0							

TABLEAU 9  
Opérations plurimodales - prévision  
Budget rectificatif 2017 n°1

Opération	Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision N										Prévision N+1 et suivantes					
				AE prévues les années antérieures à N	AE consommées pour les années antérieures à N	AE nouvelles ou reprises en N	TOTAL des AE consommées en N	CP prévues les années antérieures à N	CP consommées ou reportées en N	CP consommées en N	TOTAL des CP consommées en N	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2		
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
924220	924230-SERJOUVY	Fonctionnement	40 024	38 025	39 025	0	0	0	39 025	39 025	0	0	0						
924223	924223-ST GERMAIN VILLAGE COPA - CAFE LES TONNELLES	Fonctionnement	95 598	94 254	94 254	0	0	0	94 254	94 254	0	0	0						
924226	924226-POINT AUDEMER COPA - PARETERIE	Fonctionnement	1 787	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
924228	924228-POINT AUDEMER COPA - CARTONNERIE	Fonctionnement	410 000	407 348	407 348	0	0	0	407 348	407 348	0	0	0						
924230	924230-POINT AUDEMER - FERME DES PLACES EXTENSION	Fonctionnement	563 335	563 335	563 335	0	0	0	563 335	563 335	0	0	0						
924234	924234-ST GERMAIN VILLAGE COPA - CAFE DES CYCLISTES	Fonctionnement	157 000	152 326	152 326	0	0	0	152 326	152 326	0	0	0						
924236	924236-POINT AUDEMER - RUE CAMEL	Fonctionnement	559 593	559 593	559 593	0	0	0	559 593	559 593	0	0	0						
924237	924237-SERJOUVY RUE MAX CARPENTIER	Fonctionnement	79 000	77 440	77 440	0	0	0	77 440	77 440	0	0	0						
924241	924241-TROQUEVILLE RESTAURANT	Fonctionnement	110 000	82 693	82 693	0	0	0	82 693	82 693	0	0	0						
924242	924242-POINT AUDEMER - SECTEUR JULES FERRY	Fonctionnement	800 000	789 437	793 437	0	0	0	793 437	793 437	0	0	0						
924243	924243-ST GERMAIN VILLAGE COPA - IMBONNEMENT	Fonctionnement	446 000	444 055	444 055	0	0	0	444 055	444 055	0	0	0						
924244	924244-POINT AUDEMER - IMPR DIVAL-RENOUVELLEMENT URBAIN	Fonctionnement	629 000	623 175	623 175	0	0	0	623 175	623 175	0	0	0						
924245	924245-SAINT PAUL DE FOURQUES - PISTE D'ATHLETISME	Fonctionnement	79 000	46 535	46 535	0	0	0	46 535	46 535	0	0	0						
924246	924246-POINT AUDEMER - QUARTIER DU LUXEMBOURG	Fonctionnement	393 000	359 432	359 432	0	0	0	359 432	359 432	0	0	0						
924247	924247-POINT AUDEMER - ANCIEN THEATRE	Fonctionnement	75 000	71 605	71 605	0	0	0	71 605	71 605	0	0	0						
924249	924249-POINT AUDEMER - QUARTIER D'OLIVIERAN EXTENSION	Fonctionnement	270 000	253 670	253 670	0	0	0	253 670	253 670	0	0	0						
924255	924255-EPARGNES ROUTE DE POINT AUDEMER	Fonctionnement	739 000	715 900	723 276	0	0	0	723 276	723 276	0	0	0						
924260	924260-EZY SUR EURE HAUTE - VOIRIE ET LOGBEURS	Fonctionnement	111 000	105 000	104 833	0	6 500	6 500	104 833	98 000	0	0	0						
924261	924261-EZY SUR EURE FICHE GARCEAU	Fonctionnement	325 000	0	0	0	327 000	327 000	0	0	0	0	327 000						
924262	924262-TOURNY - COMMERCE LE LION D'OR	Fonctionnement	465 000	415 866	410 000	0	0	0	410 000	415 866	0	0	0						
924263	924263-SAINT OJEU DU TILLEUL - 9 RUE DE LA MAIRIE	Fonctionnement	175 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
924401	924401-BOURNEVILLE ZA COMMUNAUTAIRE	Fonctionnement	355 000	4 000	1 583	0	0	0	4 386	1 979	0	0	0						
924424	924424-GARE : LOUVERS ECOQUARTIER DE LA GARE	Fonctionnement	2 782 000	1 237 246	1 237 246	0	0	0	1 237 246	1 237 246	0	0	0						
924428	924428-GARE : QUARTIER DES FOUREES	Fonctionnement	588 000	588 000	588 000	0	0	0	588 000	588 000	0	0	0						
924429	924429-LOUVERS - FERME DE LA LONDE	Fonctionnement	2 350 000	0	0	0	455 180	455 180	0	0	0	0	474 000						
924430	924430-LOUVERS - DEM LUNE	Fonctionnement	550 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
924450	924450-POINT DE VARECHE PLACE ANSTIDE BRIAND	Fonctionnement	631 000	455 136	455 136	0	20 000	20 000	455 136	455 136	0	0	20 000						
924457	924457-VOINS LA FORET - EXTENSION ZONE URBAINE	Fonctionnement	160 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
924522	924522-OD EURE - VERNON VOIE VERTE	Fonctionnement	21 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
924523	924523-OD EURE - MANITTOUVENY - VOIE VERTE	Fonctionnement	16 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
924534	924534-CHARLEVAL : ECO QUARTIER ANCIENNE GARE	Fonctionnement	410 000	350 000	350 000	0	7 341	7 341	350 000	350 000	0	0	7 341						
924562	924562-CASNY - DPJ	Fonctionnement	600 000	587 237	840 237	0	259 000	259 000	747 237	587 237	0	0	259 000						
924563	924563-CASNY - ECOQUARTIER	Fonctionnement	230 000	142 439	142 439	0	0	0	142 439	142 439	0	0	0						
924567	924567-GALLON EXTENSION DU Cimetière	Fonctionnement	130 000	122 036	122 036	0	0	0	122 036	122 036	0	0	0						
924588	924588-COMCOM PAYS DU NEUBOURG VITOT ZAFC	Fonctionnement	114 000	114 000	114 000	0	4 000	4 000	114 000	114 000	0	0	4 000						
924589	924589-CALLON - "E-sa ATAC"	Fonctionnement	695 000	695 000	695 193	0	0	0	695 000	695 000	0	0	0						
924707	924707-SAINT ANDRE DE L'EURE RUE DE DREUX	Fonctionnement	458 000	458 064	458 064	0	0	0	458 064	458 064	0	0	0						
924708	924708-JOUI SUR EURE HABITAT	Fonctionnement	155 000	131 610	131 610	0	0	0	131 610	131 610	0	0	0						

Tableau 9 Page 18/19



POUR INFORMATION DE L'ORGANISME DELIBERANT

Soit par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes (a)  
 (a) - Version Intermédiaire - Projets en Admissibilité soumise au Régularité Budgétaire et Comptable

TABLEAU 9  
 Opérations pluriannuelles - prévision  
 Budget rectificatif 2017 N 1

Opération	Désignation	Nature	Prévision Cofinancement Répondant	Prévision N											Prévision N+1 et suivantes					
				AE ouvertes sur indifférence à N	AE consommées les années suivantes à N	AE programmées à N+1	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP quantiles à N	CP consommés les années suivantes à N	CP programmés à N+1	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2	
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	
926709	926709-ST ANDRE DE LA FERME - LOGEMENTS COLLECTIFS	Fondonnement	565 000	0	0	0	520 000	520 000	0	0	0	520 000	520 000							
926710	926710-COMMOU BOUQUET-ROULOU-BOSS ROGER 1 RUE REINE GROUVE	Fondonnement	150 000	0	150 000	0	8 650	8 650	0	150 000	0	8 650	8 650							
924801	924801-CROTH	Fondonnement	314 482	0	314 482	0	0	314 482	0	314 482	0	0	314 482							
924803	924803-CROTH - EX BÂTIMENT SCHOULAM - HABITAT	Fondonnement	23 000	0	0	0	20 000	20 000	0	0	0	20 000	20 000							
929300	929300-ACOUUGHY LOTISSEMENT	Fondonnement	105 500	0	0	0	0	0	0	91 520	0	0	0							
929308	929308-HONFLEUR - SITE ENDF	Fondonnement	475 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
926309	926309-LA FERTE MACÉ - ANCIEN SITE BRICOMARCHE	Fondonnement	600 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
926400	926400-QUISTREHAM - POINTE DU SIÈGE DUJ	Fondonnement	457 547	0	0	0	17 600	17 600	0	400 423	0	17 600	17 600							
926401	926401-QUISTREHAM - DUP REINE MATHILDE	Fondonnement	989 056	0	0	0	0	0	0	808 394	0	0	0							
926408	926408-QUISTREHAM : EXTENSION ZA MARESSOUER	Fondonnement	550 000	123	123	0	0	0	0	123	0	0	0							
926412	926412-SAINT ALBIS SUR MER - ZAD	Fondonnement	2 200 000	47 354	47 354	0	0	0	0	47 354	0	0	0							
926476	926476-CABALOR - BAUVENT EXTENSION ZAE	Fondonnement	545 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
926705	926705-DIVES SUR MER - RUE DE LAVENIR SINCIF	Fondonnement	67 289	0	0	0	0	0	0	67 289	0	0	0							
926706	926706-DIVES SUR MER QUARTIER DU PORT	Fondonnement	212 843	212 843	212 843	0	0	0	0	212 843	0	0	0							
926707	926707-BONNEVILLE LA LOUVERE EQUIPEMENTS PUBLICS ET HABITAT	Fondonnement	189 000	0	130 000	0	0	0	0	130 000	0	0	0							
926708	926708-DIVES SUR MER BEFFROI TRÉPIERNAUX	Fondonnement	10 000	0	0	0	10 000	10 000	0	0	0	10 000	10 000							
926726	926726-VARAVILLE STRUCTURE HOTELIERE ET LOGEMENTS	Fondonnement	569 000	0	560 000	0	7 236	7 236	0	560 000	0	7 236	7 236							
926738	926738-LIBRE	Fondonnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
926803	926803-SOULERS - ZAD HABITAT	Fondonnement	2 016 091	1 754 387	1 754 387	0	0	0	0	1 754 387	0	0	0							
926805	926805-CAEN LA MER - BOULEVARD WENGAND	Fondonnement	10 000 000	34	34	0	0	0	0	34	0	0	0							
926807	926807-CAEN LA MER - ZA LUZZARRO	Fondonnement	1 150 000	45 330	45 330	0	0	0	0	45 330	0	0	0							
926810	926810-CAEN LA MER - HERMAVILLE-LON	Fondonnement	113 304	113 304	113 304	0	0	0	0	113 304	0	0	0							
926813	926813-CAEN LA MER : FRS QUARTIER DE LA PLAINÉ - SEC N.E	Fondonnement	7 267 955	5 518 647	5 518 647	0	0	0	0	5 393 578	5 524 684	0	0							
926816	926816-CAEN LA MER - INNOVAPARC - VERA	Fondonnement	3 400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
926817	926817-SOULERS - CTE DE OUES SUD DE CAEN	Fondonnement	300 000	121 760	121 760	0	0	0	0	121 760	0	0	0							
926818	926818-SOULERS - EQUIPEMENTS SPORTIFS	Fondonnement	145 000	255 170	255 170	0	0	0	0	255 170	0	0	0							
926824	926824-ETREVILLE - CENTRE BOUQU	Fondonnement	500 000	210 940	210 940	0	0	0	0	210 940	0	0	0							
926827	926827-SAINTE HONORINE DU FAY - AMENAGEMENT CENTRE SPORTIF	Fondonnement	303 782	303 782	303 782	0	0	0	0	303 782	0	0	0							
926828	926828-SAINTE HONORINE DU FAY - MANOIR	Fondonnement	333 026	333 026	333 026	0	0	0	0	333 026	0	0	0							
926829	926829-CLECY - RUE GEORGES MOULTEY	Fondonnement	150 000	103 182	103 182	0	0	0	0	103 182	0	0	0							
926830	926830-CLECY - NOUVEAU QUARTIER	Fondonnement	240 000	145 305	145 305	0	0	0	0	145 305	0	0	0							
926831	926831-BOURQUEBUS - EXTENSION GROUPE SCHOULRE	Fondonnement	150 000	132 301	132 301	0	0	0	0	132 301	0	0	0							
926832	926832-CAEN LA MER - BRETTENVILLE & ECHANGEUR PÉPINIÈRES	Fondonnement	300 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
926833	926833-CAEN LA MER - BRETTENVILLE BASSIN DE NET DU VENOX	Fondonnement	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							
926835	926835-CARPOUET REMENAGEMENT DU CENTRE VILLE	Fondonnement	1 004 000	295 486	292 196	0	435 000	435 000	0	295 486	292 196	0	435 000							
926836	926836-COINTE INTERCOM - EXTENSION ZA	Fondonnement	710 600	544 607	544 607	0	0	0	0	544 607	544 607	0	0							
926837	926837-COUMBELLES HALLÉ SAMI	Fondonnement	10 000	0	0	0	10 000	10 000	0	0	0	10 000	10 000							
926903	926903-TOUVILLE SUR MER - RENOVATION URBAINE	Fondonnement	1 507 608	1 507 608	1 507 608	0	0	0	0	1 507 608	1 507 608	0	0							
926937	926937-TOUVILLE - PRESBYTÈRE	Fondonnement	610 000	605 667	605 667	0	0	0	0	605 667	605 667	0	0							



PLANNING FINANCIER DE L'OPERAIRE D'INTERCOM

A - Prévision détaillée des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes (a)

(a) - Version Intercommunale - Projet en Attente accord du Conseil Municipal et Comptable

TABLEAU 9  
Opérations pluriannuelles - prévision  
Budget rectificatif 2017 n°1

Opération	Nature	Colloca-tion	Prévision N										Prévision N+1 et suivantes						
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) + (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
			AE courants an-térieures à N	AE courants an-térieures à N	AE courants an-térieures à N	AE programmes ou recettes en €	AE courants en €	TOTAL des AE courants en €	CP courants an-térieures à N	CP courants an-térieures à N	CP programmes ou reports en N	CP courants en €	TOTAL des CP courants en €	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2
926939	926939-TOULOUS - REGRUPPEMENT SERVICES MUNICIPAUX	Fondonnement	247 300	233 166	233 166	0	0	233 166	233 166	233 166	0	0	0						
927019	927019-BAVEUX INTERCOM : ST MARTIN DES ENTREES-FRIDS	Fondonnement	500 000	380 000	20 000	0	0	380 000	320 000	320 000	0	0	0						
927030	927030-BEAMONT EN AUGE : LOTISSEMENT AEU	Fondonnement	750 000	682 577	682 577	0	0	682 577	682 577	682 577	0	0	0						
927030	927030-LE BREUIL EN AUGE HABITAT	Fondonnement	150 000	182 744	182 744	0	0	182 744	182 744	182 744	0	0	0						
927104	927104-ST MARTIN AUX CHATEAUX	Fondonnement	366 634	366 634	366 634	0	0	366 634	366 634	366 634	0	0	0						
927107	927107-POINT LEVEQUE QUARTIER VAUQUELIN	Fondonnement	586 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
927108	927108-RANVILLE RUE DE LA VALLEE	Fondonnement	686 000	686 000	0	0	686 000	686 000	686 000	686 000	0	0	0						
927132	927132-SONNEVILLE LA LOUETTE - EQUIPEMENTS PUBLICS	Fondonnement	453 310	453 465	453 465	0	0	453 465	453 465	453 465	0	0	0						
927318	927318-LION SUR MER : 240 HABITAT ET EQUIPEMENTS PUBLICS	Fondonnement	420 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
927319	927319-LION SUR MER : RUE VICTOR HUGO	Fondonnement	90 000	75 467	75 467	0	0	75 467	75 467	75 467	0	0	0						
927322	927322-LION SUR MER : VOIRIE STATIONNEMENT	Fondonnement	240 633	240 633	240 633	0	0	240 633	240 633	240 633	0	0	0						
927323	927323-VERSON CHEMIN DE LA VALLETTE	Fondonnement	278 000	0	0	0	278 000	278 000	0	0	0	278 000	278 000						
927324	927324-CAMBERNEN BATTIMENT RUE DES TILLETUS	Fondonnement	158 800	0	0	0	158 000	158 000	0	0	0	158 000	158 000						
927335	927335-SANT MARTIN DE FONTENY-MAENIE LEONARD GILLES	Fondonnement	123 000	0	0	0	123 000	123 000	0	0	0	123 000	123 000						
927336	927336-SOMMERIEU BATIMENT ACTIVITE	Fondonnement	10 000	0	0	0	10 000	10 000	0	0	0	10 000	10 000						
927403	927403-COURSEUILS SUR MER URBAINISATION FUTURE DRU	Fondonnement	4 772 627	3 320 671	3 320 671	0	0	3 320 671	3 320 671	3 320 671	0	0	3 320 671						
929530	929530-CHEIL SUR MER 103 RUE DE LA LIBERATION - DRU	Fondonnement	35 000	30 655	30 655	0	5 000	5 000	555	555	0	35 000	35 000						
930001	930001-BRETEUIL SUR TON - HABITAT	Fondonnement	475 000	244 848	244 848	0	0	244 848	244 848	244 848	0	0	0						
930002	930002-BRETEUIL SUR TON RUE DES PEUPLIERS	Fondonnement	120 000	111 810	111 810	0	0	111 810	111 810	111 810	0	0	0						
930021	930021-VERNEUIL SUR AIRE : LA MARE ANOUEDE	Fondonnement	330 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
930023	930023-VERNEUIL SUR AIRE - CARREFOUR MARNET	Fondonnement	228 000	0	0	0	285 000	285 000	0	0	0	285 000	285 000						
930034	930034-TOURVILLE LA CAMPAGNE : LOTISSEMENT	Fondonnement	170 424	170 424	170 424	0	0	170 424	170 424	170 424	0	0	0						
930104	930104-COCHES EN OUCHE : ZA LES PRETES	Fondonnement	450 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
930105	930105-COCHES EN OUCHE : RUE FRANCOIS REDORCHEMONT	Fondonnement	215 000	213 925	213 925	0	0	213 925	213 925	213 925	0	0	0						
930106	930106-COMCOM PAYS DE COCHES - COCHES EN OUCHE - USMECO	Fondonnement	75 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
940001	940001-CONSEIL GENERAL DU CALVAOS - MOULINEK	Fondonnement	2 028 624	2 028 774	2 028 774	0	0	2 028 774	2 028 774	2 028 774	0	0	0						
940041	940041-ST SULPICE DE GRIMBOVILLE	Fondonnement	125 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
940042	940042-BREVILLE SUR MER FERME DU CHALET	Fondonnement	407 000	405 285	405 285	0	0	405 285	405 285	405 285	0	0	0						
940044	940044-ST SULPICE DE GRIMBOVILLE	Fondonnement	76 000	73 989	73 989	0	0	73 989	73 989	73 989	0	0	0						
940045	940045-LE NEIBOURG LA MAISON NEUVE	Fondonnement	374 000	0	350 000	0	0	350 000	0	0	0	10 000	10 000						
940085	940085-LEBREUX - PLATBAU DE ROCQUES	Fondonnement	301 397	1 491 193	1 491 193	0	0	1 491 193	1 491 193	1 491 193	0	0	0						
940096	940096-LITTECOM - LOT REGINA	Fondonnement	2 500 000	297 409	297 409	0	0	297 409	297 409	297 409	0	0	0						
940097	940097-CAMBERNEN - GARAGE HERNILLY	Fondonnement	188 034	188 034	188 034	0	37 000	37 000	188 034	188 034	0	37 000	37 000						
940096	940096-COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BRIONNE ZA MAISON ROUGE	Fondonnement	487 766	487 766	487 766	0	0	487 766	487 766	487 766	0	0	0						
940097	940097-MANVILLE-SUR-RISLE CONSEIL GENERAL 27	Fondonnement	163 973	163 073	163 073	0	0	163 073	163 073	163 073	0	0	0						
940098	940098-BRIONNE - MIXTE HABITAT ET ACTIVITES	Fondonnement	265 000	267 805	267 805	0	0	267 805	267 805	267 805	0	0	0						
940098	940098-BRIONNE - MIXTE HABITAT ET ACTIVITES	Fondonnement	400 000	37 000	37 000	0	65 000	65 000	37 000	37 000	0	65 000	65 000						
95011	95011-SENTIER UTILITAIRE DU BESSIN	Fondonnement	507 347	397 842	480 892	0	0	450 020	454 571	454 571	0	0	0						

Tableau 9 - Page 12/19

TABIEAU 9  
Opérations plurimodales - prévision  
Budget rectificatif 2017 n°1

Pour information de l'organisme délégataire  
Sont en opération (ou par programmation d'opérations) une autorisation d'engagement, des crédits de paiement et des recettes (a)  
a) Version définitive - Projet de lettre de conseil de l'agent budgétaire et comptable

Opération	Opération	Nature	Prévision Cotisation de répartition	Prévision N										Prévision N+1 et suivantes					
				AE ouvertes les années N	AE consommées les années N	AE consommées les années N à souppes en N	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N en €	CP ouvertes les années N	CP consommées les années N	CP consommées les années N à souppes en N	CP nouvelles ouvertes en N	TOTAL des CP ouvertes en N en €	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
960026	960026-ST GERMAIN DE TALLEVILLE : EQUIPEMENTS SPORTIFS	Fondonnement	26 000	22 596	22 596	0	0	0	22 596	22 596	0	0	0	0					
960037	960037-ST GERMAIN DE TALLEVILLE : LOTISSEMENT	Fondonnement	145 000	142 359	142 359	0	0	0	142 359	142 359	0	0	0	0					
960072	960072-SAINT ANDRE DE L'EURE LE BUISSON FALLU	Fondonnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
960073	960073-VALLETO	Fondonnement	157 633	157 633	157 633	0	0	0	157 633	157 633	0	0	0	0					
960074	960074-VANDIMARE : EQUIPEMENTS PUBLICS	Fondonnement	131 000	125 000	125 000	0	0	0	125 000	125 000	0	0	0	0					
960075	960075-BELZEVILLE SITES BEAUCAMP & CIS	Fondonnement	10 000	0	0	0	10 000	10 000	0	0	0	0	10 000	10 000					
960001	960001-VIRE : CTE DE COMMUNES LA DOUJEE	Fondonnement	2 477 397	304 114	312 490	0	0	0	305 690	312 490	0	0	0	0					
960003	960003-TOURVILLE SUR SENNE : LOGEMENT	Fondonnement	229 419	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
960000	960000-DIEPPE : ZAC DIEPPE SUD	Fondonnement	11 002 678	6 491 336	6 491 336	0	273 000	273 000	6 491 336	6 491 336	0	0	273 000	273 000					
960007	960007-DIEPPE MARITIME : MARTIN EGLISE EUROCHANEL	Fondonnement	1 292 353	737 000	28 679	0	0	0	737 000	750 748	0	0	0	0					
960016	960016-NEVILLE LES DIEPPE 2 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	Fondonnement	400 000	26 484	26 485	0	0	0	26 097	26 485	0	0	0	0					
960017	960017-DIEPPE MARITIME : MARTIN EGLISE EUROCHANEL II	Fondonnement	534 981	0	24 383	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
960019	960019-DIEPPE MARITIME : DIEPPE EX SITE CANS DENIS	Fondonnement	800 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
960022	960022-VANDIMARE SUR MER : ROUTE DE DIEPPE	Fondonnement	340 000	323 945	323 945	0	0	0	323 945	323 945	0	0	0	0					
960024	960024-EU : COMMERCÉ	Fondonnement	63 000	63 000	55 000	0	0	0	63 000	55 000	0	0	0	0					
960025	960025-CTE SANCOURTIE SUR MER RECOGNITION BUNGALOWS	Fondonnement	465 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
960103	960103-EU : LES PRES SALES SUD	Fondonnement	274 844	271 948	271 948	0	0	0	271 948	271 948	0	0	0	0					
960104	960104-RESNOV FOLNY HABITAT	Fondonnement	69 000	0	0	0	34 000	34 000	0	0	0	0	34 000	34 000					
960000	960000-ARQUES LA BATAILLE : PERIMETRE VOIE PRIVEE DPU	Fondonnement	599 023	118 843	118 843	0	0	0	118 843	118 843	0	0	0	0					
960021	960021-ST NICOLAS D'ALBERNON : RUE DE MILAN	Fondonnement	965 000	669 189	669 189	0	0	0	669 189	669 189	0	0	0	0					
960001	960001- LA CHAUSSEE NOUVELLE EMARIE	Fondonnement	130 000	112 033	112 033	0	0	0	112 033	112 033	0	0	0	0					
960002	960002- LA POTRIE CAP D'ANTIFER LOGEMENT COMMUNAL	Fondonnement	67 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
960003	960003-FECAMP : DRU FECAMP DES DEBANS	Fondonnement	4 000 000	1 355 415	1 355 415	0	0	0	1 355 415	1 355 415	0	0	0	0					
960005	960005-FECAMP : CPM RIJ LOT BERNIVY	Fondonnement	1 250 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
960006	960006-SAINT LEONARD : HABITAT	Fondonnement	390 000	0	307 319	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
960007	960007-SAINT LEONARD :SALLE POLYVALENTE	Fondonnement	192 000	0	0	0	192 000	192 000	0	0	0	0	192 000	192 000					
960008	960008-TOURVILLE LA RIVIERE :BOUS-BOCQUET	Fondonnement	333 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
960006	960006-SAINT AUBIN SUR SOIE EMPLOIEMENT RESERVE	Fondonnement	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
960008	960008-MONTIGNY : HABITAT	Fondonnement	1 800 000	173 534	173 534	0	0	0	173 534	173 534	0	0	0	0					
960009	960009-DIEPPE : PROPRIETE REAULT	Fondonnement	1 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
960010	960010-TOTES : URBANISATION	Fondonnement	153 464	153 464	153 464	0	0	0	153 464	153 464	0	0	0	0					
960012	960012-DIEPPE : REAULT OCCASION	Fondonnement	720 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
960011	960011-TOTES STATIONNEMENTS	Fondonnement	170 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
960013	960013-DIEPPE : BOMARINE	Fondonnement	900 000	744 305	756 838	0	0	0	748 167	756 838	0	0	0	0					
960014	960014-DIEPPE : ROUTE DE BONNE NOUVELLE	Fondonnement	190 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
960015	960015-VERVILLE AMEUBLEMENT MAITE HABITAT/EQUIPEMENTS	Fondonnement	240 500	240 076	240 076	0	0	0	240 076	240 076	0	0	0	0					
960016	960016-TOTES : RUE DES FORNIERES	Fondonnement	57 750	56 396	56 396	0	0	0	56 396	56 396	0	0	0	0					
960018	960018-CCI FECAMP BOULEVARD-FECAMP BÂTIMENT DES DOUANES	Fondonnement	267 000	465 225	465 225	0	0	0	465 225	465 225	0	0	0	0					
960019	960019-BOIS-HABITAT	Fondonnement	167 000	159 670	162 269	0	0	0	160 329	162 269	0	0	0	0					

Tableau 9 - Page 12/19



Tableau 5 - Page 14/15

Opération	Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision										Prévision N+1 et suivantes						
				(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
				AE courantes et antérieures à N	AE programmées à N	AE antérieures à N	AE programmées à N	AE en €	AE en €	AE en €	AE en €	AE en €	AE en €	AE en €	AE en €	AE en €	AE en €	AE en €	AE en €	
960520	960520- PARC DANXOT "CLOS MASURE"	Fonctionnement	420 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960521	960521-DIEPPE OPAH-RUE LE ROYAL	Fonctionnement	411 000	1 262 001	1 262 001	0	0	1 262 001	1 262 001	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960522	960522-DIEPPE OPAH-RUE TOUR AUX CHABES	Fonctionnement	365 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960523	960523-DIEPPE OPAH-RUE DOUZEUSE	Fonctionnement	110 000	110 240	110 240	0	0	110 240	110 240	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960524	960524-DIEPPE OPAH-RUE DISCELEURS	Fonctionnement	367 000	76 906	76 906	0	0	76 906	76 906	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960525	960525-DIEPPE OPAH-RUE SAINT REMY	Fonctionnement	182 000	184 805	184 805	0	0	184 805	184 805	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960526	960526-DIEPPE OPAH-RUE DES MARCHAUX	Fonctionnement	66 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960527	960527-DIEPPE OPAH-RUE PECQUET	Fonctionnement	115 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960528	960528-DIEPPE OPAH-RUE CUIERIER	Fonctionnement	225 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960529	960529-NEUILLE-FERRIERES "CENTRE BOURG"	Fonctionnement	105 000	89 096	89 096	0	0	89 096	89 096	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960530	960530-TOURVILLE LES FRS "LOTISSEMENT COMMUNAL"	Fonctionnement	246 000	217 065	220 198	0	0	217 065	220 198	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960531	960531-OPAH RUE DES BONNES FEMMES	Fonctionnement	75 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960532	960532-DIEPPE OPAH RUE GUSTAVE ROUAUD ET RUE DE LEFÈRE	Fonctionnement	70 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960533	960533-DIEPPE OPAH RUE DES MAILLOTS	Fonctionnement	112 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960534	960534-DIEPPE : SITE LEBON - VINCO	Fonctionnement	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960535	960535-DIEPPE : HALLE A TABACS	Fonctionnement	1 420 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960703	960703-LEBEUF IMMEUBLE EDP GDF	Fonctionnement	1 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
960734	960734-NONANCOURT PARKING DE LA GARE	Fonctionnement	65 000	62 388	62 388	0	0	62 388	62 388	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
962735	962735-NONANCOURT URBANISATION	Fonctionnement	104 000	102 479	102 479	0	0	102 479	102 479	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
962736	962736-NOTRE DAME DE LISLE BAR RESTAURANT LESTYMANET	Fonctionnement	295 000	223 000	193 000	0	58 105	58 105	58 105	203 000	193 000	0	58 105	58 105	58 105	58 105	58 105	58 105	58 105	58 105
962737	962737-NONANCOURT SILO DE LA COOPERATIVE AGRICOLE	Fonctionnement	31 500	30 000	30 000	0	1 500	1 500	1 500	30 000	30 000	0	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
962738	962738-PTRES REGROUPEMENT SCOLAIRE ET MATHÉTIQUE	Fonctionnement	207 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
962802	962802-PRÉY : ANCIENNE GARE SNCF	Fonctionnement	65 000	62 910	62 910	0	0	62 910	62 910	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
962803	962803-NEUILLES HABITAT	Fonctionnement	362 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
962804	962804-ST OIEN DU TILIEU RUE DE LA MARIE	Fonctionnement	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
967677	967677-AMALLE : MOULIN LAMBOTTE	Fonctionnement	132 439	132 439	132 439	0	0	132 439	132 439	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
970402	970402-COM COM : PAYS BELLEMS SENGNY	Fonctionnement	202 786	236 795	236 795	0	0	236 795	236 795	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
970409	970409-LAIGLE IMV	Fonctionnement	1 145 135	1 145 135	1 145 135	0	0	1 145 135	1 145 135	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
970410	970410-CARROUGES LOGEMENTS	Fonctionnement	72 451	72 451	72 451	0	0	72 451	72 451	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
970412	970412-LA BRICHOE SOUS LUGE : CENTRE BOURG	Fonctionnement	25 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
970413	970413-COM COM DU PAYS DE LAIGLE : ZA DE LA FERONDIÈRE	Fonctionnement	766 222	766 222	766 222	0	0	766 222	766 222	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
970414	970414-JUVIGNY SOUS ANDANNE : BOULANGERIE	Fonctionnement	58 000	51 535	51 535	0	0	51 535	51 535	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
970415	970415-SILLY EN COUFFRÈRE "REGULAIUM"	Fonctionnement	285 000	33 940	54 089	0	0	54 089	54 089	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
970416	970416-BOURBONVILLE EQUIPEMENT PUBLIC	Fonctionnement	2 050 500	183 342	180 000	0	95 000	95 000	95 000	180 456	183 342	0	95 000	95 000	95 000	95 000	95 000	95 000	95 000	95 000
970417	970417-FLEURY SUR ORNE - LOGEMENTS SOCIAUX	Fonctionnement	2 050 500	1 955 000	1 905 000	0	0	1 905 000	1 905 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
970418	970418-ALENGON : CHATEAU DES DUCS ANCIENNE PRISON	Fonctionnement	48 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
970419	970419-SAINT EMOULT NOTRE DAME DU BOS : AMEUBLEMENT MAIRIE ET SALLE ASSOCIATIVE	Fonctionnement	107 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
976643	976643-LA NEUVILLE CHANT DOIGEL RUE DES ANDELYS	Fonctionnement	182 803	182 803	182 803	0	0	182 803	182 803	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

TABLEAU 9  
Opérations pluriannuelles - prévision  
Budget rectificatif 2017 n°1

TABLEAU 8  
Opérations pour dépenses - prévision  
Budget rectificatif 2017 n°1

Sur la opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des restes à payer  
A - Travaux d'entretien, d'entretien et de crédits de paiement  
(a) - Travaux d'entretien - Projets en Attente de la décision du conseil municipal

Opération	Opération	Nature	Prévision	Prévision N										Prévision N+1 et suivantes						
				AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE programmées les années antérieures à N	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N en €	CP courtes les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP programmés les années antérieures à N	CP nouveaux ouverts en N en €	TOTAL des CP en N en €	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2	
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	
976844	976844-LA NEUVILLE CHANT DOISEL AMONT CENTRE BOURG	Fonctionnement	145 000	127 144	127 144	0	0	0	127 144	127 144	0	0	0	0						
980001	980001-EQUEURENNEVILLE HANNEVILLE : LOT BICARD	Fonctionnement	250 000	145 529	145 529	0	0	0	145 529	145 529	0	0	0	0						
980004	980004-EQUEURENNEVILLE HANNEVILLE : LOT JOUHAUKEP	Fonctionnement	230 334	231 597	231 597	0	0	0	231 597	231 597	0	0	0	0						
980106	980106-TOURNEVILLE : DPU	Fonctionnement	18 295	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
980107	980107-LES PIEUX PARC D'ACTIVITE DES COSTILS	Fonctionnement	1 500 000	121 357	121 357	0	0	0	121 357	121 357	0	0	0	0						
980108	980108-BREHAY : ZAD	Fonctionnement	705 399	160 398	160 398	0	0	0	160 398	160 398	0	0	0	0						
980112	980112-TOURVILLE PA LE COLLIGNON	Fonctionnement	729 399	728 920	728 920	0	0	0	728 920	728 920	0	0	0	0						
980114	980114-TOLLEVAST	Fonctionnement	101 879	101 879	101 879	0	0	0	101 879	101 879	0	0	0	0						
980115	980115-1ERSIERS ESPACES DE STATIONNEMENT	Fonctionnement	90 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
980116	980116-1ERSIERS ANCIENNE GENDARMERIE	Fonctionnement	143 981	166 353	166 353	0	0	0	166 353	166 353	0	0	0	0						
980150	980150-ACQUEVILLE	Fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
980151	980151-SIBRECEY - COMMERCE-EQUIPEMENT PUBLIC	Fonctionnement	265 000	222 770	223 042	0	0	0	222 770	223 042	0	0	0	0						
980203	980203-CAHOLLES : EQUIPEMENTS PUBLICS	Fonctionnement	130 000	11 606	11 606	0	0	0	11 606	11 606	0	0	0	0						
980204	980204-CAHOLLES : CAMPING	Fonctionnement	380 000	21 794	21 794	0	0	0	21 794	21 794	0	0	0	0						
980205	980205-CHARENTAIS SITE CLORA	Fonctionnement	1 753 824	1 753 824	1 753 824	0	0	0	1 753 824	1 753 824	0	0	0	0						
980207	980207-TOURVILLE SUR SIENE : COMMERCE	Fonctionnement	211 251	211 251	211 251	0	0	0	211 251	211 251	0	0	0	0						
980208	980208-CHARENTAIS - LOGEMENTS	Fonctionnement	257 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
980209	980209-SANT PLAGNIERS : ZAC - HABITAT	Fonctionnement	667 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
980210	980210-ST MARTIN-DES-CHAMPSZ LES BROUSSETTES	Fonctionnement	635 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
980211	980211-SANT MARTIN DES CHAMPS HABITAT	Fonctionnement	367 610	375 000	355 641	0	0	0	355 641	355 641	0	0	0	0						
980212	980212-THERVAL HERBERGION EXTENSION CHATEFERE	Fonctionnement	42 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
980213	980213-VAINS FEMME CASSIN	Fonctionnement	150 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
980214	980214-THERVAL LOTISSEMENT	Fonctionnement	138 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
980230	980230-CITE DE COMMUNES LA HAYE DU PUTSZA ST SYMPOREIN	Fonctionnement	565 000	417 501	417 501	0	0	0	417 501	417 501	0	0	0	0						
980205	980205-NEVILLE PARC RICHELIEU	Fonctionnement	173 000	173 000	173 000	0	0	0	173 000	173 000	0	0	0	0						
980306	980306-COUTANCES : HABITAT	Fonctionnement	135 000	122 116	122 116	0	0	0	122 116	122 116	0	0	0	0						
980307	980307-COMMUNAUTE DU BOUQUE COUTANCES SAMP	Fonctionnement	465 000	0	0	0	300 000	300 000	0	0	0	300 000	300 000	0						
980349	980349-ST ETIENNE LA THILAYE : REGRUPPEMENT SCOLAIRE	Fonctionnement	108 427	108 427	108 427	0	0	0	108 427	108 427	0	0	0	0						
980351	980351-ST MARTIN DE BONFOISE	Fonctionnement	220 000	124 345	124 345	0	0	0	124 345	124 345	0	0	0	0						
980353	980353-CITE DE COMMUNES PAYS GRANVILLEZ ZA ST PLAGNIERS	Fonctionnement	1 400 000	1 048 721	1 048 721	0	0	0	1 048 721	1 048 721	0	0	0	0						
980354	980354-COMMUNAUTE DE COMMUNES D'AVRANCHES : EX SITE KOKAK	Fonctionnement	350 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
980355	980355-DONVILLE LES BAINS LA HERBERDIERE	Fonctionnement	670 000	657 198	657 198	0	0	0	657 198	657 198	0	0	0	0						
980356	980356-RADOS LA PARMENTIERE	Fonctionnement	65 000	63 000	62 125	0	0	0	62 125	62 125	0	0	0	0						
980357	980357-CITE AGLO DU COTENTIN - VALOGNES ANCIENNE CASERNE	Fonctionnement	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
980361	980361-MONT TOIE SAINT MARTIN	Fonctionnement	43 000	44 823	44 823	0	0	0	44 823	44 823	0	0	0	0						
980380	980380-MANCY-LES-GRIEVS	Fonctionnement	155 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
980383	980383-LA ANOPE D'AROU - LOTISSEMENT	Fonctionnement	67 215	67 143	67 143	0	0	0	67 143	67 143	0	0	0	0						
980384	980384-SANT SAISON DE BONFOISE : POLE COMMERCIAL	Fonctionnement	150 132	150 132	150 132	0	0	0	150 132	150 132	0	0	0	0						
980401	980401-CUC : EQUEURENNEVILLE HANNEVILLE CHEMIN DE GAST	Fonctionnement	700 000	29	29	0	0	0	29	29	0	0	0	0						



TABLEAU 9  
Opérations pluriannuelles - prévision  
Budget rectificatif 2017 n°1

Opération	Opération	Nature	Prévision Coût total de l'opération	Prévision N										Prévision Net et suivantes				
				(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	AE prévues en N-1	CP prévues en N-2	AE prévues en N-2	CP prévues en N-2	
980402	980402-CUC : CHERBOURG MONTURBERT-GRMIESEL	Fonctionnement	2 159 883	2 101 403	0	0	2 101 403	0	2 101 403	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980403	980403-CUC : LA GLACIERE LA MARE A CANARDS SUD	Fonctionnement	170 000	108 252	0	0	108 252	0	108 252	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980407	980407-CUC : TOURLAVILLE HAMEAU OUEVILLON	Fonctionnement	300 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980408	980408-CUC : TOURLAVILLE HOTEL GIFFARD SUD	Fonctionnement	100 000	9 452	0	0	9 452	0	9 452	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980409	980409-CUC : CHERBOURG-OCTEVILLE LANDE PRAIRIE	Fonctionnement	290 000	132 347	0	0	132 347	0	132 347	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980410	980410-CUC : CHERBOURG OCTEVILLE LOUP PENOU	Fonctionnement	530 000	85 603	0	0	85 603	0	85 603	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980411	980411-QUERQUEVILLE MOULINS A HUILE	Fonctionnement	310 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980412	980412-QUERQUEVILLE VIGNERES	Fonctionnement	150 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980413	980413-CUC : QUERQUEVILLE VAL FLORIS MESSENT	Fonctionnement	392 554	392 554	0	0	392 554	0	392 554	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980414	980414-QUERQUEVILLE MESLERS SUD	Fonctionnement	610 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980415	980415-LA GLACIERE SCHWEITZER CLOUANT	Fonctionnement	390 000	304 050	0	0	304 050	0	304 050	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980416	980416-CUC : LA GLACIERE LA MARE AUX CANARDS NORD	Fonctionnement	300 000	12 528	0	0	12 528	0	12 528	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980417	980417-CUC : TOURLAVILLE HOTEL GIFFARD NORD	Fonctionnement	295 974	284 484	0	0	284 484	0	284 484	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980418	980418-CUC : TOURLAVILLE HOTEL GIFFARD NORD	Fonctionnement	774 743	853 119	0	0	853 119	0	853 119	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980420	980420-EQUEURVILLE EXTENSION BENEIERE	Fonctionnement	300 000	707 116	0	0	707 116	0	707 116	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980421	980421-CUC : EQUEURVILLE TOT SUD - MARGANNES	Fonctionnement	190 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980422	980422-EQUEURVILLE HAINNEVILLE - HAINNEVILLE HAUT	Fonctionnement	224 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980427	980427-CUC : TOURLAVILLE BREQUEVAL	Fonctionnement	256 000	61 515	0	0	61 515	0	61 515	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980428	980428-QUERQUEVILLE EQUIPEMENT PUBLIC ET TERTIAIRE	Fonctionnement	390 000	295 295	0	0	295 295	0	295 295	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980429	980429-EQUEURVILLE HAINNEVILLE CENTRE DE SECOURS	Fonctionnement	150 000	29	0	0	29	0	29	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980430	980430-TOURLAVILLE CENTRE DE SECOURS	Fonctionnement	1 625 000	71 960	0	0	71 960	0	71 960	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980431	980431-QUERQUEVILLE SITE SIMON	Fonctionnement	438 579	830 000	0	0	830 000	0	830 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980500	980500-LE TANG-BERTRAND DPU URBANISATION	Fonctionnement	0	383 182	0	0	383 182	0	383 182	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980502	980502-NEGREVILLE DPU : EXTENSION DURBANISATION	Fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980504	980504-CEAUX : LOTISSEMENT	Fonctionnement	30 000	21 110	0	0	21 110	0	21 110	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980506	980506-CITE CHES DU MORTAINAIS : LE TELLEUL "COMMERCE"	Fonctionnement	47 820	47 820	0	0	47 820	0	47 820	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980508	980508-SIGNY LE BUAT "PRESBYTERE"	Fonctionnement	122 000	91 823	0	0	91 823	0	91 823	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980509	980509-TIREPIED "LOTISSEMENT COMMUNAL"	Fonctionnement	275 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980510	980510-COCOUFANCES MER ET BOUAGE GUARNY ANCIENNE	Fonctionnement	146 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980511	980511-COCOUFANCES MER ET BOUAGE GUARNY ANCIENNE	Fonctionnement	42 000	4 862	0	0	4 862	0	4 862	0	0	0	0	0	0	0	0	0
98050931	98050931-COM COM GISORS : GENS DU VOYAGE	Fonctionnement	21 539	1 669 904	0	0	1 669 904	0	1 669 904	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980502	980502-LE HAIRE : PARC DE ROUELLES - NC	Fonctionnement	1 439 015	1 439 015	0	0	1 439 015	0	1 439 015	0	0	0	0	0	0	0	0	0
980401	980401-LILLEBOINE DPU EXTENSION - NC	Fonctionnement	11 871 781	11 871 781	0	0	11 871 781	0	11 871 781	0	0	0	0	0	0	0	0	0
91	91-LE VAUDREUIL VILLE NOUVELLE - NC	Fonctionnement	11 843 375	2 619 594	0	0	2 619 594	0	2 619 594	0	0	0	0	0	0	0	0	0
910001	910001-VAL DE REUIL - AFTRP - NC	Fonctionnement	4 805 886	2 984 580	0	0	2 984 580	0	2 984 580	0	0	0	0	0	0	0	0	0
920000	920000-SAD MESNIL ROUX - NC	Fonctionnement	2 940 960	2 949 306	0	0	2 949 306	0	2 949 306	0	0	0	0	0	0	0	0	0
920220	920220-SAD DE LA LEZARDE	Fonctionnement	2 567 351	87 712	0	0	87 712	0	87 712	0	0	0	0	0	0	0	0	0
920221	920221-SAD DE LA MONTAIDE - NC	Fonctionnement	381 123	123 232	0	0	123 232	0	123 232	0	0	0	0	0	0	0	0	0
920813	920813-VILLEQUIER : CTE DE COMMUNES CAUDEBEC - NC	Fonctionnement	125 008	123 232	0	0	123 232	0	123 232	0	0	0	0	0	0	0	0	0



PLANS INCORPORATION DE LOGICIELS DE BUREAU  
 A - Prévision d'investissement (opération) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes (A)  
 B - Prévision de budget (opération) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes (B)  
 (A - B) - Néon Intermediaire - Profil et Avenir connecté au logiciel Budgetaire et comptable

TABIEAU 9  
 Opérations pluriannuelles - prévision  
 Budget rectificatif 2017 n°1

Opération	Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision N											Prévision N+1 et suivantes				
				AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N en €	CP sur les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP	CP nouveaux ouverts en N en €	TOTAL des CP ouverts en N en €	AE en N+1	CP en N+1	AE en N+2	CP en N+2	AE en N+2	CP en N+2
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)			
923100	923100-LE FOUAIS : ACQUISITIONS D'OPPORTUNITÉ - NC	Fonctionnement	386 434	386 434	386 434	0	0	0	386 434	386 434	0	0	0	0	0	0	0		
923701	923701-VAL DE REUIL - NC	Fonctionnement	731 755	693 952	693 952	0	0	0	693 952	693 952	0	0	0	0	0	0	0		
923710	923710-LERY : LE HETRE ST OUEN - NC	Fonctionnement	752	752	752	0	0	0	752	752	0	0	0	0	0	0	0		
926200	926200-LA RIVIERE ST SAUVEUR - ZAD - NC	Fonctionnement	294 033	294 033	294 033	0	0	0	294 033	294 033	0	0	0	0	0	0	0		
94000	94000-COURVILLE LA RIVIERE-COLEN - NC	Fonctionnement	1 582 351	1 582 351	1 582 351	0	0	0	1 582 351	1 582 351	0	0	0	0	0	0	0		
95001	95001-BAGE LERY - POSES - TOURNECOS - NC	Fonctionnement	4 234 689	4 234 689	4 234 689	0	0	0	4 234 689	4 234 689	0	0	0	0	0	0	0		
21438401	21438401-LUC SUR MER	Fonctionnement	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
31408901	31408901-AMFRESVILLE CENTRE SOUS PFRH	Fonctionnement	180 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
31427101	31427101-FLEURY SUR ORNE RTE DIHACQUET PFRH	Fonctionnement	520 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
31438401	31438401-LUC SUR MER	Fonctionnement	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
31482001	31482001-SANT HONORINE DU FAY	Fonctionnement	4 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
32711601	32711601-BRONNE PFRH	Fonctionnement	270 000	132 309	52 795	0	0	0	132 309	46 659	0	0	0	0	0	0	0		
3273201	3273201-HEUDEBOVILLE - LE MANOIR DU SANG MELE	Fonctionnement	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
32746702	32746702-PONT AUDEMER : ANGEN CHENBA	Fonctionnement	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
32746703	32746703-PONT AUDEMER : L'OT CALABRESE	Fonctionnement	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
3278601	3278601-TILLERES SUR AVRE (PFRH)	Fonctionnement	550 000	753 741	779 471	0	0	0	753 741	779 471	0	0	0	0	0	0	0		
35059601	35059601-CARBENTIM	Fonctionnement	262 500	240 501	13 079	0	0	0	240 501	9 459	0	0	0	0	0	0	0		
35010001	35010001-CARNET PLACE DE LA MARIE	Fonctionnement	70 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
35038401	35038401-FRERES ANCIENNE GENOAIERIE PFRH	Fonctionnement	300 000	3 951	71 244	0	0	0	13 951	70 895	0	0	0	0	0	0	0		
35041001	35041001-PONTFOSON	Fonctionnement	5 000	0	0	0	0	0	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0		
35048401	35048401-SANT HILAIRE DU HARCQUET - 69-52 RUE REPUBLICAUE	Fonctionnement	20 000	67 910	0	0	0	0	69 910	0	0	0	0	0	0	0	0		
35048402	35048402-SANT HILAIRE DU HARCQUET - 37-39 RUE REPUBLICAUE	Fonctionnement	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
36115301	36115301-ECOLINE - 79 RUE DES TROIS FRERES TERRIER	Fonctionnement	20 000	0	14 869	0	0	0	5 000	10 960	0	0	0	0	0	0	0		
36115302	36115302-ECOLINE - 1915 RUE DES TROIS FRERES TERRIER	Fonctionnement	20 000	0	6 450	0	0	0	6 450	0	0	0	0	0	0	0	0		
36146001	36146001-LE SAP RUE DU COMMERCE	Fonctionnement	210 000	116 398	35 000	0	0	0	201 064	0	0	0	0	0	0	0	0		
37613101	37613101-LA BOULLE - 5 RUE DU COC	Fonctionnement	20 000	0	3 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
37613102	37613102-LA BOULLE - 2 et 4 RUE DE LA REPUBLICAUE	Fonctionnement	20 000	0	3 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
37616401	37616401-RIVES EN SENIE - BEGU	Fonctionnement	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
3768401	3768401-LLEBONNE - PLACE DU GENERAL DE GAULLE	Fonctionnement	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
0PE2016040	0PE2016040-PERFUSION ETUDES	Intervention	46 000	46 000	0	0	0	0	46 000	0	0	0	0	0	0	0	0		
0PE201016	0PE201016-SPLA CAEN RESOLUTION - CAEN - NISPLA CAE	Intervention	100 000	0	0	0	0	0	22 917	0	0	0	0	0	0	0	0		
0PE201023	0PE201023-AMENAGEMENT ENTREE DE VILLE - ARQUES LA BATAILLE - NYRABAVAIL	Intervention	75 000	0	0	0	0	0	60 000	0	0	0	0	0	0	0	0		
0PE201024	0PE201024-SECOURS DE LA GARE - BIEUL - BIEULPONT - NZVUELER	Intervention	80 000	66 667	108	0	0	0	66 667	108	0	0	0	0	0	0	0		
0PE201025	0PE201025-CENTRE BOURG - FLEURY SUR ORNE	Intervention	70 000	0	56 675	0	0	0	57 064	56 675	0	0	0	0	0	0	0		
0PE201026	0PE201026-MARS INDUSTRIE - INCHEVILLE	Intervention	75 000	0	23 975	0	0	0	18 720	23 975	0	0	0	0	0	0	0		
0PE201027	0PE201027-BARENTIN ETUDE DE FASABULTE DU SITE CAMPREUX - NYRABACAMP	Intervention	71 750	0	28 950	0	0	0	0	15 000	0	0	0	0	0	0	0		
0PE2010412	0PE2010412-LACTALIS - VEYS (LES) - PFR201412	Intervention	60 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
0PE2016033	0PE2016033-ETUDE GARE DE ROUEN - ROUEN	Intervention	190 000	0	108 800	0	0	0	80 000	69 950	0	0	0	0	0	0	0		
0PE2016037	0PE2016037-ETUDE MULTI SITES - ALENCON	Intervention	100 000	100 000	0	0	0	0	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0		

**POUR INFORMATION DE L'ORGANISME DEBILITANT**  
 Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes (A)  
 A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement  
 (B) - Version Intermédiaire - Foyer en Attente correctif du budget Budgétaire et comptable

**TABIEAU 9**  
 Opérations pluriannuelles - prévision  
 Budget rectificatif 2017 n°1

Opération	Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision N											Prévision N+1 et suivantes				
				AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
OPE2016023	OPE2016023-ETUDE MULTI SITES - ROUJOT-HEROULE	Intervention	62 500	0	90	0	59 775	59 775	0	90	0	39 563	39 563						
OPE2016025	OPE2016025-ZA SUD - BERNAY	Intervention	30 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
OPE2016026	OPE2016026-ETS BERNARD - SAINT ANDRE DE LEURE	Intervention	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
OPE2016027	OPE2016027-ROLE METIER PART - LYONS LA FORET	Intervention	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
OPE2016043	OPE2016043-FANNERIES - SAINT MARTIN D'AUBIGNY	Intervention	75 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
OPE2016046	OPE2016046-ETUDE D'URBANISME - RECONVERSION DU SITE ALLONGE - GRAND QUELILLY	Intervention	50 000	0	90	0	29 973	29 973	0	90	0	21 505	21 505						
OPE2016048	OPE2016048-RECONVERSION DU SITE MORLAPE - MORIGNY LA POMMERAYE	Intervention	40 000	0	20 340	0	5 000	5 000	0	90	0	23 600	23 600						
OPE2016057	OPE2016057-ETUDE MULTI SITES - ANDELYS	Intervention	83 333	0	0	0	83 000	83 000	0	0	0	90	90						
OPE2016059	OPE2016059-ZONE D'ACTIVITES - SAINT MARTIN DE FONTEWAY	Intervention	60 000	0	0	0	60 000	60 000	0	0	0	90	90						
OPE2016096	OPE2016096-AMENAGEMENT D'UN NOUVEAU QUARTIER - ELETOT	Intervention	165 000	0	720	0	106 666	106 666	0	720	0	103 221	103 221						
OPE2016097	OPE2016097-AMENAGEMENT D'UN NOUVEAU QUARTIER - ELETOT	Intervention	33 333	0	90	0	33 333	33 333	0	0	0	33 333	33 333						
OPE2016098	OPE2016098-VERRIERE DEJIN - NESLE NORMANDEUSE	Intervention	66 667	0	0	0	66 666	66 666	0	0	0	49 658	49 658						
OPE2016099	OPE2016099-VERRECEVILLE	Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
OPE2016100	OPE2016100-LE NEUBOURG	Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
OPE2016101	OPE2016101-LA LONDE	Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
OPE2016102	OPE2016102-SITE DE RECOULETS - GISORS	Intervention	12 500	0	0	0	3 700	3 700	0	0	0	3 700	3 700						
OPE2017025	OPE2017025-ANCIENNE ECOLE - TILLY SUR SEULLES	Intervention	12 000	0	0	0	0	0	0	0	0	12 000	12 000						
OPE2017026	OPE2017026-PROJET COUBERTIN - LILLEBOUINE	Intervention	100 000	0	0	0	90	90	0	0	0	90	90						
OPE2017028	OPE2017028-LES PAILLONS BLANCS - TROUVILLE LA HAULE	Intervention	12 000	0	0	0	70 090	70 090	0	0	0	12 000	12 000						
OPE2017032	OPE2017032-ETUDE DE RECONVERSION MULTISITES - BAYEUX	Intervention	130 000	0	0	0	90	90	0	0	0	90	90						
OPE2017034	OPE2017034-ANCIENNE CHOCOLATERIE - FEGAMP	Intervention	12 000	0	0	0	0	0	0	0	0	12 000	12 000						
OPE2017035	OPE2017035-ANCIENNE ECOLE GUERARD - COURANCES	Intervention	12 000	0	0	0	0	0	0	0	0	12 000	12 000						
OPE2017041	OPE2017041-ONVACOLOR - GRUICHET LE VALASSE	Intervention	12 000	0	0	0	0	0	0	0	0	12 000	12 000						
OPE2017042	OPE2017042-ANCIENNE ECOLE GUERARD - COURANCES	Intervention	12 000	0	0	0	0	0	0	0	0	12 000	12 000						
OPE2017043	OPE2017043-BATIMENTAL - DOUVRES LA DELIVRANCE	Intervention	12 000	0	0	0	90	90	0	0	0	90	90						
OPE2017045	OPE2017045-MULTISITES - FLEURY SUR ANDELE	Intervention	0	0	0	0	90	90	0	0	0	90	90						
OPE2017046	OPE2017046-MULTISITES D'HABITATION ET JARDINS - FONTENAY LE FESNEL	Intervention	12 000	0	0	0	0	0	0	0	0	12 000	12 000						
Z9906101	Z9906101-FEMININE D'ENTREPRISES DE PONT AUDAHER	Fonctionnement	2 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
Z9906101	Z9906101-FEMININE D'ENTREPRISES DE PONT AUDAHER	Fonctionnement	1 960 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
Z9923201	Z9923201-HOULEN METROPOL E BOPOLUS 3	Fonctionnement	5 900 000	0	180 939	0	0	0	6 086 633	6 249 572	0	0	0						
OPE2015035	OPE2015035-COIFFRONT	Fonctionnement	50 000	0	41 775	0	11 700	11 700	0	41 800	0	7 700	7 700						
OPE2015036	OPE2015036-PAR 1 - NORMANDE MANNE	Fonctionnement	80 000	0	25 660	0	7 200	7 200	0	25 660	0	7 200	7 200						
OPE2015037	OPE2015037-PAR 2 - PERCHE	Fonctionnement	80 000	0	14 850	0	2 550	2 550	0	14 850	0	2 550	2 550						
OPE2015038	OPE2015038-PAR 3 - MARAIS CONTENTIN BESSIN	Fonctionnement	80 000	0	0	0	19 900	19 900	0	0	0	15 700	15 700						
OPE2015039	OPE2015039-FLERS AGRI-COMMERCE	Fonctionnement	75 000	0	950	0	66 950	66 950	0	950	0	66 950	66 950						
OPE2015040	OPE2015040-VERNON	Fonctionnement	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
OPE2015041	OPE2015041-EVREUX	Fonctionnement	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						



TABLEAU 9  
Opérations pluriannuelles - prévision  
Budget rectificatif 2017 n°1

Opération	Opération	Nature	Prévision Coût total de l'opération	Prévision N										Prévision N+1 et suivantes					
				AE cumulées antérieures à N	AE consommées en N	AE programmées en N	AE ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP antérieures à N	CP consommées en N	CP ouvertes en N	TOTAL des CP ouvertes en N	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2	
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
OPE2015042	OPE2015042-CD HN	Fonctionnement	40 000	0	0	0	10 080	10 080	0	0	0	10 080	10 080						
OPE2015043	OPE2015043-AVARANCHES	Fonctionnement	50 000	28 000	0	0	39 740	39 740	4 000	0	0	13 108	13 108						
OPE2016047	OPE2016047-ELECTROPOU - SAINT JAMES	Fonctionnement	40 000	0	23 691	0	18 913	18 913	0	1 244	0	18 913	18 913						
OPE2016088	OPE2016088-REMAILLAGE	Fonctionnement	15 000	0	0	0	6 890	6 890	0	0	0	6 890	6 890						
OPE2016087	OPE2016087-NOUVEAUX CONTACTS ATTRACTIVITE	Fonctionnement	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
OPE2016089	OPE2016089-NOUVEAUX CONTACTS ATTRACTIVITE	Fonctionnement	40 000	0	0	0	9 394	9 394	0	0	0	9 394	9 394						
OPE2016088	OPE2016088-SACC - NOUVEAUX CONTACTS ATTRACTIVITE COMMERCIALE	Fonctionnement	15 000	0	0	0	13 100	13 100	0	0	0	12 100	12 100						
OPE2016089	OPE2016089-BOUQUAUX	Fonctionnement	33 333	0	0	0	33 333	33 333	0	0	0	16 667	16 667						
OPE2016090	OPE2016090-CASE FREENIUS	Fonctionnement	33 333	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
OPE2016091	OPE2016091-EURE MADRIE SEINE AUBE/VOYE	Fonctionnement	33 333	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
OPE2016092	OPE2016092-FORGES DANIEL/RYVE	Fonctionnement	32 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
OPE2016093	OPE2016093-COURTOMER	Fonctionnement	41 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
OPE2016094	OPE2016094-FERRIERE LA VERRE/RIE	Fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
OPE2016095	OPE2016095-LIVACOT	Fonctionnement	26 000	0	0	0	25 000	25 000	0	0	0	0	0						
OPE2016103	OPE2016103-ETUDE D'ATTRACTIVITE DU CENTRE BOUNG - CHERVILLE	Fonctionnement	50 000	0	0	0	46 806	46 806	0	0	0	25 658	25 658						
OPE2017010	OPE2017010-ETUDE PRE OPERATOINNELLE - SAINT JAMES CHERVENNI	Fonctionnement	30 000	0	0	0	30 108	30 108	0	0	0	108	108						
OPE2017011	OPE2017011-ETUDE DE PAYSABILITE SUR BAVI VACANT - LE TELLEUIL	Fonctionnement	10 000	0	0	0	15 000	15 000	0	0	0	15 000	15 000						
OPE2017012	OPE2017012-ALENCON	Fonctionnement	0	0	0	0	30 000	30 000	0	0	0	15 000	15 000						
<b>Total</b>	<b>Total</b>		<b>728 339 738</b>	<b>414 633 256</b>	<b>402 515 612</b>	<b>0</b>	<b>27 741 723</b>	<b>27 741 723</b>	<b>414 638 982</b>	<b>409 238 746</b>	<b>0</b>	<b>30 509 131</b>	<b>30 509 131</b>						
		SS total personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
		SS total fonctionnement	726 326 695	414 630 668	402 268 624	0	27 066 658	27 066 658	414 670 421	409 573 200	0	30 083 971	30 083 971						
		SS total intervention	2 011 033	212 667	246 988	0	675 075	675 075	428 271	165 546	0	426 090	426 090						
		SS total investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
			<b>728 339 738</b>	<b>414 633 256</b>	<b>402 515 612</b>	<b>0</b>	<b>27 741 723</b>	<b>27 741 723</b>	<b>414 638 982</b>	<b>409 238 746</b>	<b>0</b>	<b>30 509 131</b>	<b>30 509 131</b>						

\* A l'occasion du budget initial N, cette colonne englobe les reprogrammations en AE au CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, ce cas s'échappe présentement avec le compte financier N-1, cette colonne englobe les annulations reports en AE de en CP

Sous prévision (ou par regroupement d'opération) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes (A)  
A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement  
(N) - Version intermédiaire - Projet en Attente accordé du logiciel Budgétaire et comptable

**TABLEAU**  
**Synthèse budgétaire et comptable**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

		BR n°1-2017	
<b>Stocks initiaux</b>	<b>1</b>	Niveau initial de restes à payer	10 123 700
	<b>2</b>	Niveau initial du fonds de roulement	258 092 843
	<b>3</b>	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	215 748 180
	<b>4</b>	Niveau initial de la trésorerie	42 344 663
	<b>4.a</b>	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	
<b>4.b</b>	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		
<b>Flux de l'année</b>	<b>5</b>	Autorisations d'engagement	67 187 700
	<b>6</b>	Résultat patrimonial	5 139 400
	<b>7</b>	Capacité d'autofinancement (CAF)	5 616 400
	<b>8</b>	Variation du fonds de roulement	2 219 400
	<b>9</b>	Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	SENS -3 102 000
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / - -2 072 000
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+
		Cautionnements et dépôts	- -1 030 000
	<b>10</b>	Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS 6 248 100
		Variation des stocks	+ / - 6 248 100
		Production immobilisée	+
		Charges sur créances irrécouvrables	-
		Produits divers de gestion courante	+
	<b>11</b>	Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS -5 003 000
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - -5 480 000
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - 477 000	
<b>12</b>	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	4 076 300	
<b>13</b>	Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	-3 103 300	
<b>14</b>	Variation de la trésorerie = 12 - 13	973 000	
<b>14.a</b>	dont variation de la trésorerie fléchée	3 418 900	
<b>14.b</b>	dont variation de la trésorerie non fléchée	-2 445 900	
<b>15</b>	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	(a)	
<b>16</b>	Variation des restes à payer	3 482 100	
<b>17</b>	Niveau final de restes à payer	13 605 800	
<b>Stocks finaux</b>	<b>18</b>	Niveau final du fonds de roulement	260 312 243
	<b>19</b>	Niveau final du besoin en fonds de roulement	216 994 580
	<b>20</b>	Niveau final de la trésorerie	43 317 663
	<b>20.a</b>	dont niveau final de la trésorerie fléchée	
	<b>20.b</b>	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	

Comptabilité budgétaire  
Comptabilité générale

(a) Non significatif dans ce tableau du fait de la reprise du montant de trésorerie du compte-financier 2016 à la place de l'estimé du budget initial 2017.



EPF Normandie

R28-2017-06-09-016

Délégation de pouvoirs au Directeur Général Adjoint de  
l'EPF Normandie



DIRECTION GENERALE

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 1<sup>er</sup> juin 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence du représentant de Mme la Préfète de la Région Normandie et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

**VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,

**SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

### APRES EN AVOIR DELIBERE D E C I D E

Conformément à l'article 10 du décret n°68-376 du 26 avril 1968 modifié, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général, de déléguer au Directeur Général Adjoint, les pouvoirs de décision suivants :

- l'approbation des conventions mentionnées à l'article 2 du décret du 29 décembre 2014 et notamment :
  - de prendre en charge les opérations foncières répondant aux critères suivants :
    - Acquisition de biens immobiliers d'une valeur foncière au plus égale à 500 000 €.
    - Acquisition de biens immobiliers s'inscrivant dans un programme ou une convention d'action foncière existant et,
      - D'une valeur foncière au plus égale à 30% du plafond du programme ou de la convention d'action foncière,
      - Avec un maximum de 1 M€, en précisant qu'il ne sera pas tenu compte de cette limite haute, si toutefois l'acquisition reste en deçà de 15% du plafond du contrat.
      - Les acquisitions réalisées dans le cadre de cette délégation doivent respecter l'évaluation effectuée par France Domaine,
      - Pour chaque décision de prise en charge, le Directeur Général doit avoir recueilli préalablement l'accord du Président du Conseil d'Administration.
      - La décision emporte création d'une autorisation de programme nouvelle ou affectation de l'acquisition sur une autorisation de programme disponible,
      - Il sera rendu compte annuellement au Conseil d'Administration des prises en charge effectuées dans le cadre de cette délégation.
    - Pour ces acquisitions d'accepter pour le compte de l'Établissement et pour les besoins des acquisitions à réaliser dans le cadre de cette délégation, la prise en charge d'une délégation du droit de préemption urbain, du droit de préemption attaché à une zone d'aménagement différé ou du droit de priorité, consentie par délibération de l'organe délibérant (ou de son délégataire) de la collectivité titulaire de ce droit.

- les conventions d'intervention d'études préalables aux travaux réalisés dans le cadre du fonds friche d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € pour la participation EPFN,
- les conventions d'intervention relatives aux études flash et FPRH d'un montant inférieur ou égal à 20 000 € pour la participation EPFN,
- l'approbation des transactions d'un montant inférieur ou égal à 100 000 €,
  - Le Directeur Général devra rendre compte annuellement au conseil d'administration des prises en charge effectuées sur la base de ces délégations.
- d'accorder aux collectivités territoriales sur demande de celles-ci, un paiement échelonné, pour le rachat d'un bien foncier.  
Cet échelonnement pourra être accordé sur une période ne dépassant pas trois ans, et, les sommes restant dues après le premier paiement suivant la signature de l'acte, produiront un intérêt calculé au taux légal.  
Cette délégation ne pourra s'appliquer qu'aux rachats intervenant au plus tard à l'échéance prévue par une convention, ou si un report d'échéance de rachat a été accordé. Toutefois, ces modalités de paiement s'accompagneront d'une inscription du privilège du vendeur dont les frais seront à la charge de la collectivité contractante.
- de procéder à la cession des biens n'ayant pas fait l'objet d'une convention, et sans limite de montant, dans les conditions suivantes :
  - Revente en priorité aux collectivités, leurs groupements, leurs établissements publics ou à une autre personne morale de statut public, ou passation d'une convention de rachat dans un délai déterminé, à un prix égal à la valeur vénale fixée par France Domaines,
  - Si les collectivités, leurs groupements, leurs établissements publics ou une autre personne morale de statut public ne sont pas intéressés, revente à un tiers, à un prix au moins égal à la valeur vénale fixée par France Domaines.
 de confier, pour la cession de ces biens, des mandats de vente à des professionnels de l'immobilier.  
de recueillir, avant la vente, l'avis favorable du Président du Conseil d'Administration.
- D'exempter de pénalités les dépassements d'échéances de rachat, d'une durée inférieure ou égale à un (1) mois, dans la limite de 2 000 €.
- de statuer sur les demandes de remise gracieuse pour les paiements tardifs de prix de cession dans les conditions suivantes :
  - Pas de facturation d'intérêts en deçà de 50 €
  - Possibilité d'accepter une remise gracieuse dans la limite cumulative de 800€ et 40 jours de retard maximum.
 La décision sera en outre adoptée en considération du contexte particulier de la cession concernée.
- de conclure des baux, des conventions de jouissance précaire, et procéder à la gestion, l'entretien et la réparation des immeubles.
- L'exercice du droit de préemption et du droit de priorité selon les modalités suivantes :
  - L'exercice au nom de l'établissement du droit de préemption et de priorité à mettre en œuvre dans le cadre des missions foncières dont l'EPF Normandie a accepté la prise en charge que ce soit par décision du Conseil d'Administration, du Bureau du Conseil d'Administration ou du Directeur Général.



- Le Directeur Général rendra compte de cet exercice au Conseil d'Administration à chacune de ses réunions.
- Les conditions de recrutement (conformément à l'alinéa 8 de l'article 10 du décret du 26/04/1968 modifié.
- Par ailleurs :
  - d'arrêter les modalités de versement des indemnités de l'agent comptable conformément à l'arrêté de la Direction Générale Publique en date du 16 janvier 2009, prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

  
S. LECORNU

  
G. GAL

Délibération approuvée  
A Rouen le 09 JUN 2017  
Pour la Préfète et par délégation  
La Préfète,  
l'adjointe au secrétaire général  
pour les affaires régionales  
chargée du pôle "politiques publiques"

Christine GIBRAT

EPF Normandie

R28-2017-10-20-018

Délégation de pouvoirs au Directeur Général Adjoint de  
l'EPF Normandie

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 5 octobre 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LE-CORNU, en présence de Mme la Préfète de la Région Normandie, de M. Joël NEYEN, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- Vu** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,
- Vu** le rapport présenté par le Directeur Général et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
D E C I D E**

conformément à l'article 10 du décret n° 68-376 du 26 avril 1968 modifié par le décret n°2014-1732 du 29 décembre 2014, de déléguer au Directeur Général Adjoint, selon les modalités énoncées ci-dessous, les pouvoirs de décision suivants :

1. l'approbation des conventions relatives à la prise en charge des opérations foncières répondant aux critères suivants :
  - acquisition, conformément à l'évaluation réalisée par les services de France Domaine, de biens immobiliers d'une valeur foncière au plus égale à 500 000 €.
  - Acquisition, conformément à l'évaluation réalisée par les services de France Domaine, de biens immobiliers s'inscrivant dans un programme ou une convention d'action foncière existant et répondant aux conditions suivantes :
    - une valeur foncière au plus égale à 30% du plafond du programme ou de la convention d'action foncière
    - avec un maximum de 1 M€, en précisant qu'il ne sera pas tenu compte de cette limite haute, si toutefois l'acquisition reste en deçà de 15% du plafond du contrat.

Il est à noter que l'approbation de ces conventions emporte création d'une enveloppe projet nouvelle ou affectation de l'acquisition sur une enveloppe projet disponible.

2. l'approbation des conventions d'intervention d'études préalables aux travaux réalisés dans le cadre du fonds friche d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € pour la participation EPF Normandie.

.../...



3. l'approbation des conventions d'intervention relatives aux études flash et FPRH d'un montant inférieur ou égal à 20 000 € pour la participation EPF Normandie.
4. l'approbation des conventions d'intervention relatives aux diagnostics et aux études de faisabilité pour l'attractivité commerciale d'un montant inférieur ou égal à 20 000 € pour la participation EPF Normandie.
5. l'approbation des conventions relatives à la mise en place de dispositifs d'observation foncière ou de partenariat d'étude sans incidence financière pour l'EPF Normandie.
6. l'approbation des conventions et chartes d'adhésion à des réseaux partenariaux sans incidence financière pour l'EPF Normandie.
7. l'approbation des Conventions EPF Normandie/Opérateurs de logements fixant les modalités de contrôle de la réalisation des opérations qui bénéficient de la minoration foncière
8. l'approbation des transactions d'un montant inférieur ou égal à 100 000 €
9. les conditions de recrutement du personnel
10. le pouvoir d'accorder aux collectivités territoriales sur demande de celles-ci, un paiement échelonné, pour le rachat d'un bien foncier. Cet échelonnement pourra être accordé sur une période ne dépassant pas trois ans, et, les sommes restant dues après le premier paiement suivant la signature de l'acte, produiront un intérêt calculé au taux légal. Cette délégation ne pourra s'appliquer qu'aux rachats intervenant au plus tard à l'échéance prévue par une convention, ou si un report d'échéance de rachat a été accordé. Toutefois, ces modalités de paiement s'accompagneront d'une inscription du privilège du vendeur dont les frais seront à la charge de la collectivité contractante.
11. de statuer sur les demandes de remise gracieuse pour les paiements tardifs de prix de cession dans les conditions suivantes :
  - pas de facturation d'intérêts en deçà de 50€
  - possibilité d'accepter une remise gracieuse dans la limite cumulative de 800 € et 40 jours de retard maximum.

La décision sera en outre adoptée en considération du contexte particulier de la cession concernée.
12. la décision d'exempter de pénalités les dépassements d'échéances de rachat d'une durée inférieure ou égale à un mois dans la limite de 2 000 €.
13. l'approbation des cessions des biens n'ayant pas fait l'objet d'une convention, sans limite de montant, selon les modalités suivantes :
  - revente en priorité aux collectivités, leurs groupements, leurs établissements publics ou à une autre personne morale de statut public, ou passation d'une convention de rachat dans un délai déterminé, à un prix égal à la valeur vénale fixée par les services de France Domaine

.../...

- si les collectivités, leurs groupements, leurs établissements publics ou une autre personne morale de statut public ne sont pas intéressés, revente à un tiers, à un prix au moins égal à la valeur vénale fixée par les services de France Domaine
  - confier, pour la cession de ces biens, des mandats de vente à des professionnels de l'immobilier.
14. l'approbation et la conclusion des baux, des conventions de jouissance précaire, et la conclusion de tout acte de gestion, d'entretien et de réparation des immeubles.
  15. l'exercice au nom de l'établissement des droits de préemption dont l'établissement est titulaire ou délégataire et du droit de priorité dont l'établissement est délégataire
  16. d'arrêter les modalités de versement des indemnités de l'agent comptable conformément à l'arrêté de la Direction Générale des Finances Publiques en date du 16 janvier 2009, prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Le Directeur Général Adjoint devra rendre compte annuellement au Conseil d'Administration des prises en charge et décisions effectuées sur la base de ces délégations.

Ces dispositions annulent et remplacent celles prévues par la délibération n°30 prise en date du 1<sup>er</sup> juin 2017.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

**S. LECORNU**

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

**G. GAL**

Délibération approuvée  
A Rouen, le **20 OCT. 2017**  
La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
**le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales**

**Nicolas HESSE**

EPF Normandie

R28-2017-06-09-015

Délégation de pouvoirs au Directeur Général de l'EPF  
Normandie





DIRECTION GENERALE

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 1<sup>er</sup> juin 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence du représentant de Mme la Préfète de la Région Normandie et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

**VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,

**SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE D E C I D E**

de déléguer au Directeur Général les pouvoirs de décision suivants :

- l'approbation des conventions mentionnées à l'article 2 du décret du 29 décembre 2014 et notamment :
  - de prendre en charge les opérations foncières répondant aux critères suivants :
    - Acquisition de biens immobiliers d'une valeur foncière au plus égale à 500 000 €.
    - Acquisition de biens immobiliers s'inscrivant dans un programme ou une convention d'action foncière existant et,
      - D'une valeur foncière au plus égale à 30% du plafond du programme ou de la convention d'action foncière,
      - Avec un maximum de 1 M€, en précisant qu'il ne sera pas tenu compte de cette limite haute, si toutefois l'acquisition reste en deçà de 15% du plafond du contrat.
      - Les acquisitions réalisées dans le cadre de cette délégation doivent respecter l'évaluation effectuée par France Domaine,
      - Pour chaque décision de prise en charge, le Directeur Général doit avoir recueilli préalablement l'accord du Président du Conseil d'Administration.
      - La décision emporte création d'une autorisation de programme nouvelle ou affectation de l'acquisition sur une autorisation de programme disponible,
      - Il sera rendu compte annuellement au Conseil d'Administration des prises en charge effectuées dans le cadre de cette délégation.
    - Pour ces acquisitions d'accepter pour le compte de l'Établissement et pour les besoins des acquisitions à réaliser dans le cadre de cette délégation, la prise en charge d'une délégation du droit de préemption urbain, du droit de préemption attaché à une zone d'aménagement différé ou du droit de priorité, consentie par délibération de l'organe délibérant (ou de son délégataire) de la collectivité titulaire de ce droit.

- les conventions d'intervention d'études préalables aux travaux réalisés dans le cadre du fonds friche d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € pour la participation EPFN,
- les conventions d'intervention relatives aux études flash et FPRH d'un montant inférieur ou égal à 20 000 € pour la participation EPFN,
- l'approbation des transactions d'un montant inférieur ou égal à 100 000 €,
  - Le Directeur Général devra rendre compte annuellement au conseil d'administration des prises en charge effectuées sur la base de ces délégations.
- d'accorder aux collectivités territoriales sur demande de celles-ci, un paiement échelonné, pour le rachat d'un bien foncier.  
Cet échelonnement pourra être accordé sur une période ne dépassant pas trois ans, et, les sommes restant dues après le premier paiement suivant la signature de l'acte, produiront un intérêt calculé au taux légal.  
Cette délégation ne pourra s'appliquer qu'aux rachats intervenant au plus tard à l'échéance prévue par une convention, ou si un report d'échéance de rachat a été accordé. Toutefois, ces modalités de paiement s'accompagneront d'une inscription du privilège du vendeur dont les frais seront à la charge de la collectivité contractante.
- de procéder à la cession des biens n'ayant pas fait l'objet d'une convention, et sans limite de montant, dans les conditions suivantes :
  - Revente en priorité aux collectivités, leurs groupements, leurs établissements publics ou à une autre personne morale de statut public, ou passation d'une convention de rachat dans un délai déterminé, à un prix égal à la valeur vénale fixée par France Domaines,
  - Si les collectivités, leurs groupements, leurs établissements publics ou une autre personne morale de statut public ne sont pas intéressés, revente à un tiers, à un prix au moins égal à la valeur vénale fixée par France Domaines.
 de confier, pour la cession de ces biens, des mandats de vente à des professionnels de l'immobilier.  
de recueillir, avant la vente, l'avis favorable du Président du Conseil d'Administration.
- d'exempter de pénalités les dépassements d'échéances de rachat, d'une durée inférieure ou égale à un (1) mois, dans la limite de 2 000 €.
- de statuer sur les demandes de remise gracieuse pour les paiements tardifs de prix de cession dans les conditions suivantes :
  - Pas de facturation d'intérêts en deçà de 50 €
  - Possibilité d'accepter une remise gracieuse dans la limite cumulative de 800€ et 40 jours de retard maximum.
 La décision sera en outre adoptée en considération du contexte particulier de la cession concernée.
- de conclure des baux, des conventions de jouissance précaire, et procéder à la gestion, l'entretien et la réparation des immeubles.
- L'exercice du droit de préemption et du droit de priorité selon les modalités suivantes :
  - L'exercice au nom de l'établissement du droit de préemption et de priorité à mettre en œuvre dans le cadre des missions foncières dont l'EPF Normandie a accepté la prise en charge que ce soit par décision du Conseil d'Administration, du Bureau du Conseil d'Administration ou du Directeur Général.
  - Le Directeur Général rendra compte de cet exercice au Conseil d'Administration à chacune de ses réunions.



- Les conditions de recrutement (conformément à l'alinéa 8 de l'article 10 du décret du 26/04/1968 modifié.
- Par ailleurs :
  - d'arrêter les modalités de versement des indemnités de l'agent comptable conformément à l'arrêté de la Direction Générale Publique en date du 16 janvier 2009, prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

S. LECORNU

G. GAL

Délibération approuvée.  
Pour la Préfète et par délégation  
A Rouen, le 09 JUIN 2017  
l'adjointe au secrétaire général  
La Préfète,  
pour les affaires régionales  
chargée du pôle "politiques publiques"

Christine GIBRAT



EPF Normandie

R28-2017-10-20-017

Délégation de pouvoirs au Directeur Général de l'EPF  
Normandie

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 5 octobre 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LE-CORNU, en présence de Mme la Préfète de la Région Normandie, de M. Joël NEYEN, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,
- VU** le rapport présenté par le Directeur Général et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
D E C I D E**

conformément à l'article 10 du décret n° 68-376 du 26 avril 1968 modifié par le décret n°2014-1732 du 29 décembre 2014, de déléguer au Directeur Général, selon les modalités énoncées ci-dessous, les pouvoirs de décision suivants :

1. l'approbation des conventions relatives à la prise en charge des opérations foncières répondant aux critères suivants :
  - acquisition, conformément à l'évaluation réalisée par les services de France Domaine, de biens immobiliers d'une valeur foncière au plus égale à 500 000 €.
  - Acquisition, conformément à l'évaluation réalisée par les services de France Domaine, de biens immobiliers s'inscrivant dans un programme ou une convention d'action foncière existant et répondant aux conditions suivantes :
    - une valeur foncière au plus égale à 30% du plafond du programme ou de la convention d'action foncière
    - avec un maximum de 1 M€, en précisant qu'il ne sera pas tenu compte de cette limite haute, si toutefois l'acquisition reste en deçà de 15% du plafond du contrat.

Il est à noter que l'approbation de ces conventions emporte création d'une enveloppe projet nouvelle ou affectation de l'acquisition sur une enveloppe projet disponible.

.../...

2. l'approbation des conventions d'intervention d'études préalables aux travaux réalisés dans le cadre du fonds friche d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € pour la participation EPF Normandie.
3. l'approbation des conventions d'intervention relatives aux études flash et FPRH d'un montant inférieur ou égal à 20 000 € pour la participation EPF Normandie.
4. l'approbation des conventions d'intervention relatives aux diagnostics et aux études de faisabilité pour l'attractivité commerciale d'un montant inférieur ou égal à 20 000 € pour la participation EPF Normandie.
5. l'approbation des conventions relatives à la mise en place de dispositifs d'observation foncière ou de partenariat d'étude sans incidence financière pour l'EPF Normandie.
6. l'approbation des conventions et chartes d'adhésion à des réseaux partenariaux sans incidence financière pour l'EPF Normandie.
7. l'approbation des Conventions EPF Normandie/Opérateurs de logements fixant les modalités de contrôle de la réalisation des opérations qui bénéficient de la minoration foncière
8. l'approbation des transactions d'un montant inférieur ou égal à 100 000 €
9. les conditions de recrutement du personnel
10. le pouvoir d'accorder aux collectivités territoriales sur demande de celles-ci, un paiement échelonné, pour le rachat d'un bien foncier. Cet échelonnement pourra être accordé sur une période ne dépassant pas trois ans, et, les sommes restant dues après le premier paiement suivant la signature de l'acte, produiront un intérêt calculé au taux légal. Cette délégation ne pourra s'appliquer qu'aux rachats intervenant au plus tard à l'échéance prévue par une convention, ou si un report d'échéance de rachat a été accordé. Toutefois, ces modalités de paiement s'accompagneront d'une inscription du privilège du vendeur dont les frais seront à la charge de la collectivité contractante.
11. de statuer sur les demandes de remise gracieuse pour les paiements tardifs de prix de cession dans les conditions suivantes :
  - pas de facturation d'intérêts en deçà de 50€
  - possibilité d'accepter une remise gracieuse dans la limite cumulative de 800 € et 40 jours de retard maximum.

La décision sera en outre adoptée en considération du contexte particulier de la cession concernée.
12. la décision d'exempter de pénalités les dépassements d'échéances de rachat d'une durée inférieure ou égale à un mois dans la limite de 2 000 €.

.../...



13. l'approbation des cessions des biens n'ayant pas fait l'objet d'une convention, sans limite de montant, selon les modalités suivantes :
- revente en priorité aux collectivités, leurs groupements, leurs établissements publics ou à une autre personne morale de statut public, ou passation d'une convention de rachat dans un délai déterminé, à un prix égal à la valeur vénale fixée par les services de France Domaine
  - si les collectivités, leurs groupements, leurs établissements publics ou une autre personne morale de statut public ne sont pas intéressés, revente à un tiers, à un prix au moins égal à la valeur vénale fixée par les services de France Domaine
  - confier, pour la cession de ces biens, des mandats de vente à des professionnels de l'immobilier.
14. l'approbation et la conclusion des baux, des conventions de jouissance précaire, et la conclusion de tout acte de gestion, d'entretien et de réparation des immeubles.
15. l'exercice au nom de l'établissement des droits de préemption dont l'établissement est titulaire ou délégataire et du droit de priorité dont l'établissement est délégataire
16. d'arrêter les modalités de versement des indemnités de l'agent comptable conformément à l'arrêté de la Direction Générale des Finances Publiques en date du 16 janvier 2009, prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Le Directeur Général devra rendre compte annuellement au Conseil d'Administration des prises en charge et décisions effectuées sur la base de ces délégations.

Ces dispositions annulent et remplacent celles prévues par la délibération n°29 prise en date du 1<sup>er</sup> juin 2017.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

**S. LECORNU**

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

**G. GAL**

Délibération approuvée  
A Rouen, le 20 OCT 2017  
La Préfète,

**Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales**

**Nicolas HESSE**

EPF Normandie

R28-2017-10-20-016

Désignation de Gilles GAL et Christine MUTEL pour  
représenter l'EPF Normandie au Comité Régional de la  
Biodiversité

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 5 octobre 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence de Mme la Préfète de la Région Normandie, de M. Joël NEYEN, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,
- SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
D E C I D E**

de désigner Gilles GAL, Directeur Général de l'EPF Normandie et Christine MUTEL, Directrice Générale Adjointe pour représenter l'EPF Normandie au Comité Régional de la Biodiversité.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

**S. LECORNU**

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

**G. GAL**

Délibération approuvée  
A Rouen, le 20 OCT. 2017  
La Préfète,

**Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales**

Nicolas HESSE



EPF Normandie

R28-2017-06-09-012

Premières conditions d'une intervention de l'EPF  
Normandie sur les copropriétés dégradées



DIRECTION GENERALE

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 1<sup>er</sup> juin 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence du représentant de Mme la Préfète de la Région Normandie et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

**VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,

**SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
D E C I D E**

De poser les premières conditions d'une intervention de l'EPF sur les copropriétés dégradées de la manière suivante :

- Intervenir dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage publique et d'un projet urbain prédéfini,
- Accompagner et inscrire l'action dans une mobilisation la plus complète possible des acteurs publics amenés à porter le financement des différents volets du projet (relogements et accompagnement social, démolitions, travaux),
- Identifier en amont de l'intervention de l'Établissement l'opérateur en charge de la réalisation de ces volets du projet,
- Prévoir si nécessaire une externalisation de la mission foncière, conduisant à la répercussion de ces frais à la collectivité dans le prix de revente des immeubles acquis,
- Définir avec la collectivité des modalités spécifiques de gestion pour sécuriser les biens acquis, en prévoyant notamment d'éventuelles interventions d'urgence et des travaux de mise en sécurité pour les locaux loués,
- De prévoir dans une convention spécifique à passer avec le partenaire des modalités de portage de droit commun (délai de 5 ans, taux d'actualisation)

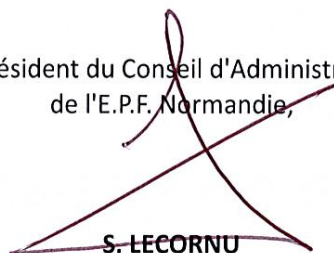
De poursuivre l'examen, à titre expérimental, de la situation des deux copropriétés de SAINT ETIENNE DU ROUVRAY (ROBESPIERRE) et VAL DE REUIL (GARANCIERE), en relation avec les partenaires concernés,

D'identifier le volume des copropriétés privées sur le territoire normand dans une situation de difficulté analogue, tout en complétant les informations sur la mobilisation des EPF hors ORCOD,

.../...

Et de délibérer lors d'une prochaine séance du Conseil d'Administration, sur un dispositif complet d'intervention sur ce thème, une fois définis le degré de fragilité justifiant une intervention de l'EPF sur ces ensembles immobiliers et le volume financier global qu'il serait nécessaire d'y affecter sur la durée du PPI.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,



**S. LECORNU**

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,



**G. GAL**

Délibération approuvée  
A Rouen, le 09 JUIN 2017  
Pour la Préfète et par délégation  
La Préfète,  
l'adjointe au secrétaire général  
pour les affaires régionales  
chargée du pôle "politiques publiques"



**Christine GIBRAT**



EPF Normandie

R28-2017-06-09-013

Principes concernant les reports d'échéance - EPF  
Normandie



DIRECTION GENERALE

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 1<sup>er</sup> juin 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence du représentant de Mme la Préfète de la Région Normandie et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,
- VU** la délibération du Bureau du Conseil d'Administration du 9 juillet 2012,
- SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

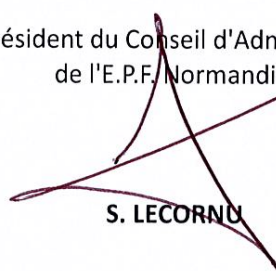
**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

Les cas d'acceptation des reports d'échéance de rachat ou des allongements de portage demeurent les suivants :

- Élément ou événement extérieur indépendant de la volonté de la collectivité ou de son opérateur,
- Reconstitution d'un tènement d'immeubles retardé par des difficultés de négociations ou la mise en œuvre de procédures,
- Tout argumentaire susceptible de démontrer la plus-value apportée par une période de réserve foncière supplémentaire.

En outre, une décision favorable de l'EPF sera conditionnée à une mise en sécurité effective du site concerné par la collectivité partenaire, selon les prescriptions qui lui auront été communiquées par l'Établissement, de manière à ce que la responsabilité de l'EPF, en sa qualité de propriétaire, ne soit pas mise en cause par une négligence ou un défaut d'entretien.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

  
S. LECORNU

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

  
G. GAL

Délibération approuvée  
Pour la Préfète et par délégation  
A Rouen, le 09 JUIN 2017  
l'adjoint au préfète général  
La Préfète,  
pour les affaires régionales  
chargée du pôle "politiques publiques"

Christine GIBRAT

EPF Normandie

R28-2017-10-20-020

Travaux : approbation de la prise en charge d'opérations au titre de la convention Région / EPF Normandie 2017-2021





DIRECTION GENERALE

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 5 octobre 2017 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence de Mme la Préfète de la Région Normandie, de M. Joël NEYEN, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

**VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014 et n°2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,

**SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
D E C I D E**

d'approuver :

- au titre de la convention Région / EPF Normandie 2017-2021, la prise en charge des opérations ci-dessous pour un montant total de 8 580 000 € selon les clés de financements définies,
- l'engagement d'un complément financier de 3 000 € en sus de la part EPF initialement accordée pour l'étude Fiducial à Rives-en-Seine.

.../...

FONDS FRICHES 2017-2021 : Programme test bâti amianté

Site, lieu, nature de l'intervention	Territoire	Dépense subventionnable	Part Région	Part collectivité	Part EPF Normandie
<b>PROGRAMME TEST - EQUIPEMENTS PUBLICS</b>					
<i>Intervention Villes moyennes</i>					
Ancien collège Croix Maître Renault - Beaumont le Roger - Diagnostic technique, étude de maîtrise d'œuvre et Désamiantage/démolition	CdC Bernay Terres de Nie	500 000 €	40%	200 000 €	175 000 €
<b>TOTAL des Équipements publics</b>		<b>500 000 €</b>		<b>200 000 €</b>	<b>175 000 €</b>
<b>PROGRAMME TEST LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX</b>					
<i>Interventions Métropole, CODAH, CUCLM</i>					
Lods Saint-Julien - Rouen Diagnostic technique, étude de maîtrise d'œuvre, désamiantage/démolition - Rouen habitat	MRN	1 300 000	25%	325 000 €	455 000 €
<b>TOTAL des LLS</b>		<b>1 300 000 €</b>		<b>325 000 €</b>	<b>455 000 €</b>
<b>TOTAL PROGRAMME TEST</b>		<b>1 800 000 €</b>		<b>525 000 €</b>	<b>630 000 €</b>
<b>Interventions Métropole, CODAH, CUCLM</b>					
Hangar O - Le Havre Réhabilitation du Clos et couvert ENSM à Sainte-Adresse	CODAH	550 000 €	25%	137 500 €	192 500 €
Démolition/Désamiantage Mixte habitat/activité économique	CODAH	5 300 000 €	25%	1 325 000 €	1 855 000 €
<b>Sous total</b>		<b>5 850 000 €</b>		<b>1 462 500 €</b>	<b>2 047 500 €</b>
<i>Intervention Villes moyennes</i>					
Frovogel - Rives en Seine Dépollution	CA Caux Vallée de Seine	330 000	40%	132 000 €	115 500 €
SAMP rue de l'Aquerie à Coutances Désamiantage/Démolition, Gestion de terres et enlèvement des cuves à fuel repérées	CdC Coutances Mer et Bocage	350 000	40%	140 000 €	122 500 €
<b>Sous total</b>		<b>680 000 €</b>		<b>272 000 €</b>	<b>238 000 €</b>
<i>Interventions autres territoires</i>					
Garceau - Ezy sur Eure Enveloppe complémentaire	CA Pays de Dreux	250 000	35%	87 500 €	112 500 €
<b>Sous total</b>		<b>250 000 €</b>		<b>87 500 €</b>	<b>112 500 €</b>
<b>TOTAL FRICHES</b>		<b>6 780 000 €</b>		<b>1 822 000 €</b>	<b>2 398 000 €</b>
<b>TOTAL PROGRAMME</b>		<b>8 580 000 €</b>		<b>2 547 000 €</b>	<b>3 203 000 €</b>

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

**S. LECORNU**

**G. GAL**

Délibération approuvée

A Rouen, le 20 OCT. 2017

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
**le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales**

Nicolas HESSE